M. MARZOUK ET LAHMY AVOCATS CASABLANCA

EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION	
		PARTIELLE	COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an...	1.100 fr.	2.200 fr.
	6 mois...	700 "	1.400 "
France et Colonies	Un an...	1.350 "	2.700 "
	6 mois...	900 "	1.800 "
Étranger	Un an...	2.300 "	4.000 "
	6 mois...	1.350 "	2.400 "

Changement d'adresse : 25 francs, indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : *dahirs*, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'euquête, etc.).

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Première ou deuxième partie 35 fr.
 Édition complète 55 fr.

Années antérieures :

Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires (la ligne de 27 lettres) 90 francs

(Arrêté résidentiel du 31 janvier 1952.)

Pour la publicité-reclame commerciale et industrielle, s'adresser à l'Agence Havas Marocaine, 129, rue de l'Aviation-Française, Casablanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Transports publics.
 Dahir du 30 janvier 1953 (14 jourmada I 1372) fixant les droits et obligations des transporteurs publics de voyageurs dont les agréments doivent faire l'objet d'une nouvelle classification 289

Équipement frigorifique du Maroc.
 Dahir du 30 janvier 1953 (14 jourmada I 1372) sur l'équipement frigorifique du Maroc 290

Arrêté viziriel du 4 février 1953 (19 jourmada I 1372) relatif à l'équipement frigorifique du Maroc 290

Caisse centrale de crédit et de prévoyance indigènes.
 Dahir du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) modifiant le dahir du 18 mai 1937 (2 rebia I 1356) portant création de caisses régionales d'épargne et de crédit indigènes et de la caisse centrale de crédit et de prévoyance indigènes 291

Délits de chasse.
 Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) fixant le taux et les conditions d'altribution de la prime fixe allouée aux agents ayant constaté des délits de chasse 292

Supplément à l'impôt des patentes.
 Arrêté du directeur des finances du 16 février 1953 modifiant l'arrêté du directeur des finances du 15 avril 1941 fixant les conditions d'application du dahir du 12 avril 1941 portant institution d'un supplément à l'impôt des patentes 292

Nomenclature générale des produits importés et exportés.
 Arrêté du directeur des finances du 26 février 1953 modifiant et complétant la nomenclature générale des produits importés et exportés, établie par l'arrêté directorial du 16 décembre 1948 292

Accidents du travail. — Frais médicaux.

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 14 février 1953 modifiant l'arrêté directorial du 23 août 1947 fixant le tarif des frais médicaux en matière d'accidents du travail 292

Drawback.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2089, du 7 novembre 1952, page 1528 293

TEXTES PARTICULIERS

Fès. — Forêt domaniale de l'Oued-Guigou.
 Dahir du 26 janvier 1953 (10 jourmada I 1372) déclarant d'utilité publique la distraction du domaine forestier de douze parcelles de terrain faisant partie de la forêt domaniale de l'Oued-Guigou (Fès) 293

Ouzzarh. — Urbanisme.
 Dahir du 28 janvier 1953 (12 jourmada I 1372) approuvant et déclarant d'utilité publique le plan et le règlement d'aménagement du centre de l'Ouzzarh 293

Rabat. — Quartier des Jardins.
 Dahir du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) approuvant et déclarant d'utilité publique les modifications apportées au plan et au règlement d'aménagement du quartier des Jardins, à Rabat 293

Centre sanatorial du Moyen-Atlas.
 Dahir du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) érigeant le centre sanatorial du Moyen-Atlas en établissement public et réglant l'organisation financière de cet établissement 294

Rabat. — Extension du périmètre municipal.
 Arrêté viziriel du 27 janvier 1953 (11 jourmada I 1372) portant extension du périmètre municipal de la ville de Rabat. 294

Ligne de chemin de fer de Casablanca à Marrakech. — Délimitation du domaine public.		
Arrêtés viziriel des 27 janvier 1953 (11 jourmada I 1372), 28 janvier 1953 (12 jourmada I 1372) et 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) fixant les limites du domaine public de la ligne de chemin de fer de Casablanca à Marrakech et de ses dépendances, entre les P.K. 14+900 et 18+000, P.K. 18+000 et 18+900 (gare de Bouskoura), P.K. 37+703 et 41+387, P.K. 42+717 et 45+581, P.K. 45+581 et 49+244, P.K. 49+244 et 50+037 (gare de Sidi-Bou-Farouj)	294	
Route n° 331, de Boufekrane à Mrirt.		
Arrêté viziriel du 28 janvier 1953 (12 jourmada I 1372) déclarant d'utilité publique la construction de la route n° 331 (de Boufekrane à Mrirt), entre les P.K. 0+000 et 9+640,84, et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires	295	
Aïn Khanfèr. — Reconnaissance de droits d'eau.		
Arrêté viziriel du 27 janvier 1953 (11 jourmada I 1372) homologuant les opérations de la commission d'enquête relative à la reconnaissance des droits d'eau sur l'aïn Khanfèr (contrôle civil de Meknès-banlieue)	297	
Casablanca (Sidi-Otmane). — Association syndicale des propriétaires.		
Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) portant constitution de l'Association syndicale des propriétaires du secteur nord-est du quartier de Sidi-Otmane (Casablanca)	297	
Ouezzane. — Cession de terrain.		
Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) autorisant la cession d'une parcelle de terrain du domaine privé de la ville d'Ouezzane au Bureau central des transports	298	
Fedala. — Construction de vole.		
Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) déclarant d'utilité publique la construction d'une troisième vole mère dans le nouveau quartier industriel sud de Fedala, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires	298	
Ait-Ouadrin. — Immeuble collectif.		
Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) homologuant les opérations de délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Ait-Ouadrin (anneze des Ait-Baha)	299	
Route n° 27, d'Oujda à Melilla.		
Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) déclarant d'utilité publique les travaux de rectification du tracé de la route principale n° 27, d'Oujda à Melilla (par Martimprey-du-Kiss et Berkane), entre les P.K. 36+400 et 37+100, 42+636 et 43+426, 55+657 et 56+369, et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires	299	
Route n° 28, de Meknès à Ouezzane.		
Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) déclarant d'utilité publique la construction de la route n° 28, de Meknès à Ouezzane, par le Zegotta et Aïn-Defali, entre les P.K. 25+866,19 et 28+997,52 (3 ^e lot), et frappant d'expropriation les terrains nécessaires	300	
Beni-Amir. — Beni-Moussa. — Servitudes de visibilité.		
Arrêté viziriel du 2 février 1953 (17 jourmada I 1372) portant création de servitudes de visibilité aux abords du carrefour formé par les routes n°s 22 et 133 (circonscription de contrôle civil des Beni-Amir—Beni-Moussa)	301	
Ksar-es-Souk, Sidi-Bouazid. — Ouvrages militaires.		
Arrêté du général de corps d'armée, commandant supérieur des troupes du Maroc, du 28 janvier 1953 portant classement en tant qu'ouvrage militaire du champ de tir temporaire d'infanterie de Ksar-es-Souk.....	301	
Arrêté du général de corps d'armée, commandant supérieur des troupes du Maroc, du 5 février 1953 portant classement en tant qu'ouvrage militaire du champ de tir temporaire d'infanterie de Sidi-Bouazid.....		302
Architectes. — Autorisation d'exercer.		
Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 février 1953 autorisant un architecte à exercer la profession.....	302	
Safi. — Acquisition d'une parcelle de terrain.		
Arrêté du directeur de l'intérieur du 25 février 1953 autorisant l'acquisition par la ville de Safi d'une parcelle de terrain appartenant à un particulier	302	
Taza. — Acquisition d'un immeuble.		
Arrêté du directeur de l'intérieur du 25 février 1953 autorisant l'acquisition par la ville de Taza d'un immeuble appartenant à un particulier	302	
Marrakech, Agadir. — Échanges immobiliers.		
Arrêté du directeur de l'intérieur du 25 février 1953 autorisant un échange immobilier sans soulte entre la ville de Marrakech et l'État chérifien	303	
Arrêté du directeur de l'intérieur du 26 février 1953 autorisant un échange immobilier sans soulte entre la ville d'Agadir et un particulier	303	
Safi. — Domaine municipal.		
Arrêté du directeur de l'intérieur du 26 février 1953 autorisant l'acquisition par la ville de Safi d'une parcelle de terrain appartenant à des particuliers	303	
Assurances.		
Arrêté du directeur des finances du 19 février 1953 portant approbation du transfert à la société d'assurances « Winterthur » de la totalité du portefeuille de contrats d'assurances constitué en zone française du Maroc de la société d'assurances « L'Assurance générale lyonnaise ».	304	
Mehdia—Port-Lyautey, Safi, Agadir. — Taxes portuaires.		
Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 modifiant les taxes de remorquage, aconage, magasinage et autres opérations dans le port de Mehdia—Port-Lyautey.	304	
Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 modifiant les taxes de pilotage et de péage sur navires dans le port de Mehdia—Port-Lyautey	307	
Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 modifiant les tarifs à percevoir pour l'usage des installations et appareils du silo d'embarquement du port de Port-Lyautey	308	
Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 fixant les taxes de remorquage, aconage, magasinage et autres opérations dans le port de Safi	309	
Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 fixant les taxes de péage sur le poisson, les taxes de criée et les taxes d'usage applicables au port de pêche de Safi	312	
Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 fixant les taxes de pilotage et de péage sur navires au port de Safi	312	
Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 fixant les taxes de remorquage, aconage, magasinage et autres opérations dans le port d'Agadir	318	
Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 modifiant les taxes de pilotage et de péage sur navires dans le port d'Agadir	317	
Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 fixant les taxes applicables à la halle au poisson du port d'Agadir	318	

Hydraulique.

- Arrêté du directeur des travaux publics du 18 février 1953 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans un puits, au profit de M^{me} Tertian Yvonne, propriétaire à Sidi-Yahya-du-Rharb..... 318
- Arrêté du directeur des travaux publics du 14 février 1953 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de la Société marocaine des plantations de Lalla-Ito 319
- Arrêté du directeur des travaux publics du 16 février 1953 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par captage dans le lit de l'oued Zat, au profit du contrôle civil des Att-Ouir 319
- Arrêté du directeur des travaux publics du 20 février 1953 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Inaouène, au profit de M. le chérif Mohamed el Ouazzani 319

Tuberculose des bovidés.

- Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 12 février 1953 modifiant l'arrêté directorial du 20 janvier 1938 prescrivant les mesures à prendre en vue de la prophylaxie de la tuberculose des bovidés 319

Oujda. — Création de lotissements agricoles.

- Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2104, du 20 février 1953, page 262 319

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES COMMUNS

- Arrêté viziriel du 14 février 1953 (29 jourmada I 1372) relatif au remboursement des frais de voyage des fonctionnaires empruntant la voie de l'Espagne à l'occasion de leurs congés dans la métropole 319

TEXTES PARTICULIERS**Direction de l'agriculture et des forêts.**

- Arrêté viziriel du 14 février 1953 (29 jourmada I 1372) modifiant l'arrêté viziriel du 18 mai 1939 (28 rebia I 1358) portant organisation du personnel du service topographique chérifien 320
- Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 9 février 1953 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de commis stagiaires de la direction de l'agriculture et des forêts 320

Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

- Arrêté viziriel du 14 février 1953 (29 jourmada I 1372) relatif à l'intégration additionnelle d'agents principaux et agents des installations dans le cadre des contrôleurs principaux et contrôleurs des installations électromécaniques des postes, télégraphes et téléphones, 320

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

- Création d'emplois 321
- Nominations et promotions 322
- Honorariat 325
- Admission à la retraite 326
- Résultats de concours et d'examens 326
- Concession de pensions, allocations et rentes viagères 327

AVIS ET COMMUNICATIONS

- Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 330
- Avis de concours 330
- Importations en provenance de la zone sterling 332
- Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2102, du 6 février 1953, page 196 (tableau des experts agréés) 333
- Avis de l'Office marocain des changes n° 607 333
- Tableau des indices devant servir à la détermination des valeurs de constructions à prendre en considération lors des constats de valorisation afférents aux lots domaniaux urbains 333

TEXTES GÉNÉRAUX

- Dahir du 30 janvier 1953 (14 jourmada I 1372) fixant les droits et obligations des transporteurs publics de voyageurs dont les agréments doivent faire l'objet d'une nouvelle classification.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Les nouvelles règles fixées par l'arrêté viziriel du 28 janvier 1953 (12 jourmada I 1372) pour la classification des agréments de transports publics de voyageurs ne limitent plus à un nombre fixe, comme c'est le cas dans le régime actuellement en vigueur, les places que les transporteurs peuvent mettre en service sur leurs cars. En d'autres termes, le système de l'agrément par car est substitué à celui de l'agrément par places.

Les bénéficiaires d'agréments de 1^{re} et 2^e catégorie sont ainsi désormais répartis en trois séries et ils peuvent utiliser un nombre de places quelconque compris entre les deux chiffres extrêmes définissant la série à laquelle ressortissent les véhicules.

Toutefois, l'application de ces nouvelles règles aux entrepreneurs de transports déjà bénéficiaires d'agréments par places exigeait des mesures d'adaptation. Il fallait d'abord prévoir comment les véhicules en service seraient classés dans les nouvelles séries : tel est l'objet de l'article premier du présent dahir.

L'application de la nouvelle classification va d'autre part entraîner une modification de la situation relative des transporteurs dont les cars sont classés dans une même série : ainsi, deux transporteurs qui, sous le régime de l'agrément par places, disposaient l'un de 25 places et l'autre de 31 places pourront désormais mettre tous deux en service un nombre égal de places (30). Afin de sauvegarder les droits acquis des entrepreneurs de transport, l'article 2 du présent dahir institue un système de compensation en vertu duquel chaque transporteur qui disposera, dans le nouveau système, d'un nombre de places supérieur ou inférieur au nombre moyen de places dont disposaient, sous le régime précédent, les transporteurs désormais classés dans la même série que lui, paiera ou percevra, suivant le cas, une indemnité calculée sur la base de 30.000 francs par place.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le classement dans les séries A, B et C, prévues par l'arrêté viziriel du 28 janvier 1953 (12 jourmada I 1372),

des cars existant à la date du présent dahir, s'effectuera de la façon suivante :

Il sera attribué à chaque transporteur un nombre de places égal à celui dont il bénéficiait antérieurement majoré de 25 % lorsque le car faisait l'objet, à la date du présent dahir, d'une tolérance de surcharge.

Si le nombre des places agréées ainsi calculé dépasse 32, le car sera agréé en série A.

Si le nombre de places est au minimum de 16 et au maximum de 32, le car sera agréé en série B.

Si le nombre de places est au minimum de 7 et au maximum de 15, le car sera agréé en série C.

ART. 2. — Les transporteurs publics de voyageurs dont l'agrément comportait, antérieurement au nouveau classement, un nombre de places supérieur ou inférieur au nombre moyen de places dont disposaient à la même époque les transporteurs de la même série, paieront ou percevront, suivant le cas, une indemnité calculée sur la base de 30.000 francs par place.

Le nombre moyen de places visé à l'alinéa précédent sera déterminé de la manière suivante : les cars existants une fois classés dans chaque série conformément aux dispositions de l'article premier du présent dahir, les places dont les transporteurs disposaient antérieurement seront additionnées, tolérance comprise pour ceux qui en bénéficiaient, et le total ainsi obtenu sera divisé par le nombre de cars de la série ayant fait l'objet de la mesure de reclassement.

Le montant de l'indemnité sera révisé dans la même proportion que le tarif des places ordinaires des cars correspondants. En cas de hausse dudit tarif, le montant de l'indemnité sera révisé dans la même proportion.

Fait à Rabat, le 14 jourmada I 1372 (30 janvier 1953).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 février 1953.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Dahir du 30 janvier 1953 (14 jourmada I 1372) sur l'équipement frigorifique du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont considérées comme installations frigorifiques à usage public pour l'application du présent dahir et des textes pris pour son exécution, toutes les installations publiques ou privées dont la contenance théorique est supérieure à 250 mètres cubes ou dont la puissance frigorifique nominale ($-10+25^{\circ}\text{C}$) est supérieure à 20.000 frig/h et qui ont pour but de traiter, entreposer ou transporter sous température dirigée des denrées périssables appartenant à des tiers.

ART. 2. — Il est établi par la direction de l'agriculture et des forêts, après avis d'une commission consultative dite « commission consultative du froid », constituée auprès de cette administration, et dont la composition est fixée par arrêté viziriel, un plan d'équipement frigorifique du Maroc prévoyant les installations frigorifiques à usage public destinées à améliorer les conditions de conservation, de répartition et d'expédition de denrées périssables par l'utilisation adéquate du froid artificiel.

Seules les installations frigorifiques prévues au plan peuvent bénéficier du concours technique et éventuellement de l'aide financière de l'Etat.

ART. 3. — Les projets de création et de transformation des installations frigorifiques à usage public, que celles-ci figurent ou

non au plan d'équipement, doivent être soumis pour avis à la direction de l'agriculture et des forêts. Il est délivré un certificat d'inspection aux établissements dont les règles d'organisation et de fonctionnement sont reconnues conformes à celles prescrites par le directeur de l'agriculture et des forêts, après avis de la commission consultative du froid.

ART. 4. — Le certificat d'inspection visé à l'article 3 ci-dessus peut être retiré si les installations cessent d'être en conformité avec ces règles. La direction de l'agriculture et des forêts peut, à cet effet, visiter à tout moment les installations frigorifiques. Elle peut également demander tout renseignement statistique sur leur activité.

ART. 5. — Toute création ou transformation d'installation frigorifique à usage privé de plus de 250 mètres cubes ou dont la puissance frigorifique nominale ($-10+25^{\circ}\text{C}$) est supérieure à 20.000 frig/h, doit faire l'objet d'une déclaration préalable adressée par lettre recommandée au directeur de l'agriculture et des forêts.

Cette déclaration doit préciser la destination, la nature et l'importance des travaux projetés, la nature et la puissance du matériel frigorifique à installer.

ART. 6. — Les installations frigorifiques à usage public recevront en priorité les marchandises provenant des installations frigorifiques publiques ou privées titulaires d'un certificat d'inspection en cours de validité ; elles pourront éventuellement consentir pour l'entreposage de ces marchandises des avantages particuliers.

ART. 7. — Le directeur de l'agriculture et des forêts suit l'exécution du plan et veille à l'emploi des meilleures techniques de production et de mise en œuvre du froid.

Il organise et contrôle l'exploitation des installations réalisées en exécution du plan d'équipement frigorifique, et dont l'ensemble forme « la chaîne marocaine du froid ».

Toutefois, sont du ressort des services relevant de la direction des travaux publics :

La construction des entrepôts frigorifiques portuaires ;

La manutention des denrées réfrigérées dans les ports ;

Les questions relatives au matériel de transport terrestre sous régime de froid.

ART. 8. — Toutes infractions aux prescriptions édictées par le présent dahir et les arrêtés pris pour son application, sont passibles d'une amende de 15.000 à 150.000 francs.

En outre, le retrait des certificats d'inspection peut faire l'objet de toute mesure de publicité jugée utile par le directeur de l'agriculture et des forêts après avis de la commission consultative du froid.

ART. 9. — Les modalités d'application seront fixées par arrêté de Notre Grand Vizir.

Fait à Rabat, le 14 jourmada I 1372 (30 janvier 1953).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 février 1953.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 4 février 1953 (19 jourmada I 1372) relatif à l'équipement frigorifique du Maroc.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 30 janvier 1953 (14 jourmada I 1372) sur l'équipement frigorifique du Maroc ;

Sur la proposition du directeur de l'agriculture et des forêts.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les prescriptions applicables aux installations frigorifiques à usage public à l'observation desquelles est subordonnée la délivrance du certificat de visite prévu à l'article 3

du dahir du 30 janvier 1953 (14 joumada I 1372), sont fixées par le directeur de l'agriculture et des forêts, après avis de la commission consultative prévue à l'article 2 du dahir susvisé.

ART. 2. — La commission consultative du froid est composée ainsi qu'il suit :

Le directeur de l'agriculture et des forêts, ou son représentant, président ;

Le délégué du Grand Vizir à l'agriculture ;

Le directeur du commerce et de la marine marchande, ou son représentant ;

Le délégué du Grand Vizir au commerce et à la marine marchande ;

Un représentant de la direction des finances ;

Un représentant de la direction des travaux publics ;

Un représentant de la direction de la santé publique et de la famille ;

Le chef du service de la mise en valeur et du génie rural ;

Le directeur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation, ou son représentant ;

Le président de la Fédération des chambres françaises d'agriculture, ou son représentant ;

Le président de la Fédération des chambres françaises de commerce et d'industrie, ou son représentant ;

Le président de la Fédération des délégués du 3^e collège, ou son représentant ;

Le président de la Fédération des chambres marocaines d'agriculture, ou son représentant ;

Le président de la Fédération des chambres marocaines de commerce et d'industrie, ou son représentant ;

Le président de la Fédération des délégués des intérêts divers ;

Le président de l'Association marocaine du froid, ou son représentant.

Le secrétariat est assuré par un représentant du service de la mise en valeur et du génie rural.

La commission consultative du froid est réunie sur convocation de son président.

Elle entend, si elle le juge utile, toute personne ayant une compétence particulière sur les questions intéressées.

La commission peut décider de confier l'étude de certains problèmes à des sous-commissions, qui ont la faculté de faire appel à des concours extérieurs, comme il est prévu à l'alinéa précédent.

ART. 3. — Les demandes d'examen des projets de création ou de transformation d'installation à usage public sont adressées à la direction de l'agriculture et des forêts. Elles précisent notamment le but poursuivi, la nature et l'importance des travaux projetés, la nature et la puissance du matériel frigorifique à installer.

Le directeur de l'agriculture et des forêts, après avis du directeur de la santé publique et de la famille, fait connaître dans un délai maximum de deux mois ses observations sur le projet présenté.

Si l'installation projetée relève en outre du contrôle d'une administration autre que la direction de l'agriculture et des forêts, la demande est présentée par le chef de l'administration intéressée et soumise à l'avis de la commission consultative du froid.

ART. 4. — Le certificat d'inspection délivré aux installations à usage public reconnues conformes aux prescriptions techniques visées à l'article premier, indique notamment les capacités de l'entreposage frigorifique de l'établissement. La validité de ce certificat ne peut excéder deux années. Il peut être retiré à tout moment si l'établissement ne satisfait plus aux conditions techniques requises ou lorsque des fautes techniques graves ont été constatées dans l'exploitation.

ART. 5. — Le certificat peut être également délivré aux installations frigorifiques à usage public existant à la date de publication du présent arrêté, qui auront spontanément ou sur recommandation du directeur de l'agriculture et des forêts, effectué les modifications nécessaires pour se conformer aux prescriptions techniques de l'article premier ci-dessus.

ART. 6. — Les exploitants d'installations à usage privé, à partir d'une capacité de 250 mètres cubes ou à partir d'une puissance de 20.000 frg.h et qui sont conformes aux prescriptions techniques de l'article premier ci-dessus, peuvent demander l'attribution du certificat d'inspection.

ART. 7. — Toute installation frigorifique à usage public, ainsi que toute installation frigorifique à usage privé, à qui aura été délivré un certificat d'inspection, sera visitée au moins une fois l'an par un spécialiste du service de la mise en valeur et du génie rural. S'il est constaté qu'elle a cessé d'être conforme aux prescriptions de l'article premier, le certificat d'inspection lui sera aussitôt retiré.

ART. 8. — Le directeur de l'agriculture et des forêts est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 19 joumada I 1372 (4 février 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 février 1953.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Dahir du 31 janvier 1953 (15 joumada I 1372) modifiant le dahir du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) portant création de caisses régionales d'épargne et de crédit indigènes et de la caisse centrale de crédit et de prévoyance indigènes.

LOUANGE A DIEU SEUL :

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes -- puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne.

Vu le dahir du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) portant création de caisses régionales d'épargne et de crédit indigènes et de la caisse centrale de crédit et de prévoyance indigènes, tel qu'il a été modifié et complété, et notamment l'article 11.

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le dahir susvisé du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) est complété par les dispositions suivantes :

« Article 11 quater. — Des prêts, d'une durée maximum de quinze ans, peuvent être consentis en vue de l'aménagement, de l'équipement et de la mise en valeur des exploitations situées à l'intérieur d'un grand périmètre d'irrigation aménagé et équipé par l'Etat :

« Aux membres des sociétés indigènes de prévoyance exploitant directement ;

« Aux collectivités indigènes, sous réserve de l'approbation du conseil de tutelle ;

« Aux associations syndicales agricoles privilégiées, constituées entre exploitants marocains sous le régime du dahir du 15 juin 1924 (11 kaada 1342). »

Fait à Rabat, le 15 joumada I 1372 (31 janvier 1953).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 février 1953.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 joumada I 1372) fixant le taux et les conditions d'attribution de la prime fixe allouée aux agents ayant constaté des délits de chasse.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 juillet 1923 (6 hija 1341) sur la police de la chasse, modifié par le dahir du 13 septembre 1952 (22 hija 1371),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la prime fixe prévue à l'article 22 du dahir susvisé du 21 juillet 1923 (6 hija 1341), en faveur des agents ayant constaté des délits prévus par ce dahir, est fixé à trois cents francs (300 fr.) pour les délits passibles des peines prévues par l'article 15 dudit dahir et à six cents francs (600 fr.) pour ceux qui sont passibles des peines prévues aux articles 16 et 17.

ART. 2. — Toutefois, si la condamnation prononcée ne comporte qu'une peine d'emprisonnement ou si l'amende n'a pu être recouvrée, le taux fixé à l'article précédent est triplé.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté viziriel ont effet à compter du 20 octobre 1952, date de la promulgation du dahir susvisé du 13 septembre 1952 (22 hija 1371).

Fait à Rabat, le 15 joumada I 1372 (31 janvier 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 février 1953.

*Pour le Commissaire résident général
et par délégation,*

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,*

J. DE BLESSON.

Référence :

Dahir du 13-9-1952 modifiant le dahir du 21-7-1923 sur la police de la chasse (B.O. n° 2088, du 31-10-1952, p. 1499).

Arrêté du directeur des finances du 16 février 1953 modifiant l'arrêté du directeur des finances du 16 avril 1941 fixant les conditions d'application du dahir du 12 avril 1941 portant institution d'un supplément à l'impôt des patentes.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,

Vu l'article 12 du dahir du 12 avril 1941 portant institution d'un supplément à l'impôt des patentes ;

Vu l'arrêté du directeur des finances du 15 avril 1941 fixant les conditions d'application du dahir du 12 avril 1941 portant institution d'un supplément à l'impôt des patentes,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier de l'arrêté susvisé du 15 avril 1941 est complété ainsi qu'il suit :

« Article premier. —

« Si l'exercice clos au cours de l'année précédente s'étend sur une période de plus ou de moins de douze mois, le supplément est néanmoins établi d'après les résultats dudit exercice.

« Si aucun bilan n'est dressé au cours d'une année quelconque, le supplément dû au titre de l'année suivante est établi sur les bénéfices de la période écoulée depuis la fin de la dernière période imposée ou, dans le cas d'entreprise nouvelle, depuis le commencement des opérations jusqu'au 31 décembre de l'année considérée. Ces mêmes bénéfices viennent ensuite en déduction des résultats du bilan dans lequel ils sont compris.

« Lorsqu'il est dressé des bilans successifs au cours d'une même année, les résultats en sont totalisés pour l'assiette du supplément dû au titre de l'année suivante. »

Rabat, le 16 février 1953.

*Le directeur,
adjoint au directeur des finances,
COURSON.*

Arrêté du directeur des finances du 26 février 1953 modifiant et complétant la nomenclature générale des produits importés et exportés, établie par l'arrêté directorial du 16 décembre 1948.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 30 décembre 1939 relatif aux indications que doivent contenir les déclarations en douane et complétant le dahir du 11 octobre 1925 relatif à la répression des fraudes en matière de douane et impôts intérieurs ;

Vu le dahir du 26 décembre 1941 relatif à la nomenclature statistique des marchandises importées et exportées ;

Vu l'arrêté directorial du 16 décembre 1948 fixant la nomenclature générale des produits importés et exportés, complété par l'arrêté directorial du 27 décembre 1950 ;

Vu l'avis du directeur de la production industrielle et des mines et du directeur du commerce et de la marine marchande,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La nomenclature générale des produits, telle qu'elle a été fixée par l'arrêté directorial précité du 16 décembre 1948, est modifiée et complétée conformément aux indications du tableau annexé à l'original du présent arrêté et dont un exemplaire est déposé au siège des chambres de commerce ainsi que dans les bureaux de douane.

ART. 2. — Cette mesure aura effet à compter du 1^{er} janvier 1953.

Rabat, le 26 février 1953.

E. LAMY.

Références :

Dahir du 30-12-1939 (B.O. n° 1419 bis, du 10-1-1940, p. 29) ;

Dahir du 26-12-1941 (B.O. n° 1523, du 2-1-1942, p. 21) ;

A.D. du 16-12-1948 (B.O. n° 1886, du 17-12-1948, p. 1351) ;

A.D. du 27-12-1950 (B.O. n° 1995, du 19-1-1951, p. 76).

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 14 février 1953 modifiant l'arrêté directorial du 23 août 1947 fixant le tarif des frais médicaux en matière d'accidents du travail.

LE DIRECTEUR DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 23 août 1947 fixant le tarif des frais médicaux en matière d'accidents du travail, tel qu'il a été modifié ;

Après avis de la commission tripartite réunie à Rabat, le 9 février 1953,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La cote de la lettre clé B mentionnée au premier alinéa du paragraphe 2° de l'article 2 de l'arrêté susvisé du 23 août 1947, est modifiée ainsi qu'il suit :

« B : analyses et examens de laboratoire : 50 francs. »

ART. 2. — Le premier alinéa de l'article 5 de l'arrêté précité du 23 août 1947 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 5. — (1^{er} alinéa.) Si la visite est effectuée en dehors du périmètre municipal ou urbain de la ville ou centre où est domi-

« cilié le médecin ou l'auxiliaire médical, celui-ci a droit, en sus du prix de la visite, à une indemnité de déplacement calculée, tant pour l'aller que pour le retour, d'après le tarif applicable aux fonctionnaires des administrations du Protectorat pour le remboursement de leurs frais de déplacement par véhicules automobiles utilisés pour les besoins du service. »

ART. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} mars 1953.

Rabat, le 14 février 1953.

R. MARGAT.

Références :

A.D. du 23-8-1947 (B.O. n° 1818, du 29-8-1947, p. 354) ;
A.D. du 16-3-1948 (B.O. n° 1848, du 26-3-1948, p. 385) ;
A.D. du 11-1-1949 (B.O. n° 1893, du 4-2-1949, p. 111) ;
A.D. du 21-10-1950 (B.O. n° 1987, du 24-11-1950, p. 1440) ;
A.D. du 18-7-1952 (B.O. n° 2074, du 25-7-1952, p. 1026).

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2089, du 7 novembre 1952, page 1528.

Dahir du 6 octobre 1952 (15 moharrem 1372) relatif au régime du drawback.

ART. 3. —
3°

Alinéa 4, au lieu de :

« Soit au nom du fabricant d'emballages vendeur de ces articles ou fabricant des produits exportés » ;

Lire :

« Soit au nom du fabricant d'emballages vendeur de ces articles au fabricant des produits exportés »

TEXTES PARTICULIERS

Dahir du 26 janvier 1953 (10 jourmada I 1372) déclarant d'utilité publique la distraction du domaine forestier de douze parcelles de terrain faisant partie de la forêt domaniale de l'Oued-Guigou (Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 10 octobre 1917 (20 hija 1335) sur la conservation et l'exploitation des forêts et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 mars 1927 (25 ramadan 1345) relatif à la procédure à suivre en cas de distraction du régime forestier ;

Vu le procès-verbal, en date du 24 février 1948, établi par la commission prévue par l'arrêté viziriel susvisé et l'avis émis par la dite commission,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique, en vue de leur remise au domaine privé de l'État chérifien pour la création d'un lotissement destiné au recasement des anciens militaires des Ait-Serhrouchèn, la distraction du régime forestier de douze parcelles de terrain d'une superficie totale de mille quatre cents hectares (1.400 ha.) environ, faisant partie de la forêt domaniale de l'Oued-Guigou (Fès) et limitées par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Est autorisée, au prix de dix francs (10 fr.) l'hectare, soit quatorze mille francs (14.000 fr.) au total, la cession, par le

domaine privé de l'État chérifien à la collectivité des anciens militaires des Ait-Serhrouchèn, des douze parcelles de terrain visées à l'article précédent.

Fait à Rabat, le 10 jourmada I 1372 (26 janvier 1953).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 février 1953.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Dahir du 28 janvier 1953 (12 jourmada I 1372) approuvant et déclarant d'utilité publique le plan et le règlement d'aménagement du centre de l'Ourtzarh.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 30 juillet 1952 (7 kaada 1371) relatif à l'urbanisme ;

Vu l'arrêté viziriel du 26 avril 1948 (16 jourmada II 1367) portant délimitation du périmètre urbain du centre de l'Ourtzarh et fixation du rayon de la zone périphérique ;

Vu les résultats de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte du 23 juin au 24 juillet 1952, dans le territoire du poste de contrôle civil d'El-Kelâa-des-Slès ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et déclarés d'utilité publique le plan et le règlement d'aménagement du centre de l'Ourtzarh annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales du poste d'El-Kelâa-des-Slès sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 12 jourmada I 1372 (28 janvier 1953).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 février 1953.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Dahir du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) approuvant et déclarant d'utilité publique les modifications apportées au plan et au règlement d'aménagement du quartier des Jardins, à Rabat.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 30 juillet 1952 (7 kaada 1371) relatif à l'urbanisme ;

Vu le dahir du 12 octobre 1948 (5 moharrem 1337) approuvant et déclarant d'utilité publique le plan et règlement d'aménagement du quartier des Jardins et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu les résultats de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte du 3 mars au 3 avril 1952, aux services municipaux de Rabat ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées et déclarées d'utilité publique les modifications apportées au plan et au règlement d'aménagement du quartier des Jardins, telles qu'elles sont indiquées au plan et au règlement annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Rabat sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 15 jourmada I 1372 (31 janvier 1953).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1953.

Le Commissaire résident général,
GUILLAUME.

Dahir du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) érigeant le centre sanatorial du Moyen-Atlas en établissement public et réglant l'organisation financière de cet établissement.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le sanatorium « Maurice-Bonjean » de Bensmin est érigé en établissement public sous le nom de « centre sanatorial du Moyen-Atlas », à compter du 1^{er} mars 1953.

ART. 2. — Les dispositions du dahir du 10 juillet 1931 (23 safar 1350) relatif au fonctionnement et à l'organisation financière des hôpitaux civils érigés en établissements publics, sont applicables au centre sanatorial du Moyen-Atlas à compter de la même date.

ART. 3. — Un arrêté du directeur de la santé publique et de la famille, pris après avis du directeur des finances, désignera les formations sanitaires pouvant être rattachées au centre sanatorial du Moyen-Atlas.

Fait à Rabat, le 15 jourmada I 1372 (31 janvier 1953).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1953.

Le Commissaire résident général,
GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 27 janvier 1953 (11 jourmada I 1372) portant extension du périmètre municipal de la ville de Rabat.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 16 mars 1936 (22 hija 1354) fixant le périmètre municipal de la ville de Rabat ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Rabat, au cours de sa séance du 29 octobre 1952 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le périmètre municipal de la ville de Rabat indiqué par une ligne rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté est délimité comme suit :

1° Au nord-ouest et au nord, par le littoral de l'Océan ;

2° A l'est, par la rive gauche du Bou-Regreg depuis son embouchure jusqu'au point I, aboutissement du thalweg ;

3° Au sud, et au sud-est :

a) Par le fond du thalweg jusqu'au point II, situé dans ce thalweg et sur l'ancienne piste de Camp-Marchand ;

b) Par cette piste, du point II au point III, situé sur le boulevard n° 1 du plan d'aménagement de l'Aviation ;

c) Par la rue n° 19 du plan d'aménagement précité, du point III au point IV, situé sur la route n° 22, de Rabat à Marchand ;

d) Par la route n° 22, de Rabat à Marchand, du point IV au point V, situé sur le prolongement de la limite sud du terrain d'atterrissage et des eaux et forêts ;

e) Par les limites sud du terrain d'atterrissage et des eaux et forêts depuis le point V jusqu'au point VI, situé sur la route longeant le champ de courses et allant de la rue Jean-Courtin à la route des Souissi ;

f) Par la rue du lotissement municipal du Champ-de-Courses, située parallèlement à la limite sud-est du champ de courses, du point VI jusqu'au point VII, intersection de la rue de lotissement précitée et de la rue allant de la ferme Saint-Pons aux Studios du Souissi ;

g) Par la rue allant de la ferme Saint-Pons aux Studios du Souissi, du point VII au point VIII, intersection de cette rue et de l'ancienne seguia d'Aïn-Reboula ;

h) Par l'ancienne seguia d'Aïn-Reboula, du point VIII jusqu'au point IX, situé à l'intersection du prolongement du boulevard de Liaison (plan d'aménagement de l'Aguedal-Ouest) avec l'ancienne seguia d'Aïn-Reboula ;

i) Par le boulevard de Liaison susvisé, depuis le point IX jusqu'au point X, le point X étant défini par l'intersection de ce boulevard avec l'ancienne piste de Temara ;

j) Par l'ancienne piste dénommée piste de Temara, du point X au point XI, défini au paragraphe suivant ;

4° A l'ouest-sud-ouest, par une ligne droite partant du point XI pour aboutir au point XII et passant par le km. 4,400, le point XII étant situé en bordure de l'Océan et à 200 mètres, direction sud-ouest, de la borne B 1 du titre foncier n° 10053 (propriété Oudaf-État), le point XI étant situé à l'intersection du prolongement de la ligne point XII, km. 4,400, et de la piste dénommée « piste de Temara ».

ART. 2. — L'arrêté viziriel susvisé du 16 mars 1936 (22 hija 1354) est abrogé.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Rabat sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 11 jourmada I 1372 (27 janvier 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1953.

Le Commissaire résident général,
GUILLAUME.

Ligne de chemin de fer de Casablanca à Marrakech (délimitation du domaine public).

Par arrêtés viziriels des 27 janvier 1953 (11 jourmada I 1372), 28 janvier 1953 (12 jourmada I 1372) et 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) les limites du domaine public de la ligne de chemin de fer de Casablanca à Marrakech et de ses dépendances, entre les P.K. 14+900 et 18+000, P.K. 18+000 et 18+900 (gare de Bouskoura), P.K. 37+703 et 41+387, P.K. 42+717 et 45+581, P.K. 45+581 et 49+244, P.K. 49+244 et 50+037 (gare de Sidi-Bou-Farouj), sont fixées suivant les contours figurés par un liseré rose sur les plans au 1/1.000^e annexés aux originaux desdits arrêtés, et repérées sur le terrain comme il est indiqué sur ces plans.

Un exemplaire de chacun de ces plans sera déposé dans les bureaux de la conservation de la propriété foncière de Casablanca et, respectivement, dans ceux du bureau du territoire des Chaouïa, dans ceux de la circonscription de contrôle civil de Berrechid, et dans ceux du cercle de Chaouïa-sud, à Settat.

Arrêté viziriel du 28 janvier 1953 (12 Joumada I 1372) déclarant d'utilité publique la construction de la route n° 331 (de Boufekrane à Mrirt), entre les P.K. 0+000 et 9+640,84, et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 avril 1951 (26 joumada II 1370) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 22 août au 23 octobre 1952 dans la circonscription de contrôle civil d'El-Hajeb ;

Sur la proposition du directeur des travaux publics, après avis du directeur de l'intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction de la route n° 331 (de Boufekrane à Mrirt), entre les P.K. 0+000 et 9+640,84.

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par une teinte rose sur le plan parcellaire au 1:1.000^e annexé à l'original du présent arrêté et désignées au tableau ci-après, avec leur contenance et les noms des propriétaires :

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO DES TITRES FONCIERS et dénomination des propriétés	NOM ET ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES OU PRÉSUMÉS TELS	SUPERFICIE		NATURE des terrains
			HA.	A. CA.	
1	2970 K., « Bled suisse ».	M ^{mes} Grasset Paule, Grasset Marie-Louise, M. Grasset Paul, Boufekrane.	1	25 30	Labour.
2	2789 K., « Mirabeau ».	M. A. Lenoir, colon à Boufekrane.	2	46 04	id.
3	1190 K., « Sehb Ouchchèn ».	M. A. Herroin, colon à Boufekrane.		39 46	id.
4	id.	id.		46 20	id.
5	1090 K., « Domaine Sainte-Thérèse II ».	MM. Auguste et René-Georges Chatain, colons à Boufekrane.		33 73	Vignes.
6	888 K., « Guillaume-Tell ».	M. André-Julien Delcausse, colon à Boufekrane.	1	75 77	Labour.
8	810 K., « Domaine de Souina ».	MM. Auguste et René-Georges Chatain, colons à Boufekrane.		60 51	Vignes.
9 bis	888 K., « Guillaume-Tell ».	M. André-Julien Delcausse, colon à Boufekrane.		4 76	Labour.
9 ter					
10	870 K., « Domaine de Souina ».	MM. Auguste et René-Georges Chatain, colons à Boufekrane.	1	98 10	id.
10 bis	id.	id.		1 20	Friches rocheuses.
11	Non titrée.	M. H. Fauque, colon à El-Hajeb.		21 70	Labour.
11 bis	id.	id.		3 10	Friches.
11 ter	id.	id.		29 70	Labour.
12	6765 K., « Tomar III ».	M. A. Delcausse, colon à Boufekrane.		7 25	id.
12 bis	id.	id.		25	Friches.
13	892 K., « Tomar ».	id.		60	Labour.
14	3066 K., « Aux Quatre-Chemins VIII ».	M. H. Fauque, colon à El-Hajeb.		1 00	id.
15	1865 K., « Aux Quatre-Chemins VI ».	id.		67 15	id.
16	3066 K., « Aux Quatre-Chemins VIII ».	id.		10 50	id.
17	2523 K., « Imi N'Igmarn III ».	Ghzala bent Sid ez Zine en Nciri, Khira bent Abdesslam en Nciri, Idriss ben Houmane en Nciri, Ech Cherqui ben Houmane en Nciri, Housseïne ben Houmane en Nciri, Mohamed ben Houmane en Nciri, Zohra bent Houmane en Nciri, Fatna bent Houmane ben Ech Cheikh.	1	86 00	id.
18	2523 K., « Imi N'Igmarn III ».	id.		86 90	Friches.
19	2584 K., « Imi N'Igmarn V ».	id.		4 50	Labour.
20	2317 K., « Imi N'Igmarn I ».	id.		26 65	id.
20 bis	id.	id.		40 50	Friches.
21	2583 K., « Imi N'Igmarn IV ».	id.		34 45	id.
22	1432 K., « Merzouqa II ».	M. A. Delcausse, colon à Boufekrane, contrôle civil d'El-Hajeb.		80	Labour.
24	2904 K., « Imi N'Igmarn VI ».	Ghzala bent Sid ez Zine en Nciri, Khira bent Abdesslam en Nciri, Idriss ben Houmane en Nciri, Ech Cherqui ben Houmane en Nciri, Housseïne ben Houmane en Nciri, Mohamed ben Houmane en Nciri, Zohra bent Houmane en Nciri, Fatna bent Houmane ben Ech Cheikh.		2 10	id.
25	2904 K., « Imi N'Igmarn VI ».	id.		10 25	id.
25 bis	id.	id.		13 90	Friches.
26	Collectivité « Bled Jemâa Ikkedar Mikial » (234 B.).	Jemâa des Iqqedern « Mikial », Beni-Mtir du Sud (contrôle civil d'El-Hajeb).		40 35	id.

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO DES TITRES FONCIERS et dénomination des propriétés	NOM ET ADRESSE DES PROPRIETAIRES OU PRÉSUMÉS TELS	SUPERFICIE		NATURE des terrains
			HA.	A. CA.	
27	Non titrée.	Assou ben Mohammed, douar Aït-Assou, Aït-Bourzouïn (contrôle civil d'El-Hajeb).	24	05	Friches.
27 bis	id.	id.	4	50	Labour.
28	id.	Mimoun ben Aïcha Brahim, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	26	55	Friches.
29	id.	Lahrbi ben Affa, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	13	50	Labour.
29 bis	id.	id.	3	20	id.
30	id.	Assou ben Mohammed, Aït-Bourzouïn (contrôle civil d'El-Hajeb).	6	75	Friches.
30 bis	id.	id.	1	90	Labour.
31	id.	Allah ou Fquir, Aït-Bourzouïn (contrôle civil d'El-Hajeb).	28	65	Friches.
31 bis	id.	id.	2	50	Labour.
32	id.	Mohammed ben Amjen, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	28	50	Friches.
33	id.	Allah ou Fquir, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	7	20	Labour.
34	id.	Lahboub ben Alla, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	55	15	Friches.
35	id.	id.	34	70	id.
36	id.	Mimoun ben Aïcha Brahim, douar Aït-Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	18	50	id.
37	id.	id.	14	50	Labour.
38	id.	id.	42	00	Friches.
39	id.	id.	5	80	Labour.
40	1720 K., « Angèle ».	M ^{me} Taurines Maria-Rosalie, veuve Eychenne, colon à Boufekrane.	5	00	Friches.
41	id.	id.	17	70	Labour.
42	id.	id.	4	80	Friches.
43	id.	id.	2	00	id.
44	id.	id.	7	00	id.
45	id.	id.	7	80	Labour.
46	id.	id.	16	50	Friches.
47	3490 K., « Viallon ».	Aïech ben Lahssèn, Aït-Bourzouïn (contrôle civil d'El-Hajeb).	88	00	Friches rocheuses.
48	id.	id.	13	00	Friches.
49	id.	id.	21	30	Labour.
50	id.	id.	6	50	Friches.
51	Non titrée.	Mimoun ben Haddou, douar Aït-Ksou-Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	26	20	id.
52	3490 K., « Viallon ».	Aïech ben Lahssèn, Aït-Bourzouïn (contrôle civil d'El-Hajeb).	3	55	id.
52 bis	id.	id.	8	60	Labour.
53	2041 K., « Timlouka ».	M. Grandhaye Joseph, quartier Moulay-Omar, Meknès.	6	20	id.
54	Non titrée.	Bouchta ben Lebhaïr, douar Aït-Ksou-Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	4	00	id.
54 bis	3490 K., « Viallon ».	Aïech ben Lahssèn, Aït-Bourzouïn (contrôle civil d'El-Hajeb).	5	70	id.
55	Non titrée.	Mimoun ben Haddou, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	12	80	id.
56	id.	Zaïd ben Bouazza, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	11	20	id.
56 bis	id.	id.	2	20	id.
57	id.	Jemâa des Iqqedern, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	12	10	Friches.
58	id.	Amar ben Khiaï, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	7	00	Labour.
58 bis	id.	id.	11	70	Friches.
59	id.	Jemâa des Iqqedern, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	25	40	id.
60	id.	Moussa ben Thami, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	10	40	Labour.
61	4467 K., « M'Barka XI ».	Bouselham ben Thami Nciri, Iqqedar (contrôle civil d'El-Hajeb).	30	00	id.

ART. 3. — Le directeur des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1953.

Fait à Rabat, le 12 jourmada I 1372 (28 janvier 1953).

Le Commissaire résident général.

MOHAMED EL MOKRI.

GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 27 janvier 1953 (11 jourmada I 1372) homologuant les opérations de la commission d'enquête relative à la reconnaissance des droits d'eau sur l'ain Khanfèr (contrôle civil de Meknès-Banlieue).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) relatif à l'application du dahir susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 17 octobre au 18 novembre 1949, dans la circonscription de contrôle civil de Meknès-Banlieue ;
Vu les procès-verbaux de la commission d'enquête en date des 7 mars et 19 décembre 1951 ;

Sur la proposition du directeur des travaux publics, après avis du directeur de l'intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de la commission d'enquête relative à la reconnaissance des droits d'eau sur l'ain Khanfèr (contrôle civil de Meknès-Banlieue), sont homologuées conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté viziriel susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344).

ART. 2. — Les droits d'eau tels qu'ils sont définis par le dahir susvisé du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur l'ain Khanfèr, sont fixés conformément au tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES USAGERS	DÉNOMINATION DES PARCELLES	SURFACES		SURFACES irriguées sur lesquelles portent les droits d'eau		DROITS D'EAU RECONNUS sur l'ain Khanfèr	
		totales des parcelles	HA. A. CA.	HA. A.	Par usager	Récapitulation	
Domaine public					191/955	$\frac{191}{955} = \frac{2}{10}$	
M. Bernard	« Sainte-Geneviève », n° 6232 K.	8 27 70	1 50	60/955			
id.	« Alcaraz 2 », n° 6284 K.	3 10 80	80	32/955			
M. Mendouça	« Mendouça », n° 5642 K.	11 93 00	2 15	86/955			
M. le docteur Battut	« Moraud », n° 5655 K.	2 99 20	1 30	52/955			
id.	« Castellon », n° 5207 K.	2 99 00	1 75	70/955			
id.	« Alcaraz », n° 5206 K.	3 19 40	1 65	66/955			
M ^{me} Gall	« Au Masset », n° 5241 K.	1 00 40	55	22/955			
M. Canton	« Gilbert », n° 5558 K.	2 48 50	1 65	42/955	$\frac{764}{955} = \frac{8}{10}$		
M. Guypert	« Mon Séjour », n° 5297 K.	99 75	50	20/955			
M. le commandant Spiral	« Marie-Fernande », n° 5208 K.	2 31 20	1 10	44/955			
M. Boyer	« Villard Husson », n° 5643 K.	1 06 50	1 00	40/955			
M. Chevalier	« Le Petit Bled », n° 6019 K.	99 94	85	34/955			
M. Azoguy	« Le Roitelet », n° 6054 K.	98 73	75	30/955			
id.	« Marcelle IX », n° 5738 K.	1 00 20	1 00	40/955			
M. Gils	« Villa Dédé », n° 5503 K.	1 98 10	1 20	48/955			
id.	« Rosa-Marie », n° 5504 K.	2 00 20	1 30	52/955			
id.	« Pinto 2 », n° 5502 K.	99 27	65	26/955			
TOTAL.....						$\frac{955}{955} = \frac{10}{10}$	

ART. 3. — Le directeur des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1953.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Fait à Rabat, le 11 jourmada I 1372 (27 janvier 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) portant constitution de l'Association syndicale des propriétaires du secteur nord-est du quartier de Sidi-Otmane (Casablanca).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 10 novembre 1917 (25 moharrem 1336) sur les associations syndicales de propriétaires urbains ;

Vu le dahir du 17 novembre 1936 (2 ramadan 1355) relatif à l'application à certains centres urbains et à la banlieue des villes, du dahir du 10 novembre 1917 (25 moharrem 1336) ;

Vu le dahir du 20 octobre 1937 (14 chaabane 1356) modifiant le dahir du 10 novembre 1917 (25 moharrem 1336) sur les associations syndicales de propriétaires urbains ;

Vu le dahir du 31 mai 1938 (1^{er} rebia II 1357) sur les associations syndicales de propriétaires de lotissements ;

Vu l'avis émis par la commission des intérêts locaux de la banlieue de Casablanca, dans sa séance du 12 novembre 1952 ;

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive, tenue le 5 novembre 1952 par les propriétaires du secteur nord-est du quartier de Sidi-Otmane, à Casablanca, portant approbation des statuts et nomination des membres de la commission syndicale ;

Vu l'accomplissement des formalités prescrites par les dahirs susvisés des 17 novembre 1936 (2 ramadan 1355) et 31 mai 1938 (1^{er} rebia II 1357) ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est constituée l'Association syndicale des propriétaires du secteur nord-est du quartier de Sidi-Otmane, à Casablanca, en vue de la réalisation du plan d'aménagement et du remembrement, ainsi que de l'entretien des propriétés situées dans

le périmètre délimité par le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — MM. Zamith Charles, chef du bureau de redistribution foncière, Millet René, ingénieur subdivisionnaire en fonction au service des travaux municipaux de la ville de Casablanca, et Xatart Michel, géomètre, 4, avenue Mers-Sultan, à Casablanca, sont chargés de préparer les opérations de remembrement immobilier et les travaux que comportent l'objet de l'association.

Fait à Rabat, le 15 jourmada I 1372 (31 janvier 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1953.

Le Commissaire résident général,
GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) autorisant la cession d'une parcelle de terrain du domaine privé de la ville d'Ouezzane au Bureau central des transports.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété, notamment en son article 8 l'arrêté du 22 mars 1948 (11 jourmada I 1367) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de la ville d'Ouezzane, au cours de sa séance du 13 octobre 1952 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la cession de gré à gré par la ville d'Ouezzane au Bureau central des transports d'une parcelle de terrain du lotissement municipal de la ville nouvelle (n° 138 de l'îlot B), d'une superficie de sept cent cinq mètres carrés (705 mq.), tels qu'elle est délimitée par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de cent cinquante francs (150 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale de cent cinq mille sept cent cinquante francs (105.750 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville d'Ouezzane sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 15 jourmada I 1372 (31 janvier 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1953.

Le Commissaire résident général,
GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) déclarant d'utilité publique la construction d'une troisième voie mère dans le nouveau quartier industriel sud de Fedala, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 avril 1951 (26 jourmada II 1370) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu la convention du 29 juin 1920 portant concession à la Compagnie des chemins de fer du Maroc des différentes lignes de chemin de fer du Maroc, et notamment l'article 21 du cahier des charges y annexé ;

Vu les dossiers de l'enquête ouverte du 29 août au 30 octobre 1952, dans les bureaux des services municipaux de Fedala et de la circonscription de contrôle civil de Fedala ;

Sur la proposition du directeur des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction d'une troisième voie mère dans le nouveau quartier industriel sud de Fedala.

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par une teinte rose sur le plan parcellaire au 1/2.000^e annexé à l'original du présent arrêté et désignées au tableau ci-après :

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO des titres fonciers	NATURE des propriétés	NOM, prénoms et adresse des propriétaires ou présumés tels	CONTENANCE des parcelles	
				A.	CA.
2	7264 C.	Terrain industriel.	Société immobilière de Fedala.	10	08
3	16537 C.	id.	M. Conte, avenue de la Casbah, Fedala.		20
4	28982 C.	id.	Société immobilière de Fedala.	8	52
5	37162 C.	id.	id.	3	00
6	Non immatriculée.	id.	id.	7	44
7	4836 C.	id.	id.	40	32
9	6619 C.	id.	id.	14	04
10	4225 C.	id.	id.	6	90
11	11777 C.	id.	Société de transactions intercontinentales, 23, rue Coli, à Casablanca.	18	96
15	28819 C.	id.	Mohamed ben el Hidad ben Ali et consorts, douar Zouarhat, tribu des Zenata, Fedala.	15	72
16	487 C.	id.	Société immobilière de Fedala.	36	80
18	8587 C.	id.	id.	13	92
19	13116 C.	id.	id.	10	80

ART. 3. — Le droit d'expropriation est délégué à la Compagnie des chemins de fer du Maroc.

ART. 4. — Le directeur des travaux publics et le directeur des chemins de fer du Maroc sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 15 jourmada I 1372 (31 janvier 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1953.

Le Commissaire résident général,
GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) homologuant les opérations de délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Aït-Ouadrin (annexe des Aït-Baha).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement général pour la délimitation des terres collectives et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 11 mai 1948 (1^{er} rejeb 1367) ordonnant la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Jemâa Iggi N'Tandost-Aït-Merouan » (D.A. n° 288) ;

Vu le procès-verbal de délimitation du 19 novembre 1948 ;

Vu le certificat établi par le conservateur de la propriété foncière d'Agadir à la date du 7 février 1950, attestant :

1° Qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue sur une parcelle comprise dans le périmètre de l'immeuble collectif n° 288, dénommé « Bled Jemâa Iggi N'Tandost-Aït-Merouan » ;

2° Qu'aucune opposition à la délimitation de cet immeuble n'a fait l'objet du dépôt d'une réquisition d'immatriculation dans les conditions et les délais fixés par l'article 6 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu le plan de l'immeuble délimité ;

Attendu que toutes les formalités prescrites par le dahir susvisé du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) ont été régulièrement accomplies ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur, tuteur des collectivités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Jemâa Iggi N'Tandost-Aït-Merouan ».

ART. 2. — Cet immeuble a une superficie de soixante-sept hectares deux ares (67 ha. 02 a.).

Ses limites sont et demeurent fixées ainsi qu'il suit : B. 1 en 128.300-331.800 — de B. 1 à B. 2 : élément droit ; riverains : Aït-ou-Rrag — B. 2 à 125 m. de B. 1 — de B. 2 à B. 3, élément droit ; riverains : Aït-Merouan — B. 3 à 50 m. de B. 2 — de B. 3 à B. 4, élément droit ; riverains : Aït-ou-Rrag — B. 4 à 290 m. de B. 3 — de B. 4 à B. 5, élément droit ; riverains : Aït-ou-Rrag — B. 5 à 160 m. de B. 4 — de B. 5 à B. 6, élément droit ; riverains : Aït-ou-Rrag — B. 6 à 80 m. de B. 5 ; riverains : Aït-ou-Rrag — de B. 6 à B. 7, élément droit ; riverains : Aït-ou-Rrag — B. 7 à 60 m. de B. 6 ; de B. 7 à B. 8, élément droit ; riverains : Aït-ou-Rrag — B. 8 à 40 m. de B. 7 — de B. 8 à B. 9, élément droit ; riverains : Aït-ou-Rrag — B. 9 à 130 m. de B. 8 — de B. 9 à B. 10, élément droit ; riverains : Aït-ou-Rrag — B. 10 à 420 m. de B. 9 — de B. 10 à B. 11, limite naturelle suivant à 2 m. des plus hautes eaux l'oued Sarbouch sur 380 m. ; riverain : domaine public — B. 11 à 380 m. de B. 10 — de B. 11 à B. 12, élément droit ; riverains : Aït-Bedako — B. 12 à 150 m. de B. 11 — de B. 12 à B. 13, élément droit ; riverains : Aït-Bedako — B. 13 à 300 m. de B. 12 — de B. 13 à B. 14, élément droit ; riverains : Aït-Bedako — B. 14 à 320 m. de B. 13 — de B. 14 à B. 15, élément droit ; riverains : Aït-Bedako — B. 15 à 200 m. de B. 14 — de B. 15 à B. 16, élément droit ; riverains : Aït-Merouan — B. 16 à 80 m. de B. 15 — de B. 16 à B. 17, élément droit ; riverains : Aït-Merouan — B. 17 à 170 m. de B. 16 — de B. 17 à B. 18, élément droit ; riverains : Aït-Merouan — B. 18 à 70 m. de B. 17 — de B. 18 à B. 1, élément droit de 190 m. ; riverains : Aït-Merouan.

Les limites ci-dessus énoncées sont indiquées par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 15 jourmada I 1372 (31 janvier 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1953.

Le Commissaire résident général.

GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) déclarant d'utilité publique les travaux de rectification du tracé de la route principale n° 27, d'Oujda à Melilla (par Martimprey-du-Kiss et Berkane), entre les P.K. 36+400 et 37+100, 42+636 et 43+426, 55+657 et 56+369, et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 avril 1951 (26 jourmada II 1370) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 5 septembre au 6 novembre 1952, dans le cercle de contrôle civil de Berkane, à Berkane ;

1° Rectification du tracé entre les P.K. 36+400 et 37+100 (voie d'évitement du centre de Martimprey-du-Kiss).

Sur la proposition du directeur des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées d'utilité publique les rectifications du tracé de la route principale n° 27, d'Oujda à Melilla :

- 1° Entre les P.K. 36+400 et 37+100 ;
- 2° Entre les P.K. 42+636 et 43+426 ;
- 3° Entre les P.K. 55+657 et 56+369.

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à la nouvelle emprise, figurées par une teinte rose sur le plan parcellaire au 1/2.000^e annexé à l'original du présent arrêté et désignées aux tableaux ci-après :

NUMERO des parcelles	NOM ET ADRESSE DES PROPRIETAIRES PRESUMES	DENOMINATION de l'immeuble et numéro du titre foncier	NATURE DU TERRAIN	SUPERFICIE approximative
1	Héritiers Navarro Pitzini, représentés par M. Besse, demeurant à Nemours (Algérie), et par M. Lacroix, demeurant à Oujda.	Non titré.	Terrain de culture non irrigué, complanté d'oliviers et d'amandiers, et comportant des bâtiments rustiques (local non couvert et porcherie en ruine).	HA. A. CA. 1 01 92
3	Bel Hadj ben Salah, demeurant à Martimprey-du-Kiss.	id.	id.	2 32
TOTAL.....				1 04 24

2° Rectification du tracé entre les P.K. 42+636 et 43+426.

NUMERO des parcelles	NOM ET ADRESSE DES PROPRIETAIRES PRESUMES	DENOMINATION de l'immeuble et numéro du titre foncier	NATURE DU TERRAIN	SUPERFICIE approximative HA. A. CA.
1	Abderrahman bel Hadj Lehdin, demeurant au douar Bouâmmala, contrôle civil de Martimprey.	Non titré.	Terrain de culture non irrigué.	3 10
2	Mokhtar ben Mohamed ben Kaddour, demeurant au douar Tizi, contrôle civil de Martimprey.	id.	id.	14 80
3	Lachâab ben Mohamed ben Mimoun, demeurant au douar Bouâmmala, contrôle civil de Martimprey.	id.	id.	7 80
4	Mohamed bel Hadj Chihî, demeurant au douar Bechari, contrôle civil de Martimprey.	id.	id.	12 40
5	Salâh ben Mohamed ben Graba, Mokhtar ben Mohamed ben Graba, demeurant au douar Armech, et Mohamed ben Ali, demeurant au douar Tounzi, contrôle civil de Martimprey.	id.	id.	13 40
6	Ahmed ben Mostefa, demeurant au douar Boulaïm, contrôle civil de Martimprey.	id.	id.	39 22
7	Ramîdane el Mahi ben Ahmed, demeurant au douar Bou-Alla, contrôle civil de Martimprey.	id.	id.	5 30
8	Ahmed ben Abdelmoumène, demeurant à Martimprey-du-Kiss.	id.	id.	16 00
TOTAL.....				1 12 02

3° Rectification du tracé entre les P.K. 55+657 et 56+369.

NUMERO des parcelles	NOM ET ADRESSE DES PROPRIETAIRES PRESUMES	DENOMINATION de l'immeuble et numéro du titre foncier	NATURE DU TERRAIN	SUPERFICIE approximative HA. A. CA.
1	Société agricole des Beni-Snassèn (S.A.B.S.), M ^{me} Chevreur, à Oujda.	« De la Tourelle II », n° 1619 O.	Terrain de culture non irrigué.	70
2	M. Roussel Jean-François, demeurant à Berkane.	« Touzlift », n° 710 O.	id.	54 36
3	id.	« Les Abeilles », n° 799 O.	id.	2 37
TOTAL.....				57 43

ART. 3. — Le directeur des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 février 1953.

Fait à Rabat, le 15 jourmada I 1372 (31 janvier 1953).

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

MOHAMED EL MOKRI.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 31 janvier 1953 (15 jourmada I 1372) déclarant d'utilité publique la construction de la route n° 28, de Meknès à Ouezzane, par le Zegotta et Ain-Defali, entre les P.K. 25+866,19 et 28+997,52 (3° lot), et frappant d'expropriation les terrains nécessaires.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 avril 1951 (26 jourmada II 1370) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire :

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 10 octobre au 11 décembre 1952, dans la circonscription de contrôle civil d'Had-Kourt ;
Sur la proposition du directeur des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction de la route n° 28 (de Meknès à Ouezzane, par le Zegotta et Ain-Defali), entre les P.K. 25+866,19 et 28+997,52 (3° lot).

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par diverses teintes sur le plan parcel-

laire au 1/2.000° annexé à l'original du présent arrêté et désignées au tableau ci-après :

NUMERO des parcelles	NOM ET ADRESSE DES PROPRIETAIRES ou présumés tels	NATURE des terrains	SUPERFICIE	
			HA.	A. CA.
1	Mohamed ben Mansour, bled « El Ajarouak ».	Cultivé céréales.	15	00
2	Mbarek ben Amri, douar Cheikh-Driss.	id.	96	00
3	Si Abdesselam ben Ahmed Ouezzani, Ouezzane, « Bled-Cherfa ».	Inculte.	4	00
4	Cheikh Driss ben Mohamed, Ouezzane, « Bled-Cherfa ».	Cultivé céréales.	3	00
5	Mbarek ben Amri, douar Cheikh-Driss.	id.	1	00
6	Chérif Si Brahim ben Ould Moulay Ali, Ouezzane, « Bled-Cherfa ».	id.	47	00
7	Si Abdesselam ben Ahmed, Ouezzane, « Bled-Cherfa ».	id.	29	00
8	Cheikh Driss ben Mohamed, Ouezzane, « Bled-Cherfa ».	id.	85	00
9	Si Abdesselam ben Ahmed, Ouezzane, « Bled-Cherfa ».	id.	69	00
10	Mbarek ben Amri, douar Cheikh-Driss.	id.	28	00
11	Cheikh Driss ben Mohamed, Ouezzane, « Bled-Cherfa ».	id.	1	42 00
12	Mbarek ben Amri, douar Cheikh-Driss.	id.	91	00
13	Messaoud el Atlaoui, Petitjean.	id.	46	00
14	Cheikh Jilali ben Kacem Ghanoussi, douar Knatza.	id.	1	40 00
15	Lahsèn ben el Abidi, Petitjean.	id.	3	00
16	Mbarek ben Amri, douar Cheikh-Driss.	id.	53	00
17	Si el Arbi ben Mohamed Ouezzani, douar Kacem, « Bled-Cherfa ».	id.	39	00
TOTAL.....			8	91 00

ART. 3. — Le directeur des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 15 jourmada I 1372 (31 janvier 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1953.

Le Commissaire résident général.

GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 2 février 1953 (17 jourmada I 1372) portant création de servitudes de visibilité aux abords du carrefour formé par les routes n° 22 et 133 (circonscription de contrôle civil des Beni-Amir--Beni-Moussa).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 29 octobre 1937 (23 chaabane 1356) portant création de servitudes de visibilité ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 15 septembre au 16 octobre 1952, dans la circonscription de contrôle civil des Beni-Amir--Beni-Moussa ;

Sur la proposition du directeur des travaux publics et du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé, conformément à l'article 3 du dahir susvisé du 29 octobre 1937 (23 chaabane 1356), le plan de dégagement au 1/1.000° annexé à l'original du présent arrêté, définissant les servitudes de visibilité et les terrains sur lesquels s'exercent ces servitudes, aux abords du carrefour formé par les routes principale n° 22 (de Rabat au Tadla) et secondaire n° 133 (de Khouribga à Beni-Mellal).

ART. 2. — Le directeur des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 17 jourmada I 1372 (2 février 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1953.

Le Commissaire résident général.

GUILLAUME.

Référence :

Dahir du 29-10-1937 (B.O. n° 1316, du 14-1-1938, p. 55).

Arrêté du général de corps d'armée, commandant supérieur des troupes du Maroc, du 23 janvier 1953 portant classement en tant qu'ouvrage militaire du champ de tir temporaire d'infanterie de Ksar-es-Souk.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE DUVAL, COMMANDANT SUPÉRIEUR DES TROUPES DU MAROC,

Vu le dahir du 23 janvier 1937 relatif à l'exécution des exercices de tir par les troupes de l'armée de terre ;

Vu l'arrêté résidentiel du 23 janvier 1937 fixant la composition et le mode de fonctionnement des commissions locales relatives à l'établissement du régime de tir de l'armée de terre ;

Vu l'arrêté résidentiel du 23 janvier 1937 fixant la composition et le mode de fonctionnement des commissions locales d'évaluation des indemnités dues pour l'exécution des exercices de tir par les troupes de l'armée de terre ;

Vu le procès-verbal de conférence mixte du 8 décembre 1952 relative à l'établissement du champ de tir temporaire d'infanterie de Ksar-es-Souk et le régime correspondant ;

Vu la décision du général de corps d'armée, commandant supérieur des troupes du Maroc, du 14 janvier 1953 portant approbation du régime du champ de tir précité.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le champ de tir d'infanterie de Ksar-es-Souk est classé comme champ de tir temporaire à l'usage des troupes de l'armée de terre.

ART. 2. — Il porte servitude dans les conditions indiquées au régime approuvé par décision du 14 janvier 1953.

La zone dangereuse à l'intérieur de laquelle s'exercent les servitudes est celle indiquée par un trait rouge au plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 3. — Les périodes de tir et les autorités responsables de la sécurité extérieure du champ de tir sont celles indiquées au régime.

ART. 4. — Les demandes d'indemnités résultant des tirs devront être produites et seront instruites dans les conditions prévues à l'arrêté résidentiel du 23 janvier 1937.

ART. 5. — Dans un délai de deux mois à dater de la publication du présent arrêté au *Bulletin officiel* du Protectorat, le service des travaux du génie procédera au bornage des capitales de tir et de la zone dangereuse.

Le procès-verbal de bornage sera établi dans les conditions prévues à l'article 3 du dahir du 23 janvier 1937.

ART. 6. — Un exemplaire du présent arrêté sera déposé :

- a) Au secrétariat général du Protectorat (service de législation) à Rabat ;
- b) A la direction régionale du génie à Rabat ;
- c) A la direction des travaux du génie à Meknès ;
- d) Au bureau du territoire du Tafilalt, à Ksar-es-Souk.

ART. 7. — Le général commandant supérieur et directeur régional du génie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 23 janvier 1953.

DUVAL.

Arrêté du général de corps d'armée, commandant supérieur des troupes du Maroc, du 3 février 1953 portant classement en tant qu'ouvrage militaire du champ de tir temporaire d'infanterie de Sidi-Bouزيد.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE DUVAL, COMMANDANT SUPÉRIEUR DES TROUPES DU MAROC,

Vu le dahir du 23 janvier 1937 relatif à l'exécution des exercices de tir par les troupes de l'armée de terre ;

Vu l'arrêté résidentiel du 23 janvier 1937 fixant la composition et le mode de fonctionnement des commissions locales relatives à l'établissement du régime de tir de l'armée de terre ;

Vu l'arrêté résidentiel du 23 janvier 1937 fixant la composition et le mode de fonctionnement des commissions locales d'évaluation des indemnités dues pour l'exécution des exercices de tir par les troupes de l'armée de terre ;

Vu le procès-verbal de conférence mixte du 19 novembre 1952 relative à l'établissement du champ de tir temporaire d'infanterie de Sidi-Bouزيد et le régime correspondant ;

Vu la décision du général de corps d'armée, commandant supérieur des troupes du Maroc, du 26 janvier 1953 portant approbation du régime du champ de tir précité,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le champ de tir d'infanterie de Sidi-Bouزيد est classé comme champ de tir temporaire à l'usage des troupes de l'armée de terre.

ART. 2. — Il porte servitude dans les conditions indiquées au régime approuvé par décision du 26 janvier 1953.

La zone dangereuse à l'intérieur de laquelle s'exercent les servitudes est celle indiquée par un trait rouge au plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 3. — Les périodes de tir et les autorités responsables de la sécurité extérieure du champ de tir sont celles indiquées au régime.

ART. 4. — Les demandes d'indemnités résultant des tirs devront être produites et seront instruites dans les conditions prévues à l'arrêté résidentiel du 23 janvier 1937.

ART. 5. — Dans un délai de deux mois à dater de la publication du présent arrêté au *Bulletin officiel* du Protectorat, le service des travaux du génie procédera au bornage des capitales de tir et de la zone dangereuse.

Le procès-verbal de bornage sera établi dans les conditions prévues à l'article 3 du dahir du 23 janvier 1937.

ART. 6. — Un exemplaire du présent arrêté sera déposé :

- a) Au secrétariat général du Protectorat (service de législation) à Rabat ;
- b) A la direction régionale du génie à Rabat ;
- c) A la direction des travaux du génie à Casablanca ;
- d) Au contrôle civil de Kasba-Tadla.

ART. 7. — Le général commandant supérieur et directeur régional du génie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 5 février 1953.

DUVAL.

Autorisation d'exercer accordée à un architecte.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 février 1953 a été autorisé, après avis du conseil supérieur de l'ordre, à exercer la profession d'architecte (circonscription du Sud, conseil régional de Casablanca), M. Rychner Max, architecte à Casablanca.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 25 février 1953 autorisant l'acquisition par la ville de Safi d'une parcelle de terrain appartenant à un particulier.

LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 12 mai 1937 modifiant et complétant le dahir du 19 octobre 1921, tel qu'il a été modifié par le dahir du 22 mars 1948 ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte de Safi, dans sa séance du 31 décembre 1952,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition par la ville de Safi d'une parcelle de terrain de cinq mille mètres carrés (5.000 mq.), appartenant à MM. M'Hamed ben Mohammed Soussi et Heddaoui ben Abdesslam, telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Cette acquisition sera effectuée au prix de cent dix francs (110 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale de cinq cent cinquante mille francs (550.000 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Safi sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 25 février 1953.

Pour le directeur de l'intérieur,

Le directeur adjoint,

MIRANDE.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 25 février 1953 autorisant l'acquisition par la ville de Taza d'un immeuble appartenant à un particulier.

LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 12 mai 1937 modifiant et complétant le dahir du 19 octobre 1921, tel qu'il a été modifié par le dahir du 22 mars 1948 ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

La commission municipale mixte de Taza, entendue dans sa séance du 11 septembre 1952,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition par la ville de Taza d'un immeuble destiné au logement du maître nageur, connu

sous le nom de « Coin Joli », titre foncier n° 2195 F., d'une superficie bâtie de trois cent trente-huit mètres carrés (338 mq.) environ, situé à proximité de la piscine municipale, appartenant à M. Paille Jules-Jean, tel qu'il est figuré par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Cette acquisition sera réalisée au prix d'un million de francs (1.000.000 de fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Taza sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 25 février 1953.

Pour le directeur de l'intérieur,

Le directeur adjoint,

MIRANDE.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 25 février 1953 autorisant un échange immobilier sans soulte entre la ville de Marrakech et l'Etat chérifien.

LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété, notamment en son article 8 l'arrêté viziriel du 22 mars 1948 ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de la ville de Marrakech, au cours de sa séance du 17 décembre 1951 ;

Après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange immobilier sans soulte ci-après entre la ville de Marrakech et l'Etat chérifien :

1° La ville de Marrakech cède à l'Etat chérifien :

a) Une parcelle de terrain, d'une superficie de mille neuf cent dix mètres carrés (1.910 mq.) environ, sise au secteur de l'Hiver-nage, à l'angle de la rue Alfred-de-Musset et de l'avenue de Paris, et faisant partie de la propriété dite « Domaine privé municipal I », titre foncier n° 2574 M. ;

b) Une parcelle de terrain, d'une superficie de deux mille cent quatre-vingt-huit mètres carrés (2.188 mq.) environ, sise en bordure de l'avenue du Djenan-el-Hartsi, et faisant partie de la propriété dite « Domaine privé municipal I », titre foncier n° 2574 M..

Telles qu'elles sont figurées par une teinte orange sur le plan annexé à l'original du présent arrêté ;

2° L'Etat chérifien cède à la municipalité :

a) Une parcelle de terrain, d'une superficie de deux hectares cinquante ares (2 ha. 50 a.) environ, connue sous le nom de « Ancienne pépinière des travaux publics », titre foncier n° 6466 M. ;

b) Une parcelle de terrain, d'une superficie de trois cent quatre-vingt-treize hectares vingt ares (393 ha. 20 a.) environ, connue sous le nom de « Terrain communal de parcours », réquisition n° 7337 M.,

Telles qu'elles sont figurées par une teinte jaune sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Les autorités municipales de la ville de Marrakech sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 25 février 1953.

Pour le directeur de l'intérieur,

Le directeur adjoint,

MIRANDE.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 26 février 1953 autorisant un échange immobilier sans soulte entre la ville d'Agadir et un particulier.

LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété, notamment en son article 8 l'arrêté viziriel du 22 mars 1948 ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de la ville d'Agadir, au cours de sa séance du 9 février 1952,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange sans soulte défini ci-après, entre la ville d'Agadir et M^{me} Germaine Thomas :

1° La ville d'Agadir cède à M^{me} Germaine Thomas une parcelle de terrain d'une superficie de quatre mille cent deux mètres carrés (4.102 mq.) environ, à prélever sur la propriété dite « Morki II », titre foncier n° 3129, telle qu'elle est figurée par une teinte rouge sur le plan annexé à l'original du présent arrêté ;

2° M^{me} Germaine Thomas cède à la ville d'Agadir les droits indivis lui appartenant à concurrence de 1/4 sur une propriété dite « Coriat XI », d'une superficie globale de vingt mille cinq cent dix mètres carrés (20.510 mq.) environ, telle qu'elle est figurée par une teinte bleue sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Les autorités municipales de la ville d'Agadir sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 26 février 1953.

Pour le directeur de l'intérieur,

Le directeur adjoint,

MIRANDE.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 26 février 1953 autorisant l'acquisition par la ville de Safi d'une parcelle de terrain appartenant à des particuliers.

LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu le dahir du 12 mai 1937 modifiant et complétant le dahir du 19 octobre 1921, tel qu'il a été modifié par le dahir du 22 mars 1948 ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte de Safi, dans sa séance du 18 août 1952,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition par la ville de Safi d'une parcelle de terrain d'une superficie de six cent onze mètres carrés soixante-douze (611 mq. 72) environ, représentant les 25/32^{es} de la propriété dite « Jardin du Chaaba III », réquisition n° 1585 Z., appartenant à M^{me} Houria Jedda bent Ahmed, veuve d'El Hadj Larbi Forsadou, M. Ahmed, dit « Amédée », ben Larbi Forsadou et M^{me} Asma Juliette bent el Hadj Larbi Forsadou, épouse de M. Aktouf Saadi ben Lakdar, telle qu'elle est figurée en teinte jaune sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Cette cession est effectuée au prix de neuf cents francs (900 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale de cinq cent cinquante mille cinq cent quarante-huit francs (550.548 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Safi sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 26 février 1953.

Pour le directeur de l'intérieur,

Le directeur adjoint,

MIRANDE.

Transfert d'un portefeuille de contrats d'assurances.

Par arrêté du directeur des finances du 19 février 1953 a été approuvé le transfert à la société anonyme d'assurances « Winterthur », dont le siège social est à Winterthur (Suisse); et le siège spécial à Casablanca, 50, rue de Fère-en-Tardenois, de la totalité du portefeuille de contrats d'assurances constitué en zone française du Maroc, avec ses droits et obligations, de la société « L'Assurance générale lyonnaise », dont le siège social est à Lyon, 3, rue de la Barre, et le siège spécial à Casablanca, 30, rue de Fère-en-Tardenois.

Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 modifiant les taxes de remorquage, aconage, magasinage et autres opérations dans le port de Mehdia—Port-Lyautey.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 20 novembre 1944 fixant le mode d'exploitation des ports de Mehdia—Port-Lyautey et Rabat—Salé ;

Vu l'arrêté directorial du 4 mai 1951 réglementant l'exploitation du port de Mehdia—Port-Lyautey ;

Vu l'arrêté directorial du 4 mai 1951 fixant la réglementation des opérations d'aconage, manutention, magasinage et autres opérations dans le port de Mehdia—Port-Lyautey ;

Vu la convention du 25 juin 1951 relative à la gérance, par la Société port-lyautéenne d'aconage et de manutention ;

Vu l'arrêté directorial du 22 mars 1948, complété par l'arrêté du 2 juin 1948, relatif aux taxes perçues dans les ports de Rabat et Port-Lyautey ;

Vu l'arrêté directorial du 27 novembre 1951 fixant les taux des taxes applicables dans le port de Port-Lyautey ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'avis de la chambre de commerce et d'industrie de Port-Lyautey ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes d'usage perçues dans le port de Mehdia—Port-Lyautey, soit par l'administration, soit par la Société port-lyautéenne d'aconage et de manutention, sont modifiés ainsi qu'il suit :

A. — TAXES PERÇUES PAR L'ADMINISTRATION.

I. — Remorquage.

Aide de remorqueurs aux navires en opération dans le port :

Par remorqueur et par demi-heure 1.300 fr.
Avec minimum de perception de 2.600

Location aux tiers (missions sur le Sebou) :

Par remorqueur et par demi-heure 1.900 fr.
Avec minimum de perception de 3.800

Location aux tiers (missions en mer) :

Par remorqueur et par demi-heure 3.300 fr.
Avec minimum de perception de 6.600

Suppléments :

1° Mouvements en dehors des heures normales (jours ouvrables) :
De 12 heures à 14 heures 25 %
De 19 heures à 6 heures 40 %
2° Mouvements effectués les dimanches et jours fériés :
En heures normales 25 %
De 12 heures à 14 heures 50 %
De 19 heures à 6 heures 65 %
3° Mouvements de durée inférieure à 2 heures 50 %

II. — Location d'engins flottants et de matériel d'exploitation.

1° Ponton-mature :

a) Opérations d'arrimage et embarquement ou de désarrimage et débarquement :
Colis de 5 tonnes à 10 tonnes inclus, la tonne 1.650 fr.
Colis entre 10 tonnes et 50 tonnes, la tonne 2.400
Supplément par demi-heure de retard, si le retard est imputable au navire 1.300 fr.

b) Opérations de manutentions diverses :

Allumage 7.600 fr.
Colis de 5 tonnes à 10 tonnes inclus, la tonne 1.300
Colis de 10 tonnes à 50 tonnes inclus, la tonne 1.800

c) Location pour travaux :

Location à l'heure 10.000 fr.
Avec minimum de perception de 20.000

2° Matériel divers :

Piñaçse, par heure 860 fr.
Chaland de rivière, par jour 1.300
Canots plates, par jour 350
Canots « utiles », par jour 860
Camions, par heure 650

III. — Utilisation des voies ferrées du port.

Par tonne brute de marchandise transportée 11 fr.

B. — TAXES PERÇUES PAR LA SOCIÉTÉ GÉRANTE.

Location de magasins et terre-pleins
(par mètre carré et par mois).

Magasins 75 fr.
Hangars 60
Terre-pleins en zone douanière :
1^{re} zone 30
2^e zone 22
Terre-pleins hors de la zone douanière 16

Locations spéciales :

Magasins à céréales ne servant pas de magasin d'aconage 30 fr.
Terrain nu sous magasin appartenant au locataire 15

Débarquement et embarquement des passagers et bagages.

Passagers :

Par passager et par voyage 110 fr.

Bagages :

Par unité d'un poids inférieur à 100 kilos 50 fr.
Au-dessus de 100 kilos, par 100 kilos ou fraction de 100 kilos 35
Valises et colis à main 20

Magasinage et consignation :	
Bagages à l'unité ou payant pour ce poids :	
Le premier jour	30 fr.
Pour chaque jour en plus	10
Débarquement, embarquement, manipulation à terre des marchandises.	
I. — Marchandises ordinaires :	
1 ^{re} catégorie, par tonne	390 fr.
2 ^e — — — — —	340
3 ^e — — — — —	350
4 ^e — — — — —	220
II. — Articles à l'unité :	
Piano	1.540 fr.
Brouette	35
Bicyclette	55
Motocyclette	190
Cercueil	825
Wagonnet	330
Araba, charrette, voiture ou embarcation, chaland, camion d'un poids inférieur ou égal à 500 kilos	770
De 501 à 800 kilos	990
Au-dessus de 800 kilos	1.210
Voiture de tourisme ou autocar d'un poids inférieur ou égal à 1.000 kilos	2.530
Au-dessus de 1.000 kilos	3.850
Wagon d'un poids inférieur ou égal à 2.000 kilos	2.200
De 2.001 à 6.000 kilos	4.400
Locomotive, wagon, remorque d'auto-tracteur, rouleau compresseur au-dessus de 6.000 kilos	5.500
III. — Animaux vivants :	
Pour chaque cheval, mulet, chameau, bœuf en box	330 fr.
Sans box	220
Pour chaque âne, veau, sans box	70
Pour chaque porc	45
Pour chaque mouton, chèvre	25
Embarquement par passerelle :	
Pour chaque porc	25 fr.
Pour chaque mouton, chèvre	10
IV. — Matières précieuses, or, argent, platine, bijoux :	
1 ^o Taxe fixe :	
Colis de 0 à 20 kilos, l'unité	55 fr.
Colis de 21 à 50 — — —	100
Colis de 51 à 100 — — —	120
2 ^o Taxe ad valorem :	
Par 1.000 francs de valeur reconnue en douane	10 fr.
V. — Colis postaux :	
Par colis	25 fr.
VI. — Marchandises dangereuses et inflammables :	
1 ^{re} catégorie, la tonne	500 fr.
2 ^e catégorie, la tonne	490
VII. — Transbordement de navire à navire par allèges :	
Marchandises de 1 ^{re} catégorie, la tonne	165 fr.
Marchandises de 2 ^e — — —	155
Marchandises de 3 ^e — — —	145
Marchandises de 4 ^e — — —	110
Marchandises dangereuses ou inflammables, la tonne	220
VIII. — Colis lourds :	
Colis d'un poids compris entre 6.000 et 10.000 kilos, la tonne	1.650 fr.

Colis d'un poids supérieur à 10.000 kilos, la tonne 2.420 fr.
Par demi-heure de retard de l'opération, si ce retard
est imputable au navire 1.320
En cas de reprise, les taxes ci-dessus seront diminuées de 50 %.

IX. — Tarifs spéciaux :

Tarif spécial n° 1. — Embarquement du minerai de fer :	
Jusqu'à 25.000 tonnes par an, la tonne	170 fr.
Au-delà de 25.000 tonnes par an, la tonne	125
Tarif spécial n° 2. — Embarquement du minerai de plomb :	
Jusqu'à 25.000 tonnes par an, la tonne	250 fr.
Au-delà de 25.000 tonnes par an, la tonne	230
Tarif spécial n° 3. — Liquides en vrac :	
Huiles d'arachides, la tonne	265 fr.
Vins, dérivés (mistelles, etc.), la tonne	110
Alcool bon goût	255

X. — Ristourne aux navires utilisant leurs propres engins pour le débarquement ou l'embarquement des marchandises :

Par tonne chargée ou déchargée 30 fr.

XI. — Majorations :

1^o Ces tarifs de base sont majorés de 50 % en cas d'opérations effectuées par allège ;

2^o Les taxes afférentes aux colis individuels, autres que ceux taxés à l'unité, sont majorées de :

20 % pour les colis de 201 à 2.500 kilos ;

50 % pour les colis de 2.501 à 6.000 kilos ;

100 % pour toutes marchandises pesant moins de 300 kilos au mètre cube ;

3^o Pour les opérations de chargement et de déchargement des navires en dehors des heures normales de travail, ou les dimanches et jours fériés, le minimum de perception par main desservie ou commandée est, par heure, de 2.000 francs.

Nota. — Les diverses majorations applicables à une marchandise se cumulent entre elles.

XII. — Marchandises en transbordement :

Les marchandises ordinaires débarquées à Port-Lyautey et réembarquées dans ce même port sans avoir quitté les hangars ou terre-pleins de la société gérante bénéficieront des réductions ci-après applicables à la somme des taxes d'embarquement et de débarquement ci-dessus :

1^o 50 % si l'opération est faite directement du navire qui a apporté la marchandise à celui qui la prend, ce dernier étant prêt à la recevoir sans interruption au fur et à mesure qu'elle est amenée ;

2^o 40 % dans le cas contraire.

Surtaxes pour travaux en dehors des heures normales :**Heures supplémentaires d'ouverture des magasins :**

Les deux premières heures, l'heure	220 fr.
Les heures suivantes, l'heure	330
Entre minuit et 6 heures, l'heure	550

Stationnement des marchandises

(taxes par 100 kg.).

1^o Marchandises ordinaires :

Du 11 ^e au 20 ^e jour	10 fr.
Du 21 ^e au 30 ^e jour	55
Du 31 ^e au 40 ^e jour	100
Du 41 ^e au 50 ^e jour	155
Du 51 ^e au 60 ^e jour	220
Du 61 ^e au 70 ^e jour	310
Du 71 ^e au 80 ^e jour	375
Du 81 ^e au 90 ^e jour	465

2° *Marchandises dangereuses et inflammables :*

Du 2° au 7° jour	25 fr.
Du 8° au 11° jour	55
Du 12° au 15° jour	100
Du 16° au 20° jour	120
Du 21° au 25° jour	155
Du 26° au 30° jour	165

3° *Marchandises dites en transbordement :*

Du 21° au 30° jour	10 fr.
Du 31° au 40° jour	55
Du 41° au 50° jour	100
Du 51° au 60° jour	155
Du 61° au 70° jour	220
Du 71° au 80° jour	300
Du 81° au 90° jour	365

Nota. — Ces différentes taxes se cumulent entre elles.

Les marchandises entreposées sous hangar ou sur terre-plein (avec sous-trait et bâches) bénéficient d'une réduction de 20 %.

Les marchandises entreposées sur terre-pleins (sans sous-trait ni bâche) bénéficient d'une réduction de 50 %.

4° *Parcage d'animaux vivants (par tête et par jour) :*

Chameaux, chevaux, mulets, bœufs	16 fr.
Porcins	10
Moutons, chèvres	8

5° *Taxe d'assurance contre l'incendie (non applicable aux minerais) :*

1° Marchandises ordinaires, par 1.000 francs de valeur couverte et par décade	0,40
2° Marchandises dangereuses ou inflammables par 1.000 francs de valeur couverte et par décade	4 fr.

Taxes applicables aux marchandises en transit.

Marchandises amenées par voie ferrée, la tonne	25 fr.
Marchandises amenées par route, la tonne	40
Dépôt, par mètre carré et par jour	1

Locations.

Location d'allèges, par tonne de portée en lourd de l'allège :	
La demi-journée	45 fr.
La journée entière	55
Location de défenses de quai, par jour et par poste :	
Navires jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute	520 fr.
Navires au-delà de 1.500 tonneaux de jauge brute	650

Fourniture d'eau douce.

1° Navires fournissant les manches nécessaires, par tonne.	45 fr.
2° Livraison par les soins du gérant :	
Pour les 20 premières tonnes	80 fr.
De 21 à 50 tonnes	65
Au-dessus de 50 tonnes	55
3° Prise à la canalisation, aconage et livraison à bord dans les soutes par les soins du gérant :	
Pour les 20 premières tonnes	190 fr.
De 21 à 50 tonnes	130
Au-dessus de 50 tonnes	110
4° Prise à la canalisation, aconage et reprise par le matériel du navire dans la citerne du gérant :	
Pour les 20 premières tonnes	165 fr.
De 21 à 50 tonnes	120
Au-dessus de 50 tonnes	100

Le prix de l'eau proprement dite, tel qu'il est facturé par la régie municipale de distribution d'eau, est à ajouter aux tarifs ci-dessus.

Services accessoires.

a) Location d'amarres, par poste et par 24 heures :	
Navires jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute	2.750 fr.
Navires au-dessus de 1.500 tonneaux de jauge brute ..	4.400
b) Location d'engins de manutention ou transport :	
Grues électriques et camions-grues :	
Colis jusqu'à 3 tonnes (inclus), la tonne	220 fr.
Colis de 3 tonnes à 5 tonnes (inclus), la tonne	440
Minimum de perception par demi-heure d'emploi ..	660
Grues Diesel et chariots élévateurs :	
Colis jusqu'à 3 tonnes (inclus), la tonne	220 fr.
Minimum de perception par demi-heure d'emploi ..	660
Grues à vapeur :	
Allumage	1.400 fr.
Colis jusqu'à 3 tonnes (inclus), la tonne	220
Minimum de perception par demi-heure d'emploi ..	660
Enlèvement de galiotes de cale par grue, par pont et par panneau :	
Navires jusqu'à 1.000 tonneaux de jauge brute	230 fr.
Navires au-delà de 1.000 tonneaux de jauge brute	340
Menu matériel :	
Elingues, pattes à futailles, filets métalliques, par tonne manipulée	13 fr.
Filet en filin, par tonne manipulée	16
Bouquet à filets, par tonne manipulée	5
Bennes, plateaux à marchandises avec bouquets, par tonne manipulée	16
Caillebotis, sous-trait, par unité et par jour	6
Bâches, par unité et par jour	45
Appareil pour manipulation de voitures, par demi-journée.	330
Appareil de couplage de grues, par unité et par heure ..	270
Tracteurs et remorques : de gré à gré.	
c) Transport de marchandises entre la zone de stationnement et les magasins, hangars ou terre-pleins hors de la zone de stationnement et vice-versa :	
Par tonne transportée	100 fr.
d) Pesage :	
Bascules charretières, par quintal métrique (ou fractions)	3 fr.
Autres engins :	
1° Y compris la fourniture des engins avec leurs accessoires, celle des peseurs et celle des ouvriers, employés à l'opération pour les colis dont le poids n'excède pas 1.000 kilos :	
1 ^{re} catégorie	45 fr.
2° —	40
3° —	35
4° —	30
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne pesée.	45 fr
2° Y compris la fourniture des engins avec leurs accessoires, celle du peseur mais non celle des ouvriers, pour les colis dont le poids n'excède pas 1.000 kilos :	
1 ^{re} catégorie, la tonne pesée	23 fr
2° —	22
3° —	18
4° —	15
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne pesée.	23 fr.
3° Pesage d'animaux. — Quel que soit l'engin utilisé, par pesée	35 fr

e) Opérations diverses :

1° Arrimage avec classement spécial permettant le comptage ou le cubage :

Briques, tuiles, poteaux de mines, bois en vrac, planches et madriers, par tonne	150 fr.
Traverses de chemin de fer, rails et poutrelles en fer, tôles et fers ^e profilés, par tonne	60
Charbon en roche ou en briquettes jusqu'à 2 mètres de hauteur, par tonne	45
De 2 mètres à 4 mètres de hauteur, par tonne	80

2° Désarrimage simple :

Marchandises ordinaires, y compris celles simplement inflammables :

1 ^{re} catégorie, la tonne	34 fr.
2 ^e — —	32
3 ^e — —	30
4 ^e — —	25
Marchandises inflammables et dangereuses, la tonne	35 fr.

3° Désarrimage, transport à une distance au plus égale à 50 mètres de la zone de stationnement des marchandises et réarrimage avec classement :

1^{re} Marchandises ordinaires, y compris celles simplement inflammables :

1 ^{re} catégorie, la tonne	110 fr.
2 ^e — —	100
3 ^e — —	90
4 ^e — —	75
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne	110 fr.

4° Désarrimage, transport à une distance au plus égale à 50 mètres de la zone de stationnement des marchandises et réarrimage sans classement :

1 ^{re} catégorie, la tonne	60 fr.
2 ^e — —	50
3 ^e — —	45
4 ^e — —	40
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne	60 fr.

5° Reconnaissance de la marchandise avec désarrimage et réarrimage, toutes manutentions étant effectuées par le propriétaire des marchandises :

Par tonne désarrimée et réarrimée :

1 ^{re} catégorie, la tonne	16 fr.
2 ^e — —	14
3 ^e — —	12
4 ^e — —	10
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne	22 fr.

f) Chargement du charbon de soute ou carburants :

Charbon, la tonne	150 fr.
Combustibles liquides, la tonne	240

g) Transport de colis postaux du quai au bureau de poste, par colis

h) Balayage :

Cette opération peut être effectuée par les services du port moyennant une rétribution payée par le navire et fixée comme suit :

Si la jauge brute du navire est :

Inférieure ou égale à 500 tonneaux, par séjour	330 fr.
Comprise entre 501 et 1.000 tonneaux, par séjour	660
Comprise entre 1.001 et 2.000 tonneaux, par séjour	1.350
Supérieure à 2.000 tonneaux, par séjour	2.000

ART. 2. — Les administrations de la guerre et de la marine, lorsque les opérations de chargement ou de déchargement des marchandises leur appartenant n'auront pas été confiées à la société

gérante, paieront à celle-ci, au profit du budget annexe du port, la moitié de la taxe d'embarquement ou de débarquement afférente aux marchandises ordinaires de 3^e catégorie.

ART. 3. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entrera en vigueur quinze jours francs après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 9 février 1953.

GIRARD.

Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 modifiant les taxes de pilotage et de péage sur navires dans le port de Mehdiâ—Port-Lyautey.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 20 novembre 1944 fixant le mode d'exploitation des ports de Mehdiâ—Port-Lyautey et Rabat-Salé ;

Vu l'arrêté directorial du 4 mai 1951 réglementant l'exploitation du port de Mehdiâ—Port-Lyautey ;

Vu l'arrêté directorial du 2 juin 1948 complétant l'arrêté du 22 mars 1948 relatif aux taxes prévues dans les ports de Rabat et de Port-Lyautey ;

Vu l'arrêté directorial du 27 novembre 1951 fixant les taux des taxes applicables dans le port de Port-Lyautey ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'avis de la chambre de commerce et d'industrie de Port-Lyautey ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes de pilotage et de péage sur navires fixés par l'arrêté susvisé du 27 novembre 1951, sont modifiés ainsi qu'il suit :

PILOTAGE.

1^{re} Opérations de pilotage.

Entrée et sortie, par tonneau de jauge brute :

1 ^{re} zone	5 fr. 50
2 ^e zone	2 fr. 75

Les taxes ci-dessus sont réduites de 25 % au cas où le tonnage manipulé est inférieur à 30 % de la jauge brute.

Toutefois, le minimum de perception ne peut être inférieur à :

1 ^{re} zone	1.200 fr.
2 ^e zone	600

Lorsque l'état de la mer conduit à consigner le port à l'entrée mais que la sortie est autorisée, avec faculté d'emmener le pilote, les taxes supplémentaires suivantes sont dues par le navire :

	TAXE supplémentaire	INDEMNITÉ forfaitaire
De Mehdiâ à :		
Fedala ou Casablanca	900 fr.	2.000 fr.
Mazagan	900	2.500
Safi	900	3.000
Mogador	900	3.500
Tanger	900	4.000

L'indemnité forfaitaire est seule acquise au pilote.

2° *Changement de mouillage ou de poste.*

Navire de jauge brute inférieure ou égale à 500 tonneaux.	440 fr.
Navire de jauge brute comprise entre 501 et 2.000 tonneaux.	880
Navire de jauge brute supérieure à 2.000 tonneaux.	1.870

3° *Mise à quai, amarrage, désamarrage.*

Mise à quai : par mètre de longueur hors tout	22 fr.
Amarrage : par opération	440
Désamarrage : par opération	200

4° *Majorations.*

Les majorations pour opérations poursuivies en dehors des heures de jour sont maintenues telles qu'elles sont fixées à l'article 6 de l'arrêté susvisé du 2 juin 1948.

D'autre part, pour tout navire ayant demandé, soit par son capitaine, soit par son représentant à terre, à rentrer au cours d'une marée de nuit et qui ne se serait pas présenté en rade en temps voulu pour pouvoir effectuer sa rentrée à cette marée, il sera perçu de l'armement intéressé un droit fixe de... 2.000 fr.

PÉAGES SUR NAVIRES.

1° *Taxe de stationnement*

(par tonneau de jauge brute et par jour).

Navire de 2 à 500 tonneaux	4 fr.
— de 501 à 1.000 tonneaux	3
— de 1.001 à 3.000 tonneaux	2
— au-dessus de 3.000 tonneaux	1

Les dispositions spéciales prévues aux paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 7 de l'arrêté susvisé du 2 juin 1948, sont maintenues sans changement.

2° *Taxe de péage sur marchandises.*

Par tonne métrique de marchandise embarquée ou débarquée. 10 fr.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entrera en vigueur quinze jours francs après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 9 février 1953.

GIRARD.

Références :

<i>Bulletin officiel</i> n° 1676, du 8-12-1944 ;
— n° 1848, du 26-3-1948 ;
— n° 1861, du 25-6-1948 ;
— n° 2043, du 21-12-1951 ;
— n° 2046, du 11-1-1952.

Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 modifiant les tarifs à percevoir pour l'usage des installations et appareils du silo d'embarquement du port de Port-Lyautey.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 20 novembre 1944 fixant le mode d'exploitation des ports de Mehdiya, Port-Lyautey et Rabat-Salé ;

Vu l'arrêté directorial du 5 janvier 1934 portant règlement d'exploitation et fixation des tarifs pour l'exploitation du silo d'embarquement des grains en vrac de Port-Lyautey ;

Vu l'arrêté du 8 avril 1949 relatif aux tarifs du silo d'embarquement de Port-Lyautey ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'avis de la chambre de commerce et d'industrie de Port-Lyautey ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs fixés par l'arrêté susvisé du 8 avril 1949 sont modifiés ainsi qu'il suit :

FRANCS PAR 100 KILOS				
Marchandises ordinaires	Arachides, oléagineux	Tourteaux		
<i>Manipulation des grains en vrac.</i>				
Tarif n° 1 : réception en trémie pesage et embarquement direct, sans ensilage	12	30	36	
Tarif n° 2 : réception pesage, ensilage.	7	18	21	
Tarif n° 2 bis : même opération pour la société des docks-silos coopératifs de Port-Lyautey	5	13	15	
Tarif n° 3 : désensilage, pesage et embarquement	11	27	33	
Manipulation des grains en sacs.	Tarif n° 4 : réception et embarquement direct..	P.M.	»	
	Tarif n° 5 : embarquement après ensilage dans le silo	»	»	
Tarif n° 6 : désensilage, pesage et ensilage	7	18	21	
Tarif n° 7 : nettoyage aux tarares, aspirateurs et pesage.	10	25	30	
Tarif n° 8 : transfert d'une cellule dans une autre, sans pesage.	2,5	6	8	
Tarif n° 8 bis : même opération pour la société des docks-silos coopératifs de Port-Lyautey	1,25	3	4	
Tarif n° 9 : transfert d'une cellule dans une autre avec pesage et ventilation	5	12	15	
Tarif n° 9 bis : même opération pour la société des docks-silos coopératifs de Port-Lyautey	1,60	1,80	4, 4,40	4,80 6
Tarif n° 10 : mélange sur la bande transporteuse	3	7	9	
Tarif n° 11 : prélèvement d'échantillons (par opération)	30	75	90	
<i>Magasinage.</i>				
a) Tarif commun décadaire :				
Du 1 ^{er} au 5 ^e jour	Gratuit.	Gratuit.	Gratuit.	
Du 6 ^e au 10 ^e jour	0,50			
Du 11 ^e au 20 ^e jour	1			
Du 21 ^e au 30 ^e jour	2			
Du 31 ^e au 40 ^e jour	2			
Du 41 ^e au 50 ^e jour	2			
Du 51 ^e au 60 ^e jour	2			
Du 61 ^e au 70 ^e jour	3			
Du 71 ^e au 80 ^e jour	3			
Du 81 ^e au 90 ^e jour	3			
Au-delà du 90 ^e jour	5			
b) Tarif spécial d'abonnement :				
Grandes cellules de 270 tonnes, par mois			10.500 fr	
Petites cellules de 60 tonnes, par mois			3.000	
Minimum de surtaxe :				
Applicable aux opérations entreprises ou poursuivies en dehors des heures normales ou les dimanches ou jours fériés, par circuit utilisé et par heure			4.500 fr.	
Assurance incendie :				
Par 1.000 francs assurés et par décade			0,10	

Mêmes tarifs majorés de 15 %.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prendra effet quinze jours francs après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 9 février 1953.

GIRARD.

Références :

Bulletin officiel n° 1676, du 8-12-1944 ;
— n° 1906, du 6-5-1949.

Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 fixant les taxes de remorquage, aconage, magasinage et autres opérations dans le port de Safi.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 2 janvier 1938 fixant la réglementation et la taxation des opérations de pilotage, remorquage, aconage, magasinage et autres opérations dans le port de Safi ;

Vu l'arrêté viziriel du 2 janvier 1938 portant règlement de magasinage du port de Safi ;

Vu le dahir du 30 décembre 1944 fixant le mode d'exploitation du port de Safi ;

Vu le dahir du 6 juillet 1946 approuvant la convention passée le 1^{er} janvier 1945 avec l'Auxiliaire maritime du port de Safi ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'arrêté directorial du 13 août 1936, modifié par arrêté du 8 décembre 1942, réglementant, pour les bateaux de servitude et embarcations de toute nature, l'usage de la cale de halage et des terre-pleins du port de Safi ;

Vu l'arrêté directorial du 8 septembre 1951 ayant fixé les taux des taxes applicables dans le port de Safi ;

Vu l'avis de la chambre mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Safi ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes d'usage applicables dans le port de Safi sont fixés ainsi qu'il suit :

REMORQUAGE.

- a) Entrée, par remorqueur employé, avec un minimum de 5.500 francs par remorqueur, pour tous mouvements de jour :
De 0 à 1.000 tonneaux, par tonneau	11 fr.
De 1.001 à 2.000 — par mouvement	12.100
De 2.001 à 3.000 — —	13.200
De 3.001 à 4.000 — —	15.400
De 4.001 à 5.000 — —	17.600
De 5.001 à 6.000 — —	18.700
De 6.001 à 7.000 — —	20.350
De 7.001 à 8.000 — —	23.100
Au-dessus de 8.000, par 1.000 tonneaux (ou fraction de 1.000) en plus	1.870
- b) Sortie :
- Mêmes tarifs qu'à l'entrée, diminués de 10 %.
- c) Indemnité pour attente :
- Au cas où le remorquage ne peut commencer, pour une cause provenant de son fait, à l'heure indiquée par l'usager :
Pour la première heure	3.300 fr.
Pour la seconde heure	2.750
Pour la troisième heure et pour chacune des heures suivantes	1.980
- d) Fourniture de vapeur, par flexible, aux navires bas feux :
Pour la première heure	6.000 fr.
Pour les heures suivantes	5.000

EMBARQUEMENT ET DÉBARQUEMENT DES PASSAGERS ET BAGAGES
(navires non accostés).

Transport du quai à bord et vice-versa, par barcasses ou canot :	
Par passager et par voyage	110 fr.
Bagages (autres que ceux manifestés comme mobilier) :	
Par unité d'un poids inférieur à 100 kilos	50
Au-dessus de 100 kilos, taxe supplémentaire par 100 kilos ou fraction de 100 kilos	35
Valises et colis à main	20
Transport des quais aux magasins ou au dépôt de bagages et vice-versa (bagages autres que ceux manifestés comme mobilier), par colis et par 100 kilos ou payant pour ce poids	20
Magasinage et consignation des bagages (bagages à l'unité) :	
Le premier jour	20 fr.
Pour chaque jour, en plus	10

DÉBARQUEMENT, EMBARQUEMENT,
MANIPULATION A TERRE DES MARCHANDISES.

I. — *Marchandises ordinaires* (par tonne).

Marchandises de 1 ^{re} catégorie	390 fr.
— de 2 ^e —	340
— de 3 ^e —	300
— de 4 ^e —	220

II. — *Articles à l'unité.*

Piano	1.540 fr.
Brouette	35
Bicyclette	55
Motocyclette	190
Cercueil	825
Wagonnet	330

Ataba, charrette, voiture ou embarcation, chaland, camion (non automobile) :

D'un poids ne dépassant pas 500 kilos	770
De 500 à 800 kilos	990
Au-dessus de 800 kilos	1.210

Voiture de tourisme ou autocar :

D'un poids ne dépassant pas 1.000 kilos	2.530
Au-dessus de 1.000 kilos	3.850

Locomotive, wagon, remorque d'auto, camion automobile, tracteur, rouleau compresseur, jusqu'à 6.000 kilos.

5.500	
Wagon :	
D'un poids inférieur à 2.000 kilos	2.200
De 2.000 à 6.000 kilos	4.400

III. — *Animaux vivants.*

Pour chaque cheval, mulet, chameau, bœuf :

En box	330 fr.
Sans box	220

Pour chaque âne et veau (sans box)

70

Pour chaque porc

45

Pour chaque mouton, chèvre

25

Embarquement par passerelle :

Pour chaque porc	25
Pour chaque mouton, chèvre	10

IV. — *Matières précieuses d'or, d'argent, de platine, bijoux*
(à l'embarquement ou au débarquement).

a) Taxes fixes :

Colis de 0 à 20 kilos, l'unité	55 fr.
Colis de 21 à 50 kilos, l'unité	100
Colis de 51 à 100 kilos, l'unité	120

b) Taxe *ad valorem* :

Par 1.000 francs sur valeur reconnue en douane	10 fr.
--	--------

V. — *Colis postaux.*

Par colis 25 fr.

VI. — *Marchandises dangereuses et inflammables.*

1^{re} catégorie, la tonne 500 fr.
2^e catégorie, la tonne 490

VII. — *Marchandises en transbordement.*

Les réductions applicables à ces marchandises restent celles fixées à l'article 12, § VII, de l'arrêté viziriel susvisé du 2 janvier 1938.

VIII. — *Transbordement de navire à navire par allèges.*

Marchandises de 1^{re} catégorie, la tonne 165 fr.
— de 2^e — — 155
— de 3^e — — 145
— de 4^e — — 110
— dangereuses et inflammables, la tonne 220

IX. — *Colis lourds.*

Pour les colis d'un poids supérieur à 6.000 kilos, par demi-heure de retard de l'opération si ce retard est imputable au navire 1.320 fr.

Taxes de débarquement ou d'embarquement :

Colis d'une poids compris entre 6.000 et 10.000 kilos, par tonne 1.650 fr.
Colis d'un poids supérieur à 10.000 kilos, par tonne 2.420

X. — *Réduction des tarifs.*

P.M. (cf. arrêté viziriel du 2 janvier 1938).

Ristourne aux navires utilisant leurs propres engins, par tonne chargée ou déchargée 30 fr.

XI. — *Majoration des taxes.*

P.M. (cf. arrêté viziriel du 2 janvier 1938).

Heures supplémentaires d'ouverture des magasins :

Pour les deux premières heures, l'heure 220 fr.
Pour les heures suivantes, l'heure 330
Entre minuit et 6 heures, l'heure 550
Minimum de perception par main desservie ou commandée, par heure 2.000

XII. — *Location d'engins de manutention. (grues électriques).*

Par opération 550 fr.

A la location :

Grue de 2.001 à 5.000 kilos :

La demi-journée 1.650 fr.
La journée 2.750

Enlèvement des galiotes de cale, par grue, par pont et par panneau :

Navires jusqu'à 1.000 tonneaux de jauge brute 230 fr.
Navires au-dessus de 1.000 tonneaux 340

XIII. — *Location d'allèges.*

Par tonne de portée en lourd de l'allège :

La journée 55 fr.
La demi-journée 45

XIV. — *Location de défenses.*

Par jour et par poste :

Navires jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute 520 fr.
Navires au-delà de 1.500 tonneaux 650

XV. — *Taxes de stationnement.*

1^o Marchandises ordinaires entreposées dans les magasins (par 100 kg.) :

Du 1^{er} au 20^e jour inclus 10 fr.
Du 21^{er} au 30^e — — 55
Du 31^{er} au 40^e — — 100
Du 41^{er} au 50^e — — 155
Du 51^{er} au 60^e — — 220
Du 61^{er} au 70^e — — 310
Du 71^{er} au 80^e — — 375
Du 81^{er} au 90^e — — 465

2^o Marchandises ordinaires inflammables et munitions de sûreté (par 100 kg.) :

Du 2^o ou 5^o au 7^o jour inclus 25 fr.
Du 8^o au 11^o jour inclus 55
Du 12^o au 15^o — — 100
Du 16^o au 20^o — — 120
Du 21^o au 25^o — — 155
Du 26^o au 30^o — — 165

3^o Marchandises dites « en transbordement » :

	En magasin	En terre-plein
Du 21 ^{er} au 30 ^e jour	10 fr.	7 fr.
Du 31 ^{er} au 40 ^e —	55	35
Du 41 ^{er} au 50 ^e —	100	55
Du 51 ^{er} au 60 ^e —	155	110
Du 61 ^{er} au 70 ^e —	220	165
Du 71 ^{er} au 80 ^e —	300	220
Du 81 ^{er} au 90 ^e —	365	265

4^o Animaux vivants, taxes de parage :

Par tête et par jour :

Chameaux, chevaux, bœufs 16 fr.
Porcins 10
Moutons, chèvres 8

5^o Charbons en entrepôts (par mètre carré et par an) :

Jusqu'à 50 mètres carrés 300 fr.
De 51 à 100 mètres carrés 250
De 101 à 150 mètres carrés 210
Au-dessus de 150 mètres carrés 130

Le pesage préalable de charbon sur bascule wagonnière sera payé à raison de 20 francs par tonne pesée.

6^o Location de magasins et terre-pleins :

Terre-pleins (par mètre carré et par mois) :

Jusqu'au 4^e mois 25 fr.
Du 5^e au 8^e mois 45
Du 9^e au 12^e mois 55
Au-dessus du 12^e mois 70

Magasins (par mètre carré et par mois) 75 fr.

Taxes d'assurance contre l'incendie (non applicables aux minerais) :

1^o Marchandises ordinaires, par 1.000 francs de valeur couverte et par décade 0,40

2^o Marchandises dangereuses et inflammables, par 1.000 francs de valeur couverte et par décade 4 fr.

Utilisation des voies ferrées du port, par tonne brute de marchandises transportées 11

Fourniture d'eau épurée aux navires.

1^o Navires fournissant les manches nécessaires, par tonne. 45 fr.

2^o Livraisons par les soins du gérant :

Pour les 20 premières tonnes 80 fr.
De 21 à 50 tonnes 65
Au-dessus de 50 tonnes 55

3^o Prise à la canalisation, aconage et livraison à bord dans les soutes par les soins du gérant :

Pour les 20 premières tonnes 190 fr.
De 21 à 50 tonnes 130
Au-dessus de 50 tonnes 110

4^o Prise à la canalisation, aconage et reprise par le matériel du navire dans la citerne du gérant :

Pour les 20 premières tonnes 165 fr.
De 21 à 50 tonnes 120
Au-dessus de 50 tonnes 100

Le prix de l'eau proprement dite, tel qu'il est facturé par la R.E.I.P., est à ajouter aux tarifs ci-dessus.

Services accessoires.

1° Location d'amarres, par poste et par 24 heures :	
Navires jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute	2.750 fr.
Navires au-dessus de 1.500 tonneaux de jauge brute ..	4.400
2° Location d'engins de manutention ne servant ni à l'embarquement, ni au débarquement des marchandises :	
Élingues, pattes à futailles, filets métalliques, par tonne manipulée	13 fr.
Filets en filin pour marchandises délicates, par tonne manipulée	16
Bouquets à filets, par tonne manipulée	4
Plateaux à marchandises avec bouquets, par tonne manipulée	16
Bennes preneuses :	
Par demi-journée	1.990 fr.
Par journée	3.200
Bennes basculantes :	
Par demi-journée	390 fr.
Par journée	720
Caillebotis, par unité et par jour	6 fr.
Remorques 8 tonnes :	
Par journée	1.400 fr.
Par demi-journée	800
Par heure	250
Remorques 6 tonnes :	
Par journée	1.000 fr.
Par demi-journée	700
Par heure	250
Tombereaux 3 tonnes :	
Par journée	700 fr.
Par demi-journée	390
Par heure	200
Chariot 1 tonne :	
Par journée	390 fr.
Par demi-journée	200
Tracteurs (de 7 h. à 12 h. et 14 h. à 18 h., avec fourniture du chauffeur et de l'essence et huile) :	
Par journée	6.600 fr.
Par demi-journée	4.400
Par heure	1.100
Cadre vide avec remorque, par jour	2.000 fr.
3° Transport de marchandises depuis les magasins aux terre-pleins de stationnement ou inversement, la tonne	100 fr.
4° Opérations diverses :	
a) Arrimage avec classement spécial permettant le comptage ou le cubage :	
Briques, tuiles, carreaux en vrac, planches et mardriers, par tonne	150 fr.
Traverses de chemin de fer, rails et poutrelles en fer, tôles et fers profilés, par tonne	60
Charbon en roche ou en briquettes jusqu'à 2 mètres de hauteur, par tonne	45
De 2 mètres à 4 mètres de hauteur, par tonne	80
b) Désarrimage simple en magasin :	
Marchandises ordinaires y compris celles simplement inflammables :	
1 ^{re} catégorie, la tonne	34 fr.
2° — —	32
3° — —	30
4° — —	25
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne	35 fr.

c) Désarrimage, transport à une distance au plus égale à 50 mètres de la zone de stationnement des marchandises et réarrimage avec classement par marque :

Marchandises ordinaires y compris celles simplement inflammables :

1 ^{re} catégorie, la tonne	110 fr.
2° — —	100
3° — —	90
4° — —	75

Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne: 110 fr.

d) Désarrimage, transport à une distance au plus égale à 50 mètres de la zone de stationnement des marchandises et réarrimage sans classement :

1 ^{re} catégorie, la tonne	60 fr.
2° — —	50
3° — —	45
4° — —	40

Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne. 60 fr.

e) Reconnaissance de la marchandise soit en gare, avec désarrimage et réarrimage, toutes manutentions étant effectuées par le propriétaire des marchandises (par tonne désarrimée et réarrimée) :

1 ^{re} catégorie, la tonne	16 fr.
2° — —	14
3° — —	12
4° — —	10

Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne. 22 fr.

5° Chargement de charbon de soute (transport du parc au quai et mise à bord) :

	A quai	Par allège
De 0 à 50 tonnes	230 fr.	170 fr.
De 51 à 100 tonnes	220	145
Au-dessus de 100 tonnes	190	130

Les taxes ci-dessus ne donnent lieu à aucune ristourne.

6° Pesage :

Bascules charretières ou wagonnières, par quintal métrique (ou fraction)
 3 fr. |

Délivrance sur demande d'un détail de pesée contre paiement d'une taxe totale de 5 francs jusqu'à 20 pesées, augmentée de 1 franc pour chaque pesée en sus.

Autres engins :

a) Y compris la fourniture des engins avec leurs accessoires, celle des peseurs et celle des ouvriers employés à l'opération pour les colis dont le poids n'excède pas 1.000 kilos :

1 ^{re} catégorie	45 fr.
2° —	40
3° —	35
4° —	30

Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne pesée
 45 fr. |

b) Y compris la fourniture des engins avec leurs accessoires et celle du peseur, mais non celle des ouvriers, pour les colis dont le poids excède 1.000 kilos :

1 ^{re} catégorie, la tonne pesée	23 fr.
2° — —	22
3° — —	18
4° — —	15

Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne pesée
 23 fr. |

c) Pesage d'animaux, quel que soit l'engin utilisé, par pesée
 35 fr. |

7° Transport de colis postaux du quai au bureau de poste, par colis	11 fr.
Tarifs spéciaux :	
a) Embarquement du gypse et de la barytine (par lot de 250 t. minimum), la tonne	120 fr.
b) Embarquement du minerai de fer (par lot de 1.000 t. minimum), la tonne	125 fr.
c) Embarquement du minerai de manganèse (par lot de 1.000 t. minimum), la tonne	140 fr.
d) Embarquement du sel (par lot de 250 t. minimum) :	
Jusqu'à 1.000 tonnes, la tonne	200 fr.
De 1.001 à 3.000 tonnes, la tonne	175
Au-dessus de 3.000 tonnes, la tonne	150

USAGE DES CALES DE HALAGE ET GRIL DE GARÉPAGE.

a) Stationnement à terre :

1° Navires et embarcations utilisés pour la pêche dont la jauge brute dépasse 3 tonneaux :	
Jusqu'au dixième jour inclus, par tonneau de jauge brute et par jour	12 fr.
A partir du onzième jour, paiement d'une taxe totale égale, pour un stationnement de N jours, à	

$$\left(N + \frac{N^2}{100}\right) \times 12 \text{ francs par tonneau de jauge brute.}$$

2° Remorqueurs, barcasses, chalands, embarcations de servitude, vedettes à moteur, canots et embarcations utilisés pour la pêche, dont la jauge brute ne dépasse pas 3 tonneaux :	
---	--

$$\frac{N^2}{100} \times 12 \text{ par mètre carré d'encombrement.}$$

b) Hissage et mise à l'eau :

Pour chacun des mouvements hissage ou mise à l'eau, par tonneau jusqu'au 10 ^e tonneau	660 fr.
Du 11 ^e au 20 ^e tonneau	550
Du 21 ^e au 50 ^e tonneau	440
Au-delà du 50 ^e tonneau	330
Minimum de perception par opération	2.900 fr.

Ces tarifs sont majorés de 50 % en dehors des heures normales et de 100 % les jours fériés.

Entre le 1^{er} mai et le 30 novembre les taxes de hissage et de mise à l'eau appliquées aux navires armés à la pêche sont réduites dans les proportions ci-dessous :

Pour un séjour sur terre-plein inférieur à 3 jours	50 %
— — — compris entre 4 et 6 jours.	30 %
— — — compris entre 7 et 10 jours.	20 %
— — — supérieur à 10 jours (aucune réduction).	

ART. 2. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entrera en vigueur quinze jours francs après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 9 février 1953.

GIRARD.

Références :

<i>Bulletin officiel</i> n° 1320, du 11-2-1938 ;
— n° 1347, du 19-8-1938 ; n° 1395, du 21-7-1939 ;
— n° 1683, du 26-1-1945 ;
— n° 1763, du 9-8-1946 ;
— n° 1242 bis, du 18-8-1936 ; n° 1595, du 21-5-1943 ;
— n° 2034, du 19-10-1951.

Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 fixant les taxes de péage sur le poisson, les taxes de criée et les taxes d'usage applicables au port de pêche de Safi.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 9 juin 1939 instituant une taxe de péage sur le poisson débarqué ou introduit dans les limites du port de Safi ;

Vu le dahir du 9 juin 1939 relatif au fonctionnement de la halle au poisson du port de Safi ;

Vu l'arrêté directorial du 15 juin 1939 portant règlement de police et d'exploitation de la halle au poisson du port de Safi et fixant les taxes d'usage applicables à ladite halle au poisson ;

Vu le dahir du 30 décembre 1944 fixant le mode d'exploitation du port de Safi ;

Vu le dahir du 6 juillet 1946 approuvant la convention passée le 1^{er} janvier 1945 avec l'Auxiliaire maritime du port de Safi ;

Vu le dahir du 8 juin 1948 approuvant l'avenant n° 1, du 31 décembre 1947, à la convention ci-dessus ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'arrêté directorial du 8 septembre 1951 ayant fixé les taux des taxes applicables dans le port de Safi ;

Vu l'avis de la chambre mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Safi ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes applicables au port de pêche de Safi sont fixés ainsi qu'il suit :

1° *Taxes de péage sur le poisson.* — Ces taxes restent celles fixées *ad valorem* par l'article premier du dahir susvisé du 9 juin 1939, soit :

2 % pour le poisson provenant des bateaux attachés en droit ou en fait à l'un des ports de la zone française du Maroc ;

5 % pour le poisson provenant des bateaux qui ne sont attachés, ni en droit ni en fait, à l'un des ports de la zone française du Maroc, mais qui sont pourvus d'une licence de pêche non périmée ;

10 % pour le poisson provenant des bateaux qui ne sont pas pourvus d'une licence de pêche ;

2 % pour le poisson introduit, par voie de terre, dans les limites du port.

2° *Taxe de criée.* — Cette taxe reste celle fixée *ad valorem* par l'article 24 de l'arrêté directorial susvisé du 15 juin 1939, soit 3 %.

Elle est réduite à 1 % pour le poisson destiné à être traité en usine.

3° *Taxes d'usage :*

a) Pesage par bascule charretière avec délivrance gratuite d'un ticket du total du poids, par quintal (ou fraction de quintal)

3 fr.

b) Location des magasins aménagés à l'usage des usiniers et des pêcheurs, par mètre carré et par an

500

c) Location des teinturerics de filets, par installation complète et par mois

5.000

d) Location de caisses à poisson, par caisse et par jour

10

e) Accès à la salle de vente, par ticket d'accès pour une criée

10

ART. 2. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entrera en vigueur quinze jours francs après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 9 février 1953.

GIRARD.

Références :

<i>Bulletin officiel</i> n° 1391, du 23-6-1939 ;
— n° 1683, du 26-1-1945 ;
— n° 1763, du 9-8-1946 ;
— n° 1863, du 9-7-1948 ;
— n° 2034, du 19-10-1951.

Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 fixant les taxes de pilotage et de péage sur navires au port de Safi.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 2 janvier 1938 portant création de taxes de pilotage et de péage sur navires au port de Safi ;

Vu le dahir du 30 décembre 1944 fixant le mode d'exploitation du port de Safi ;

Vu le dahir du 6 juillet 1946 approuvant la convention passée le 1^{er} janvier 1945 avec l'Auxiliaire maritime du port de Safi ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'arrêté directorial du 8 septembre 1951 ayant fixé les taux des taxes applicables dans le port de Safi ;

Vu l'avis de la chambre mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Safi ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes sur navires applicables au port de Safi sont fixés ainsi qu'il suit :

I. — PILOTAGE, CHANGEMENT DE MOUILLAGE, MISE A QUAI, AMARRAGE.

(Taxes perçues par l'Auxiliaire maritime.)

a) Pilotage.

1° Navires à propulsion mécanique :	
A l'entrée, par tonneau de jauge brute	2 fr. 40
A la sortie, par tonneau de jauge brute	1 fr. 70
2° Voiliers :	
A l'entrée, par tonneau de jauge brute	5 fr. 70
A la sortie, par tonneau de jauge brute	3 fr. 50
Le minimum de perception, à chaque opération, entrée ou sortie, est fixé à	160 francs

3° Navires de guerre :	
Pour un déplacement inférieur ou égal à 1.000 tonnes.	550 fr.
Pour un déplacement compris entre 1.001 et 3.000 tonnes	1.100
Pour un déplacement compris entre 3.001 et 5.000 tonnes	1.650
Pour un déplacement supérieur à 5.000 tonnes	2.200

b) Changement de mouillage.

1° Navires de commerce :	
Pour une jauge brute inférieure ou égale à 500 tonneaux	440 fr.
Pour une jauge brute comprise entre 501 et 3.000 tonneaux	880
Pour une jauge brute supérieure à 3.000 tonneaux ..	1.870

2° Navires de guerre :	
Pour un déplacement inférieur ou égal à 1.000 tonnes métriques	440 fr.
Pour un déplacement compris entre 1.001 et 3.000 tonnes métriques	1.100
Pour un déplacement supérieur à 3.000 tonnes métriques	1.650

c) Mise à quai.

Par mètre de longueur hors tout, du navire	22 fr.
--	--------

d) Amarrage.

1° Amarrage sur un ou plusieurs coffres :	
Pour les navires d'une jauge brute inférieure ou égale à 500 tonneaux	770 fr.
Pour les navires d'une jauge brute comprise entre 501 et 1.000 tonneaux	1.210
Pour les navires d'une jauge brute comprise entre 1.001 et 3.000 tonneaux	2.420
Pour les navires d'une jauge brute supérieure à 3.000 tonneaux	3.850

2° Amarrage en pointe sur un ouvrage fixe :	
Pour les navires d'une jauge brute inférieure ou égale à 500 tonneaux	710 fr.
Pour les navires d'une jauge brute comprise entre 501 et 1.000 tonneaux	1.210
Pour les navires d'une jauge brute comprise entre 1.001 et 3.000 tonneaux	2.420
Pour les navires d'une jauge brute supérieure à 3 000 tonneaux	3.850
3° Amarrage des navires de guerre :	
Pour les navires de guerre d'un déplacement inférieur ou égal à 500 tonnes	710 fr.
Pour les navires de guerre d'un déplacement compris entre 501 et 1.000 tonnes	1.210
Pour les navires de guerre d'un déplacement compris entre 1.001 et 3.000 tonnes	2.420
Pour les navires de guerre d'un déplacement supérieur à 3.000 tonnes	3.850
4° Manœuvre d'amarres :	
Amarrage	440 fr.
Désamarrage	200
5° Envoi d'amarres par vedette :	
A l'arrivée	550 fr.

II. — PÉAGES SUR NAVIRES.

(Taxes perçues par l'administration.)

a) Stationnement.

Par tonneau de jauge brute et par jour :	
De 1 à 500 tonneaux	4 fr.
De 501 à 1.000 —	3
De 1.001 à 3.000 —	2
Au-dessus de 3.000 tonneaux	1

b) Péage sur marchandises.

Par tonne métrique de marchandise embarquée ou débarquée (sauf phosphates embarqués)	10 fr.
Par tonne métrique de phosphate embarqué	60

ART. 2. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entrera en vigueur quinze jours francs après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 9 février 1953.

GIRARD.

Références :

<i>Bulletin officiel</i> n° 1320, du 11-2-1938 ;
— n° 1347, du 19-8-1938 ;
— n° 1683, du 26-1-1945 ;
— n° 1763, du 9-8-1946 ;
— n° 2034, du 19-10-1951.

Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 fixant les taxes de remorquage, aconage, magasinage et autres opérations dans le port d'Agadir.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 15 mars 1943 portant création de taxes de péage et d'amarrage et de services accessoires dans le port d'Agadir, complété par le dahir du 1^{er} octobre 1943 ;

Vu l'arrêté directorial du 18 mars 1943 relatif à la création de services accessoires au port d'Agadir ;

Vu l'arrêté directorial du 8 janvier 1952 réglementant l'exploitation du port d'Agadir ;

Vu l'arrêté directorial du 8 janvier 1952 fixant la réglementation et la taxation des opérations d'aconage, manutention, stationnement, magasinage et autres opérations dans le port d'Agadir ;

Vu l'arrêté directorial du 25 janvier 1952 fixant le taux des taxes applicables dans le port d'Agadir ;

Vu la convention passée le 8 juillet 1952 avec l'Auxiliaire maritime du port d'Agadir, relative à la gérance de certains services d'exploitation du port d'Agadir ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'avis de la chambre mixte d'Agadir ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs fixés par l'arrêté susvisé du 25 janvier 1952 sont modifiés ainsi qu'il suit :

REMORQUAGE.

1° Navires de haute mer.

a) Entrée, par remorqueur employé et par mouvement de jour :

De 1 à 1.000 tonneaux de jauge brute, par tonneau.	11 fr.
avec minimum de perception de	5.500
De 1.001 à 2.000 tonneaux de jauge brute	12.100
De 2.001 à 3.000 — —	13.200
De 3.001 à 4.000 — —	15.400
De 4.001 à 5.000 — —	17.600
De 5.001 à 6.000 — —	18.700
De 6.001 à 7.000 — —	20.400
De 7.001 à 8.000 — —	23.100
Au-delà de 8.000 tonneaux, par millier de tonneaux ou fraction au-delà	1.870

b) Sortie : même tarif qu'à l'entrée diminué de 10 %.

c) Indemnité pour attente au cas où le remorquage ne peut commencer à l'heure indiquée par l'usager et pour cause provenant de son fait :

Pour la première heure	3.300 fr.
Pour la seconde heure	2.800
Pour la troisième heure et chacune des heures suivantes	2.000

2° Mouvements d'engins de servitude,

chalands, navires de pêche, etc., « Tarif au mouvement ».

Dans le port (à l'abri des jetées), par mouvement et par remorqueur	1.800 fr.
Dans l'avant-port, par mouvement et par remorqueur	2.700

Toutes les taxes de remorquage sont majorées de 25 % pour les opérations effectuées en dehors des heures normales,

Elles supportent une majoration spéciale de 50 % portant sur leur montant total (y compris, le cas échéant, la majoration de 25 % pour les opérations effectuées les jours fériés (dimanches et fêtes légales).

EMBARQUEMENT, DÉBARQUEMENT DES PASSAGERS ET BAGAGES (navires non accostés).

Transport du quai à bord et vice-versa, par barcasse ou canot :
Par passager et par voyage

110 fr.	
Bagages (autres que ceux manifestés comme mobilier) :	
Par unité d'un poids inférieur à 100 kilos	50
Au-dessus de 100 kilos, taxe supplémentaire par 100 kilos ou fraction de 100 kilos	35
Valises et colis à main	20

Transport des quais aux magasins ou au dépôt de bagages et vice-versa :

Par colis et par 100 kilos	20 fr.
----------------------------------	--------

Magasinage et consignation des bagages (à l'unité) :

Le premier jour	20 fr.
Pour chaque jour en plus	10

DÉBARQUEMENT, EMBARQUEMENT, MANIPULATION A TERRE DES MARCHANDISES.

I. — Marchandises ordinaires (par tonne).

1 ^{re} catégorie	390 fr.
2 ^e —	340
3 ^e —	300
4 ^e —	220

II. — Articles à l'unité.

Piano	1.540 fr.
Brouette	35
Bicyclette	55
Motocyclette	190
Cercueil	825
Wagónnet	330
Araba, charrette, voiture ou embarcation, chaland, camion (d'un poids ne dépassant pas 500 kilos)	770
De 500 à 800 kilos	990
Au-dessus de 800 kilos	1.210
Voiture de tourisme ou autocar :	
D'un poids ne dépassant pas 1.000 kilos	2.530
Au-dessus de 1.000 kilos	3.850
Locomotive, wagon, remorque d'auto, camion automobile, tracteur, rouleau compresseur, jusqu'à 6.000 kilos	5.500
Wagon d'un poids inférieur à 2.000 kilos	2.200
De 2.000 à 6.000 kilos	4.400

III. — Animaux vivants.

Pour chaque cheval, mulet, chamæau, bœuf :	
En box	330 fr.
Sans box	220
Pour chaque âne et veau sans box	70
Pour chaque porc	45
Pour chaque mouton, chèvre	25
Embarquement par passerelle :	
Pour chaque porc	25 fr.
Pour chaque mouton et chèvre	11

IV. — Matières précieuses d'or, d'argent, de platine, bijoux (à l'embarquement ou au débarquement).

a) Taxe fixe :

Colis de 0 à 20 kilos, l'unité	55 fr.
Colis de 21 à 50 kilos, l'unité	100
Colis de 51 à 100 kilos, l'unité	120

b) Taxe ad valorem :

Par 1.000 francs sur valeur reconnue en douane	10 fr.
--	--------

V. — Colis postaux.

Par colis	25 fr.
-----------------	--------

VI. — Marchandises dangereuses et inflammables.

1 ^{re} catégorie, la tonne	500 fr.
2 ^e — —	490

VII. — Transbordement de navire à navire par allège.

Marchandises de 1 ^{re} catégorie, la tonne	165 fr.
— de 2 ^e — —	155
— de 3 ^e — —	145
— de 4 ^e — —	110
— dangereuses et inflammables, la tonne ..	220

VIII. — Colis lourds.

Pour les colis d'un poids supérieur à 6.000 kilos :	
Par demi-heure de retard de l'opération, si ce retard est imputable au navire	1.320 fr.

Les taxes d'embarquement ou débarquement sont les suivantes :

Colis d'un poids compris entre 6.000 et 10.000 kilos, par tonne	1.650 fr.
Colis d'un poids supérieur à 10.000 kilos, par tonne	2.420

IX. — *Ristournes aux navires utilisant leurs propres engins.*

Par tonne chargée ou déchargée	30 fr.
--------------------------------------	--------

X. — *Majoration des taxes.*

P.M. (cf. arrêté directeur du 8 janvier 1952).

Heures supplémentaires d'ouverture des magasins :

Pour les deux premières heures, l'heure	220 fr.
Pour les heures suivantes, l'heure	330
Entre minuit et 6 heures, l'heure	550
Minimum de perception par main desservie ou commandée, par heure	2.000

XI. — *Location d'engins de manutention.*

Par opération, grue électrique	550 fr.
Par opération, grue auto « Nordest » de 11 tonnes	2.200

A la location :

Grue de 2.001 à 5.000 kilos :

La demi-journée	1.650 fr.
La journée	2.750

XII. — *Location d'allège.*

Par tonne de portée en lourd de l'allège, la journée	55 fr.
Par tonne de portée en lourd de l'allège, la demi-journée.	45

XIII. — *Location de défenses de quai.*

Par jour et par poste :

Navires jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute	520 fr.
Navires au-delà de 1.500 tonneaux de jauge brute	650

XIV. — *Taxes de stationnement.*

1° Marchandises ordinaires entreposées dans les magasins (par 100 kilos) :

Du 1 ^{er} au 20 ^e jour inclus	10 fr.
Du 21 ^{er} au 30 ^e —	55
Du 31 ^{er} au 40 ^e —	100
Du 41 ^{er} au 50 ^e —	155
Du 51 ^{er} au 60 ^e —	220
Du 61 ^{er} au 70 ^e —	310
Du 71 ^{er} au 80 ^e —	375
Du 81 ^{er} au 90 ^e —	465

2° Marchandises ordinaires inflammables et munitions de sûreté (par 100 kilos) :

Du 2 ^e au 7 ^e jour inclus	25 fr.
Du 8 ^e au 11 ^e —	55
Du 12 ^e au 15 ^e —	100
Du 16 ^e au 20 ^e —	120
Du 21 ^e au 25 ^e —	155
Du 26 ^e au 30 ^e —	165

3° Marchandises dites « en transbordement » :

Du 21 ^{er} au 30 ^e jour	11 fr.
Du 31 ^{er} au 40 ^e —	55
Du 41 ^{er} au 50 ^e —	100
Du 51 ^{er} au 60 ^e —	155
Du 61 ^{er} au 70 ^e —	220
Du 71 ^{er} au 80 ^e —	300
Du 81 ^{er} au 90 ^e —	365

Les marchandises entreposées sous hangar ou sur terre-plein (avec sous-trait et bâches) bénéficient d'une réduction de 20 %.

Les marchandises entreposées sur terre-plein (sans sous-trait ni bâches) bénéficient d'une réduction de 50 %.

4° Animaux vivants, taxes de parage :

Chameaux, chevaux, bœufs	16 fr.
Porcins	10
Moutons, chèvres	8

5° Charbons en entrepôts (par mètre carré et par an) :

Jusqu'à 50 mètres carrés	300 fr.
De 51 à 100 mètres carrés	250
De 101 à 150 mètres carrés	210
Au-dessus de 150 mètres carrés	130

Le pesage préalable de charbon sur bascule wagonnière sera payé à raison de 20 francs par tonne pesée.

6° Location de magasins et terre-pleins :

terre-pleins, par mètre carré et par mois :

Jusqu'au 4 ^e mois	25 fr.
Du 5 ^e au 8 ^e mois	45
Du 9 ^e au 12 ^e mois	55
Au-dessus d'un an	70
Magasins, par mètre carré et par mois	75

TAXES D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE.

1° Marchandises ordinaires, par 1.000 francs de valeur couverte et par décade	0 fr. 40
2° Marchandises dangereuses et inflammables par 1.000 francs de valeur couverte et par décade	4 fr.

UTILISATION DES VOIES FERRÉES DU PORT.

Par tonne brute de marchandises transportées	11 fr.
--	--------

FOURNITURE D'EAU AUX NAVIRES.

1° Navires fournissant les manchettes nécessaires, par tonne.	45 fr.
2° Livraison par les soins du gérant :	
Pour les 20 premières tonnes	80 fr.
De 21 à 50 tonnes	65
Au-dessus de 50 tonnes	55
3° Prise à la canalisation, aconage et livraison à bord dans les soutes par les soins du gérant :	
Pour les 20 premières tonnes	199 fr.
De 21 à 50 tonnes	130
Au-dessus de 50 tonnes	110
4° Prise à la canalisation, aconage et reprise par le matériel du navire dans les citernes du gérant :	
Pour les 20 premières tonnes	165 fr.
De 21 à 50 tonnes	120
Au-dessus de 50 tonnes	100

5° Fourniture d'eau épurée, prise à la station d'épuration, la tonne

A tous les prix ci-dessus s'ajoute le prix facturé au service d'exploitation par le concessionnaire de la distribution d'eau de la ville d'Agadir.

SERVICES ACCESSOIRES.

1° Location d'amarres (par poste et par 24 heures) :	
Navires jusqu'à 1.500 tonneaux de jauge brute	2.790 fr.
Navires au-dessus de 1.500 tonneaux de jauge brute ..	4.400
2° Location d'engins de manutention ne servant ni à l'embarquement ni au débarquement des marchandises :	
Élingues, pattes à futailles, filets métalliques, par tonne manipulée	13 fr.
Filets en filin pour marchandises délicates, par tonne manipulée	16
Bouquets à filets, par tonne manipulée	4
Plateaux à marchandises avec bouquets, par tonne manipulée	16

Bennes preteuses :					
Par demi-journée	1.900 fr.				
Par journée	3.200				
Bennes basculantes :					
Par demi-journée	390 fr.				
Par journée	720				
Caillebotis, par unité et par jour	6				
Remorques 8 tonnes :					
Par journée	1.400 fr.				
Par demi-journée	800				
Par heure	250				
Remorques 6 tonnes :					
Par journée	1.000 fr.				
Par demi-journée	700				
Par heure	250				
Tombereaux de 3 tonnes :					
Par journée	700 fr.				
Par demi-journée	390				
Par heure	200				
Chariot 1 tonne :					
Par journée	390 fr.				
Par demi-journée	200				
Tracteurs (de 7 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, avec fourniture de chauffeur et de l'essence et huile) :					
Par journée	6.600 fr.				
Par demi-journée	4.400				
Par heure	1.100				
Cadre vide avec remorque, par jour	2.000 fr.				
3° Transport de marchandises depuis les magasins ou terre-pleins de stationnement jusqu'aux magasins ou terre-pleins hors de la zone de stationnement ou vice-versa, la tonne	100 fr.				
4° Opérations diverses :					
a) Arrimage avec classement spécial permettant le comptage ou le cubage :					
Briques, tuiles, carreaux en vrac, planches et mardriers, par tonne	150 fr.				
Traverses de chemins de fer, rails et poutrelles en fer, tôles et fers profilés, par tonne	60				
Charbon en roche ou en briquettes :					
Jusqu'à 2 mètres de hauteur, par tonne	45				
De 2 mètres à 4 mètres de hauteur, par tonne ..	80				
b) Désarrimage simple en magasin :					
Marchandises ordinaires, y compris celles simplement inflammables :					
1 ^{re} catégorie, la tonne	34 fr.				
2 ^e — —	32				
3 ^e — —	30				
4 ^e — —	25				
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne.	35 fr.				
c) Désarrimage, transport à une distance au plus égale à 50 mètres de la zone de stationnement des marchandises et réarrimage avec classement par marque :					
Marchandises ordinaires, y compris celles simplement inflammables :					
1 ^{re} catégorie, la tonne	110 fr.				
2 ^e — —	100				
3 ^e — —	90				
4 ^e — —	75				
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne.	110 fr.				
d) Désarrimage, transport à une distance au plus égale à 50 mètres de la zone de stationnement des marchandises et réarrimage sans classement :					
1 ^{re} catégorie, la tonne	60 fr.				
2 ^e — —	50				
3 ^e — —	45				
4 ^e — —	40				
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne.	60 fr.				
e) Reconnaissance de la marchandise soit en gare, avec désarrimage et réarrimage, toutes manutentions étant effectuées par le propriétaire des marchandises, par tonne désarrimée et réarrimée :					
1 ^{re} catégorie, la tonne	16 fr.				
2 ^e — —	14				
3 ^e — —	12				
4 ^e — —	10				
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne.	22 fr.				
5° Chargement de charbon de soule (transport du parc au quai et mise à bord) :					
A quai :					
De 0 à 50 tonnes	230 fr.				
De 51 à 100 tonnes	220				
Au-dessus de 100 tonnes	190				
Par allège :					
De 0 à 50 tonnes	170 fr.				
De 51 à 100 tonnes	145				
Au-dessus de 100 tonnes	130				
Les taxes ci-dessus ne donnent lieu à aucune ristourne.					
6° Pesage :					
Bascules charretières ou wagonnières, par quintal métrique (ou fraction)	3 fr.				
Délivrance sur demande d'un détail de pesée contre paiement d'une taxe totale de 5 francs jusqu'à 20 pesées, augmentée de 1 franc pour chaque pesée en sus.					
Autres engins :					
a) Y compris la fourniture des engins avec leurs accessoires, celle des peseurs et celle des ouvriers employés à l'opération pour les colis dont le poids n'excède pas 1.000 kilos :					
1 ^{re} catégorie	45 fr.				
2 ^e —	40				
3 ^e —	35				
4 ^e —	30				
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne pesée	45 fr.				
b) Y compris la fourniture des engins avec leurs accessoires, celle du peseur, mais non celle des ouvriers (pour les colis dont le poids excède 1.000 kilos) :					
1 ^{re} catégorie, la tonne pesée	23 fr.				
2 ^e —	22				
3 ^e —	18				
4 ^e —	15				
Marchandises dangereuses et inflammables, la tonne pesée	23 fr.				
c) Pesage d'animaux :					
Quel que soit l'engin utilisé, par pesée	35 fr.				
7° Transport de colis postaux du quai au bureau de poste, par colis	11 fr.				

USAGE DES CALES DE HALAGE ET TERRE-PLEINS.

A. — Stationnement sur terre-pleins.

a) Navires et embarcations utilisés pour la pêche dont la jauge brute dépasse trois tonneaux :

Séjour en franchise : 4 jours :

Du 4 ^e au 30 ^e jour inclus, par tonneau de jauge brute et par jour	10 fr.
Au-delà du 30 ^e jour, par tonneau de jauge brute et par jour.	30

b) Tous autres navires et remorqueurs, barcasses, chalands, embarcations de servitude, vedettes à moteur, canots, embarcations utilisées pour la pêche dont la jauge brute ne dépasse pas trois tonneaux :

Séjour en franchise : 4 jours.

Au-delà du 4 ^e jour, par mètre carré d'encombrement et par jour	4 fr.
--	-------

B. — Stationnement sur les cales de halage.

Navires de la catégorie a) ci-dessus définie (par tonneau de jauge brute et par jour) :

Du 1 ^{er} au 4 ^e jour	8 fr.
Du 4 ^e au 15 ^e jour inclus	16
Au-delà du 16 ^e jour	32

Navires de la catégorie b) ci-dessus définie :

Du 1 ^{er} au 4 ^e jour, par mètre carré d'encombrement	4 fr.
Au-delà du 4 ^e jour, par mètre carré d'encombrement	8

C. — Hissage ou mise à l'eau.

Pour chacun des mouvements :

Jusqu'au 10 ^e tonneau, par tonneau	660 fr.
Du 11 ^e au 20 ^e tonneau, par tonneau	550 fr.
Du 21 ^e au 50 ^e — —	440
Au-delà du 50 ^e tonneau, par tonneau	330
Minimum de perception par opération	2.900

(Majoration sur ces tarifs de 50 % en dehors des heures normales et de 100 % les jours fériés.)

ART. 2. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entrera en vigueur quinze jours francs après la date de sa publication au *Bulletin officiel* du Protectorat.

Rabat, le 9 février 1953.

GIRARD.

Références :

<i>Bulletin officiel</i> n° 1592, du 30-4-1943 ;
— n° 1620, du 12-11-1943 ;
— n° 2054, du 7-3-1952 ;
— n° 2067, du 6-6-1952 ;
— n° 2086, du 17-10-1952.

Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 modifiant les taxes de pilotage et de péage sur navires dans le port d'Agadir.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 15 mars 1943 portant création de taxes de péage et d'amarrage et de services accessoires au port d'Agadir, complété par le dahir du 1^{er} octobre 1943 ;

Vu l'arrêté directorial du 18 mars 1943 relatif aux taxes de péage sur navires et d'amarrage au port d'Agadir ;

Vu l'arrêté directorial du 8 janvier 1952 réglementant l'exploitation du port d'Agadir ;

Vu l'arrêté directorial du 25 janvier 1952 fixant les taux des taxes applicables dans le port d'Agadir ;

Vu la convention passée le 8 juillet 1952 avec l'Auxiliaire maritime du port d'Agadir, relative à la gérance de certains services d'exploitation du port d'Agadir ;

Vu l'arrêté directorial du 30 septembre 1952 instituant un service de pilotage obligatoire et fixant les taxes afférentes à ce service et à l'amarrage des navires au port d'Agadir ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu l'avis de la chambre mixte d'Agadir ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs fixés par les arrêtés susvisés des 25 janvier et 30 septembre 1952 sont modifiés ainsi qu'il suit :

PILOTAGE.

A. — Pilotage.

1^o Navires de commerce, plaisance ou pêche, par tonneau de jauge brute :

Navires à propulsion mécanique :

Entrée	2 fr. 40
Sortie	1 fr. 70

Voiliers :

Entrée	5 fr. 70
Sortie	3 fr. 50

Majoration de 20 % pour pilotage de nuit, soit pour tous mouvements terminés après 19 heures ou commencés avant 6 heures.

Minimum de perception, à chaque opération, entrée ou sortie	160 fr.
---	---------

2^o Navires de guerre, par opération :

Pour un déplacement inférieur ou égal à 1.000 tonnes métriques

Pour un déplacement compris entre 1.001 à 3.000 tonnes métriques

Pour un déplacement compris entre 3.001 à 5.000 tonnes métriques

Pour un déplacement supérieur à 5.000 tonnes métriques

B. — Changement de mouillage.

1^o Navires de commerce, plaisance ou pêche, par opération :

Navire de jauge brute inférieure ou égale à 500 tonneaux

Navire de jauge brute comprise entre 501 et 1.000 tonneaux

Navire de jauge brute supérieure à 3.000 tonneaux

2^o Navires de guerre, par opération :

Pour un déplacement inférieur ou égal à 1.000 tonnes métriques

Pour un déplacement compris entre 1.001 et 3.000 tonnes métriques

Pour un déplacement supérieur à 3.000 tonnes métriques

C. — Mise à quai.

Pour tous navires :

Par mètre de longueur hors tout

D. — Amarrage.

1^o Navires de commerce, plaisance ou pêche sur un ou plusieurs coffres :

Navire de jauge brute inférieure ou égale à 500 tonneaux

Navire de jauge brute comprise entre 501 et 1.000 tonneaux

Navire de jauge brute comprise entre 1.001 et 3.000 tonneaux

Navire de jauge brute supérieure à 3.000 tonneaux

Navires en pointe sur un ouvrage fixe :	
Navire de jauge brute inférieure ou égale à 500 tonneaux	710 fr.
Navire de jauge brute comprise entre 501 et 1.000 tonneaux	1.210
Navire de jauge brute comprise entre 1.001 et 3.000 tonneaux	2.420
Navire de jauge brute supérieure à 3.000 tonneaux	3.850
° Navires de guerre (sur coffre ou mise en pointe sur un ouvrage fixe) :	
Pour un déplacement inférieur ou égal à 500 tonnes métriques	710 fr.
Pour un déplacement compris entre 501 et 1.000 tonnes métriques	1.210
Pour un déplacement compris entre 1.001 et 3.000 tonnes métriques	2.420
Pour un déplacement supérieur à 3.000 tonnes métriques	3.850

E. — Manœuvre d'amarres.

Pour tous navires, soit pour mise à quai, soit pour mise sur coffre ou en pointe sur ouvrage fixe :

Amarrage	440 fr.
Désamarrage	200
Envoi d'amarres à terre par embarcation	550

A la date d'application du présent arrêté, telle qu'elle résulte de l'article 2 ci-après, l'arrêté directorial du 10 juillet 1951 relatif à l'assistance facultative au pilotage dans les ports de Mazagan, Mogador et Agadir cesse d'avoir effet en ce qui concerne le port d'Agadir.

PÉAGES SUR NAVIRES.

A. — Stationnement.

Par tonneau de jauge brute et par jour :

De 1 à 500 tonneaux	4 fr.
De 501 à 1.000 tonneaux	3
De 1.001 à 3.000 tonneaux	2
Au-dessus de 3.000 tonneaux	1

B. — Péages sur marchandises débarquées ou embarquées.

Par tonne de marchandise

10 fr.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entrera en vigueur quinze jours francs après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 9 février 1953.

GIRARD.

Références :

<i>Bulletin officiel</i> n° 1592, du 30-4-1943 ;
— n° 1620, du 12-11-1943 ;
— n° 2054, du 7-3-1952 ;
— n° 2086, du 17-10-1952.

Arrêté du directeur des travaux publics du 9 février 1953 fixant les taxes applicables à la halle au poisson du port d'Agadir.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu la convention du 8 juillet 1952 avec l'Auxiliaire maritime du port d'Agadir, relative à la gérance de certains services d'exploitation du port d'Agadir ;

Vu le dahir du 7 juin 1947 autorisant le directeur des travaux publics à fixer, par arrêté, les taxes portuaires ;

Vu le dahir du 4 janvier 1949 instituant une taxe de péage sur le poisson débarqué ou introduit dans les limites du port d'Agadir, modifié par les dahirs du 5 août 1950 et du 15 janvier 1951 ;

Vu l'arrêté directorial du 4 octobre 1950 relatif à la taxe sur le poisson débarqué ou introduit dans les limites du port d'Agadir, modifié par arrêté du 28 juillet 1952 ;

Vu l'arrêté directorial du 29 décembre 1951 fixant les taxes de criée à percevoir sur le poisson mis en vente à la halle au poisson d'Agadir ;

Vu l'arrêté directorial du 25 janvier 1952 fixant le taux des taxes applicables dans le port d'Agadir, modifié par l'arrêté du 12 septembre 1952 ;

Vu l'avis de la chambre mixte d'Agadir ;

Vu l'avis conforme du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des taxes applicables à la halle au poisson d'Agadir sont fixés ainsi qu'il suit :

1° *Taxes de péage sur le poisson.* — Ces taxes restent celles fixées *ad valorem* par l'arrêté directorial susvisé du 28 juillet 1952, soit :

2 % pour le poisson provenant des bateaux attachés à l'un des ports de la zone française du Maroc ;

5 % pour le poisson provenant des bateaux qui ne sont pas attachés à l'un des ports de la zone française du Maroc, mais qui sont pourvus d'une licence de pêche non périmée ;

10 % pour le poisson provenant des bateaux qui ne sont pas pourvus d'une licence de pêche ;

2 % pour le poisson introduit par voie de terre dans les limites du port d'Agadir.

2° *Taxe de criée.* — Cette taxe reste celle fixée *ad valorem* par l'arrêté directorial susvisé du 29 décembre 1951, soit 3 %.

Elle est réduite à 1 % pour le poisson destiné à être traité en usine.

3° *Taxes d'usage :*

a) Manipulation de poisson :

Par caisse	45 fr.
Duplicata de bon de dépôt	40

b) Fourniture d'eau douce (non compris tarif R.E.I.P.) :

Manches fournies par le bateau	11 fr.
Manches fournies par la halle	55

c) Pesage par bascule charretière :

Pesage global de chaque apport (de jour)	5 fr.
Pesage global de chaque apport (de nuit)	12

d) Locations diverses :

Bureaux : par mètre carré et par mois	150 fr.
Magasins aux armateurs, par mètre carré et par mois	75
Stalles de mareyeurs, par stalle et par mois	20.000
Location de chariots, par unité et par opération	20
Utilisation du monte-charge, par tonne manipulée	100

ART. 2. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, entrera en vigueur quinze jours francs après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 9 février 1953.

GIRARD.

Références :

<i>Bulletin officiel</i> n° 1981, du 13-10-1950 ;
— n° 2054, du 7-3-1952 ;
— n° 2060, du 18-4-1952 ;
— n° 2086, du 17-10-1952.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 13 février 1953 une enquête publique est ouverte du 23 février au 5 mars 1953, dans la circonscription de contrôle civil de Port-Lyautey-banlieue,

à Port-Lyautey, sur le projet de prise d'eau par pompage dans un puits, au profit de M^{me} Tertian Yvonne, propriétaire à Sidi-Yahya-du-Rharb.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Port-Lyautey-banlieue, à Port-Lyautey.

* *

Par arrêté du directeur des travaux publics du 14 février 1953 une enquête publique est ouverte du 23 février au 4 mars 1953, dans l'annexe de contrôle civil de Sidi-Slimane, à Sidi-Slimane, sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de la Société marocaine des plantations de Lalla-Ito.

Le dossier est déposé dans les bureaux de l'annexe de contrôle civil de Sidi-Slimane, à Sidi-Slimane.

* *

Par arrêté du directeur des travaux publics du 16 février 1953 une enquête publique est ouverte du 23 février au 24 mars 1953, dans la circonscription de contrôle civil des Aït-Ouirir, sur le projet de prise d'eau par captage dans le lit de l'oued Zat, au profit du contrôle civil des Aït-Ouirir.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil des Aït-Ouirir.

* *

Par arrêté du directeur des travaux publics du 20 février 1953 une enquête publique est ouverte du 2 mars au 3 avril 1953, dans la circonscription de contrôle civil de Tissa, à Tissa, sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Inaouène, au profit de M. le chérif Mohamed el Ouazzani.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Tissa, à Tissa.

Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 12 février 1953 modifiant l'arrêté directorial du 20 janvier 1938 prescrivant les mesures à prendre en vue de la prophylaxie de la tuberculose des bovidés.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté du directeur des affaires économiques du 20 janvier 1938 prescrivant les mesures à prendre en vue de la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, tel qu'il a été modifié par l'arrêté directorial du 1^{er} février 1952,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 14 (1^{er} alinéa) de l'arrêté susvisé du 20 janvier 1938 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 14. — (1^{er} alinéa)
« Toutefois, l'indemnité allouée ne pourra dépasser 30.000 francs pour l'abattage d'un animal de race marocaine ou croisée, et 50.000 francs pour un animal de race laitière importée. »

ART. 2. — Cet arrêté prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1953.

ART. 3. — L'arrêté directorial susvisé du 1^{er} février 1952 modifiant l'arrêté du 20 janvier 1938, est abrogé.

Rabat, le 12 février 1953.

FORESTIER.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2104, du 20 février 1953, page 262.

Dahir du 24 janvier 1953 (8 jourmada I 1372) autorisant la création de lotissements agricoles dans le périmètre irrigable des Triffa (Oujda).

Cahier des charges réglementant la mise en attribution des lots de culture.

ART. 12.

En lieu de :

« Les demandes seront examinées à la région civile d'Oujda par une commission composée ainsi qu'il suit : » ;

Lire :

« Les demandes seront examinées à la région civile d'Oujda par une commission à laquelle assisteront, avec voix délibérative, le directeur de l'agriculture et des forêts ou son représentant et le délégué du Grand Vizir à l'agriculture, qui sera composée ainsi qu'il suit : »

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Arrêté viziriel du 14 février 1953 (29 jourmada I 1372) relatif au remboursement des frais de voyage des fonctionnaires empruntant la voie de l'Espagne à l'occasion de leurs congés dans la métropole.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 24 février 1934 (10 kaada 1352) modifiant l'arrêté viziriel du 23 février 1922 (25 jourmada II 1340) portant réglementation des congés du personnel ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 mai 1939 (29 rebia I 1358) fixant des mesures transitoires pour l'application de certaines dispositions de l'arrêté viziriel du 23 février 1922 (25 jourmada II 1340) portant réglementation sur les congés du personnel ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 octobre 1947 (21 kaada 1366) fixant les conditions de remboursement des frais de voyage des fonctionnaires empruntant la voie de l'Espagne à l'occasion de leurs congés administratifs ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article unique de l'arrêté viziriel susvisé du 6 octobre 1947 (21 kaada 1366) est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Article unique. —

(3^e alinéa.) « Ce remboursement s'effectue sur la base d'un forfait comprenant le prix du voyage par voie de terre du lieu de la résidence à Tanger et retour et le montant de la réquisition maritime Tanger-Marseille, aller et retour, dans les classes où les intéressés sont admis à se déplacer. Toutefois, sur la demande des bénéficiaires, ce remboursement forfaitaire pourra donner lieu à un paiement qui sera effectué à concurrence des 7/8^{es} avant le départ en congé ; le 1/8^e restant sera versé au retour. Les sommes ainsi déduites ne seront acquises que sous la réserve que le fonctionnaire fournisse, dès son retour, la preuve que lui-même et chacun des membres de sa famille ayant bénéficié des dispositions ci-dessus a effectivement traversé l'Espagne pour se rendre dans la métropole ; toute fraude entraînera le rembour-

« sement des sommes indûment perçues, sans préjudice des sanctions disciplinaires qui pourront être prises à l'encontre des intéressés.

« Les fonctionnaires et agents »
(La suite sans modification.)

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet du 1^{er} janvier 1953.

Fait à Rabat, le 29 jourada I 1372 (14 février 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 février 1953.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

TEXTES PARTICULIERS

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Arrêté viziriel du 14 février 1953 (29 jourada I 1372) modifiant l'arrêté viziriel du 18 mai 1939 (28 rebia I 1358) portant organisation du personnel du service topographique chérifien.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 18 mai 1939 (28 rebia I 1358) portant organisation du personnel du service topographique chérifien ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 août 1942 (8 chaabane 1361) modifiant et complétant l'arrêté viziriel susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 1^{er} de l'article 12 de l'arrêté viziriel susvisé du 18 mai 1939 (28 rebia I 1358), tel qu'il a été modifié, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 12. — Peuvent être nommés au choix chefs dessinateurs-calculateurs de 2^e classe, les dessinateurs-calculateurs principaux ayant au moins six ans d'ancienneté dans ce grade et inscrits sur une liste d'aptitude établie après avis de la commission d'avancement.

« Les dessinateurs-calculateurs principaux de 1^{re} classe pourront bénéficier, lors de leur promotion au grade de chef dessinateur-calculateur de 2^e classe, de l'ancienneté acquise dans la limite maximum de dix-huit mois, après avis de la commission d'avancement. »

(La suite de l'article sans modification.)

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1951.

Fait à Rabat, le 29 jourada I 1372 (14 février 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 février 1953.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 9 février 1953 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de commis stagiaires de la direction de l'agriculture et des forêts.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 18 mars 1939 formant statut du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat et les textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 mars 1942 portant organisation du personnel de la direction de la production agricole et les textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 mars 1948 relatif à l'organisation des cadres secondaires du personnel administratif de certaines administrations publiques ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des candidats marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat ;

Vu le dahir du 23 janvier 1951 fixant de nouvelles dispositions relatives au régime des emplois réservés aux Français ou aux Marocains dans les cadres généraux des administrations publiques ;

Vu l'arrêté directorial du 6 octobre 1950 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par les services relevant de la direction de l'agriculture et des forêts,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours est ouvert à partir du 27 avril 1953, à Rabat, pour dix-neuf emplois de commis stagiaire à la direction de l'agriculture et des forêts.

Six de ces emplois sont réservés aux candidats marocains en application du dahir du 14 mars 1939 ; six autres emplois sont réservés aux bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951.

Le nombre maximum de places susceptibles d'être attribuées aux candidats du sexe féminin est fixé à quatre.

ART. 2. — Les conditions d'admission à ce concours sont celles fixées par l'article 6 de l'arrêté viziriel susvisé du 15 mars 1942 et par l'article 8 de l'arrêté viziriel susvisé du 18 mars 1939.

ART. 3. — Les épreuves du concours organisées dans les conditions fixées par l'arrêté directorial susvisé du 6 octobre 1950, et les conditions de notation de ces épreuves sont celles prévues par les articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 8 octobre 1952 ouvrant un concours pour le recrutement de commis stagiaires (B.O. n° 2085, du 10 octobre 1952, p. 1399).

ART. 4. — Les candidats devront adresser leur demande avant le 11 mars 1953, délai de rigueur, à la direction de l'agriculture et des forêts (service administratif), en précisant s'ils désirent subir l'épreuve facultative de langue arabe et en y joignant, sauf si leur dossier est déjà constitué à cette direction :

- 1° Un extrait d'acte de naissance ;
- 2° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ;
- 3° Un certificat médical, dûment légalisé, constatant l'aptitude physique à l'emploi ;
- 4° Un état signalétique et des services militaires, le cas échéant ;
- 5° Les copies certifiées conformes des diplômes dont ils sont titulaires, le cas échéant, et une note relative aux emplois qu'ils ont déjà occupés,

et, s'il y a lieu, toutes pièces établissant qu'ils sont ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

Rabat, le 9 février 1953.

FORESTIER.

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES

Arrêté viziriel du 14 février 1953 (29 jourada I 1372) relatif à l'intégration additionnelle d'agents principaux et agents des installations dans le cadre des contrôleurs principaux et contrôleurs des installations électromécaniques des postes, télégraphes et téléphones.

LE GRAND VIZIR,

Vu les arrêtés viziriels du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) portant organisation, l'un du personnel administratif, l'autre du personnel

d'exécution de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, et les arrêtés viziriels subséquents qui les ont modifiés ou complétés ;

Vu l'arrêté viziriel du 2 juillet 1927 (2 moharrem 1346) déterminant les conditions d'avancement de classe et de grade du personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones ;

Vu l'arrêté viziriel du 24 avril 1950 (6 rejeb 1369) déterminant les dispositions statutaires transitoires applicables aux fonctionnaires intégrés dans le corps des contrôleurs et contrôleurs principaux des installations électromécaniques de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans la limite de neuf emplois, les agents principaux et agents des installations, inscrits sur une liste d'aptitude additionnelle dressée par la commission d'avancement, pourront être intégrés dans le cadre définitif des contrôleurs principaux et contrôleurs des installations électromécaniques des postes, télégraphes et téléphones.

ART. 2. — La situation des agents principaux et agents des installations dans le nouveau cadre des contrôleurs principaux et contrôleurs des installations électromécaniques sera déterminée par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet au point de vue de l'ancienneté à compter du 1^{er} octobre 1949, au point de vue pécuniaire à compter du :

1^{er} janvier 1951 pour sept emplois ;

1^{er} décembre 1951 pour deux emplois.

Fait à Rabat, le 29 jourmada 1 1372 (14 février 1953).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 février 1953.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 20 février 1953 il est créé à l'Imprimerie officielle du Protectorat :

1° A compter du 1^{er} mars 1953, par transformation de deux emplois d'auxiliaire :

Un emploi de dame employée ;

Un emploi de chaouch.

2° A compter du 1^{er} mars 1953 :

Deux emplois de demi-ouvrier ;

Un emploi d'aide-manutentionnaire.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 20 février 1953 l'arrêté du 13 octobre 1952 portant création de postes à la direction de l'instruction publique à compter du 1^{er} janvier 1951, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 25 octobre 1952, est modifié ainsi qu'il suit :

Service central.

Supprimer un emploi de commis.

Service de l'enseignement primaire et secondaire musulman.

Ajouter un emploi de commis.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 20 février 1953 sont créés à la légion de gendarmerie du Maroc, chapitre 35, article premier :

A compter du 1^{er} janvier 1953 :

Un emploi de capitaine ;

Un emploi d'adjudant-chef ;

Un emploi d'adjudant ;

Trois emplois de maréchal des logis-chef ;

Dix-neuf emplois de gendarme.

Par arrêté du directeur des finances du 12 février 1953 il est créé à l'administration centrale de la direction des finances :

I. — Transformations d'emplois.

A compter du 1^{er} janvier 1953 :

Un emploi de sous-directeur, par transformation d'un emploi de contrôleur financier (I.C.F.) ;

Un emploi de dactylographe, par transformation d'un emploi d'agent journalier (I.C.F.) ;

Neuf emplois au service de l'ordonnancement mécanographique, par transformation de neuf emplois d'agent journalier, dont :

Trois emplois d'opérateur ou aide-opérateur (emplois pouvant être tenus par des commis) ;

Trois emplois de perceuse-vérifieuse ;

Un emploi de contrôleur mécanographe ;

Deux emplois de chaouch ;

Un emploi d'agent public de 3^e catégorie, par transformation d'un emploi d'agent journalier (cabinet et secrétariat) ;

Un emploi d'inspecteur de comptabilité, par transformation d'un emploi de contrôleur de comptabilité au C.E.D. (section du personnel).

II. — Créations d'emplois.

A compter du 1^{er} avril 1953 :

Un emploi de commis (service du personnel et des pensions, bureau des pensions) ;

A compter du 1^{er} mai 1953 :

Trois emplois de secrétaire d'administration, dont :

Un au service du budget et de la comptabilité (budget) ;

Un au service du crédit (crédit immobilier) ;

Un au service des changes ;

Un emploi de commis au contrôle des engagements de dépenses (section du personnel) ;

Quatre emplois de dactylographe dont :

Deux au service du trésor et des assurances (bureau central et bureau des assurances) ;

Deux au service des changes ;

A compter du 1^{er} juin 1953 :

Deux emplois de secrétaire d'administration au contrôle des engagements de dépenses (section du personnel) ;

A compter du 1^{er} juillet 1953 :

Un emploi de sténodactylographe au service du personnel et des pensions (pensions) ;

A compter du 1^{er} août 1953 :

Un emploi d'inspecteur au service du crédit (inspections régionales) ;

Un emploi de commis au contrôle des engagements de dépenses (section du personnel) ;

Un emploi de dactylographe au service du budget de la comptabilité (budget) ;

A compter du 1^{er} septembre 1953 :

Deux emplois de sous-chef de bureau dont :

Un au service du crédit (crédit immobilier) ;

Un au service des changes ;

Un emploi de chaouch au contrôle des engagements de dépenses (contrôles régionaux) ;

A compter du 1^{er} novembre 1953 :

Deux emplois de commis dont :

Un au service du trésor et des assurances (bureau central) ;

Un au service du crédit (inspections régionales) ;

A compter du 1^{er} décembre 1953 :

Un emploi de sous-chef de bureau au service du budget et de la comptabilité (budget) ;

Quatre emplois de commis dont :

Un au cabinet et secrétariat ;

Un au service du personnel et des pensions (pensions) ;

Un au contrôle des engagements de dépenses (contrôles régionaux).

Par arrêté du directeur des travaux publics du 5 février 1953 modifiant l'arrêté directorial du 6 février 1952 portant création d'emploi à la direction des travaux publics, la création d'un emploi de chef de bureau aux services centraux (service administratif), prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1952.

Nominations et promotions.

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Sont nommés, après concours :

Commis stagiaire du 1^{er} novembre 1952 : M. Rahali Abdelkader ;

Commis d'interprétariat stagiaires :

Du 1^{er} novembre 1952 : MM. Abdesslem ben Mohamed Loulidi et Mohamed ben el Hosseine ben Bouzid ;

Du 1^{er} décembre 1952 : MM. Abdelaziz ben Mahjoub, Maanaoui Abdelkader, Mounib Ahmed ben Ali et Seffar Driss.

(Arrêtés directoriaux des 17 et 26 décembre 1952, 23, 29, 30 janvier et 5 février 1953.)

Sont nommées, après concours :

Secrétaire sténodactylographe, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1952, avec ancienneté du 16 septembre 1950 (bonification d'ancienneté : 4 ans 3 mois 14 jours), et promue au 3^e échelon du 16 septembre 1952 : M^{me} Chechin Georgette, sténodactylographe de 6^e classe ;

Dactylographe, 1^{er} échelon du 1^{er} mai 1952, avec ancienneté du 1^{er} mars 1951 (bonification d'ancienneté : 1 an 2 mois) : M^{me} Quilichini Jacqueline, agent occasionnel.

(Arrêtés directoriaux des 5 et 29 janvier 1953.)

Est promue *commis principal de classe exceptionnelle* (après 3 ans) du 1^{er} mars 1953 : M^{me} Gadéa Jeanne, commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans). (Arrêté directorial du 6 février 1953.)

Sont nommées, en application de l'arrêté viziriel du 30 juillet 1947, à compter du 1^{er} décembre 1952 :

Commis principaux de classe exceptionnelle (après 3 ans) :

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1950 : M^{me} Coste Odile ;

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1950 : M^{me} Loubère Jeanne, dactylographes hors classe ;

Avec ancienneté du 16 juin 1952 : M^{me} Oustry Madeleine, sténodactylographe hors classe ;

Commis principal de 1^{re} classe, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1951 : M^{me} Mercier Françoise, sténodactylographe de 1^{re} classe. (Arrêtés directoriaux du 23 janvier 1953.)

Est titularisé et nommé *chaouch de 5^e classe* du 1^{er} janvier 1951 : M. Aïnouss Ahmed ben Youssef, chaouch temporaire. (Arrêté directorial du 29 janvier 1953 modifiant l'arrêté directorial du 28 avril 1951 et rapportant l'arrêté directorial du 14 février 1952.)

Sont titularisés et nommés *chaouchs de 5^e classe* du 1^{er} janvier 1952 : MM. Mohamed ben Mustapha et Slimane ben Fadel, chaouchs temporaires. (Arrêtés directoriaux du 29 janvier 1953 modifiant les arrêtés directoriaux du 10 juillet 1952.)

Est nommé, après concours, *commis stagiaire* du 1^{er} novembre 1952 : M. Rinieri André. (Arrêté directorial du 5 janvier 1953.)

Sont nommées, après concours, du 1^{er} juillet 1952 :

Secrétaire sténodactylographe, 3^e échelon, avec ancienneté du 15 août 1951 (bonification d'ancienneté : 6 ans 2 mois 15 jours) : M^{me} Azoulay Denise, sténodactylographe de 6^e classe ;

Secrétaire sténodactylographe, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 15 février 1950 (bonification d'ancienneté : 2 ans 4 mois 15 jours), et promue au 2^e échelon de son grade du 1^{er} juillet 1952 : M^{me} Durand Gilberte, sténodactylographe de 7^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 12 février 1953.)

Est reclassé *commis de 3^e classe* du 1^{er} mars 1949, avec ancienneté du 22 septembre 1946, *commis de 2^e classe* du 1^{er} mai 1949 et promu *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} décembre 1951 : M. Fornali Francis, commis de 3^e classe. (Arrêté directorial du 4 février 1953 modifiant l'arrêté directorial du 9 mai 1950.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisé et nommé à la municipalité de Safi, *sapeur-pompier professionnel*, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 17 janvier 1943, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1945, 2^e échelon du 1^{er} décembre 1947 et reclassé au 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 15 août 1946 (bonification pour services militaires de guerre : 3 ans 3 mois 16 jours) : M. Soumani Bouchta ben el Mamoun. (Arrêté directorial du 10 février 1953 rapportant l'arrêté du 26 juillet 1951.)

Est titularisé et nommé à la municipalité de Meknès, *sous-agent public de 3^e catégorie*, 3^e échelon (*manœuvre ordinaire*) du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} mai 1946, et 4^e échelon du 1^{er} juillet 1949 : M. Hadj ben Seddik ben Mohamed. (Arrêté directorial du 10 février 1953.)

* * *

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Sont nommés *surveillants de prison stagiaires* du 1^{er} octobre 1952 : MM. Anouilh Roger, Chayot Christian, Farines Rémy, Fournier Albert, Gabanou Raymond, Gonzalès Emile, Lehoux Claude, Maillard Jacques, Olivieri Jean et Vanacloy Jean, surveillants temporaires. (Arrêtés directoriaux du 31 décembre 1952.)

Sont nommés, après examen professionnel :

Premiers surveillants de prison de 2^e classe :

Du 1^{er} juillet 1952 : MM. Fournier Maurice et Quessada Henri, surveillants de prison de 1^{re} classe ;

Du 1^{er} décembre 1952 : M. Bugliéry Léon, surveillant de prison de 3^e classe ;

Surveillant commis-greffier de 3^e classe du 1^{er} décembre 1952 : M. Henocq Lucien, surveillant de prison de 5^e classe.

Arrêtés directoriaux du 31 décembre 1952.)

*
*
*

DIRECTION DES FINANCES.

Est nommé, pour ordre, *sous-directeur de 1^{re} classe (indice 600), chef du service des impôts urbains*, du 1^{er} novembre 1952 : M. Bausillon Antoine, directeur de 3^e classe des contributions directes (indice 550), en service détaché. (Arrêté résidentiel du 13 février 1953.)

Sont nommés, après concours :

Commis de 2^e classe du 16 décembre 1952, avec ancienneté du 11 octobre 1952 (bonifications pour services civils : 2 ans 9 mois 4 jours et pour services militaires : 1 an 5 mois 1 jour) : M. Percier André, agent temporaire ;

Commis de 3^e classe du 16 décembre 1952, avec ancienneté du 15 février 1951 (bonification pour services civils : 2 ans 10 mois 1 jour) : M. Namiech André, opérateur temporaire au service de l'ordonnancement mécanographique.

(Arrêtés directoriaux du 3 février 1953.)

Sont nommés *inspecteurs adjoints de 2^e classe* de l'enregistrement et du timbre, du 1^{er} juillet 1952 :

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1951 : M. Repecaud Pierre ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1951 : M. Roche Paul.

inspecteurs adjoints de 2^e classe, en service détaché.

(Arrêtés directoriaux du 20 janvier 1953 rapportant les arrêtés des 10 septembre et 11 décembre 1952.)

Est nommé, après concours, *commis de 3^e classe* du 16 décembre 1952 et reclassé *commis de 2^e classe* à la même date, avec ancienneté du 5 décembre 1951 (bonifications pour services militaires : 10 mois 16 jours et pour services civils : 5 ans 3 mois 17 jours) : M. Gabrielli Roger, agent temporaire. (Arrêté directorial du 12 janvier 1953.)

*
*
*

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Est révoqué de ses fonctions et rayé des cadres de la direction des travaux publics du 19 décembre 1952 : M. Adnasse Sellam, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 2^e échelon. (Arrêté directorial du 13 janvier 1953.)

*
*
*

DIRECTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES MINES.

Est nommé, sur titres, *géologue de 3^e classe* du 1^{er} septembre 1952 : M. Moullard Louis. (Arrêté directorial du 15 octobre 1952.)

*
*
*

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS.

Est promu au service de la conservation foncière, *chef de bureau d'interprétariat de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1952 : M. Salloum Nejib, interprète principal de classe exceptionnelle. (Arrêté directorial du 30 octobre 1952.)

Sont nommés, après concours :

Vétérinaire inspecteur stagiaire de l'élevage du 17 juillet 1952 : M. Vollhardt Yves, docteur vétérinaire ;

Ingénieur des travaux agricoles, 2^e échelon du 20 décembre 1952 : M. Dauple Pierre, chef de pratique agricole de 8^e classe ;

Ingénieur stagiaire des travaux agricoles, 1^{er} échelon du 20 décembre 1952 : M. Grolleau Jean, chef de pratique agricole stagiaire.

Arrêtés directoriaux des 4 août 1952 et 23 janvier 1953.)

Est nommée et reclassée, après concours, *secrétaire sténodactylographe, 2^e échelon* du 1^{er} juillet 1952, avec ancienneté du 24 juillet 1950 : M^{lle} Attias Estelle, sténodactylographe de 6^e classe. (Arrêté directorial du 5 décembre 1952.)

Est reclassé *employé public de 4^e catégorie, 5^e échelon (dessinateur-calqueur)* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 29 septembre 1944 (bonification pour services militaires de guerre : 9 mois 10 jours), et promu au 6^e échelon de son grade du 1^{er} octobre 1947 : M. Nssaïry M'Hamed, employé public de 4^e catégorie, 5^e échelon, du service topographique. (Arrêté directorial du 16 janvier 1953, rapportant l'arrêté du 18 avril 1952.)

Sont titularisés et nommés *gardes de 3^e classe des eaux et forêts* :

Du 1^{er} juin 1952 : M. Renucci Stanislas ;

Du 1^{er} décembre 1952 : M. Stéfani Pierre, gardes stagiaires.

(Arrêtés directoriaux du 26 janvier 1953.)

*
*
*

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Sont promus au service de la jeunesse et des sports :

Chaouch de 1^{re} classe du 1^{er} février 1952 : M. Brahim ben Mohamed, dit « Ben Ali », chaouch de 2^e classe ;

Moniteur de 5^e classe du 1^{er} août 1952 : M. Heinrich André, moniteur de 6^e classe ;

Instructeur de 3^e classe du 1^{er} septembre 1952 : M. Jouault Yves, instructeur de 4^e classe ;

Moniteur de 3^e classe du 1^{er} septembre 1952 : M. Desroziers Joël, moniteur de 4^e classe ;

Instructeur de 6^e classe du 1^{er} octobre 1952 : M. Samouillan Jean, instructeur de 7^e classe ;

Moniteur de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1953 : M. Agostini Serge, moniteur de 2^e classe ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1953 : M. Ahmed ben Mohamed ben Ahmed, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon.

(Arrêtés directoriaux du 21 janvier 1953.)

Sont reclassés, au service de la jeunesse et des sports, *moniteurs de 6^e classe* :

Du 1^{er} juillet 1951, avec ancienneté du 15 juillet 1950 (bonifications pour services d'auxiliaire : 4 mois 16 jours et pour services militaires : 7 mois) : M. Frémont Jean ;

Du 1^{er} juin 1952, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1950 (bonifications pour services d'auxiliaire : 1 an 5 mois et pour services militaires : 1 an) : M. Thiel André.

(Arrêtés directoriaux du 23 janvier 1953.)

Est promu, au service de la jeunesse et des sports, *chaouch de 4^e classe* du 1^{er} février 1949 et *chaouch de 3^e classe* du 1^{er} février 1952 : M. Abderrahmane ben Mohamed ben Djillali, *chaouch de 5^e classe*. (Arrêté directorial du 21 janvier 1953.)

Est promu *adjoint d'inspection de classe exceptionnelle* du 1^{er} janvier 1952 : M. Cogney Hubert, *adjoint d'inspection de 1^{re} classe* du service de la jeunesse et des sports. (Arrêté directorial du 21 janvier 1953.)

Est reclassé *moniteur de 4^e classe* du 1^{er} juin 1952, avec ancienneté du 17 janvier 1952 (bonifications pour services d'auxiliaire : 3 ans 17 jours et pour services militaires : 2 ans 11 mois 27 jours) : M. Rannou Robert. (Arrêté directorial du 23 janvier 1953.)

Est nommé *professeur technique adjoint (cadre unique, 2^e échelon)* du 1^{er} octobre 1952, avec 9 mois d'ancienneté, reclassé au même grade à la même date, avec 4 ans 3 jours d'ancienneté, et promu *professeur technique adjoint, 3^e échelon* du 1^{er} octobre 1952, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1951 : M. Jolly Pierre.

Sont nommés :

Professeurs chargés de cours (cadre unique, 1^{er} échelon) du 1^{er} janvier 1953 :

Avec 1 an 11 mois 1 jour d'ancienneté : M. Nedjar Bahmani ;

Avec 1 an 6 mois 1 jour d'ancienneté : M. Hadji Bachir ;

Répétitrice surveillante de 6^e classe (cadre unique, 1^{er} ordre) du 1^{er} octobre 1952, avec 6 mois d'ancienneté : M^{me} Reynes Geneviève ;

Institutrices et instituteurs de 6^e classe du 1^{er} janvier 1953 :

M^{mes} et M^{lles} Eradès Paule, Clergeaud Madeleine, Ettori Irène, Yriarte Josette, Le Cornec Gisèle, Hondareyte Josette, Ortol Clotilde, Grandin Denise, Benaïm Gisèle, Chuzeville Marie-Thérèse, Robuchon Michèle, Aragni Pierrette, Bertrand Marcelle, Dupac Anne-Marie, Maurice Gilberte, Nicolas Marie-Rose, Pédoussat Julienne et Richer Josette ;

MM. Curinier Christian, Zamora Georges, Combes Jean, Cardonne Michel, Cante Marius, de Graëve Jean, Boissavy André, Denis Jean-Noël et Bouziane Abdeslam ;

Instituteur stagiaire du cadre particulier du 1^{er} octobre 1952 : M. Dahane ben Abdelkader ben Allal ;

Maitresse de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 18 novembre 1952 : M^{lle} Froehly Claude.

(Arrêtés directoriaux des 13, 16, 21, 26, 28, 30 janvier et 3 février 1953.)

Sont reclassés :

Répétiteur surveillant de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre) du 1^{er} octobre 1952, avec 4 ans 2 mois 24 jours d'ancienneté : M. Fort Gérard ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} juin 1950, avec 4 ans 5 mois d'ancienneté, et promue *institutrice de 5^e classe* à la même date, avec 1 an 11 mois d'ancienneté : M^{me} Lefauve Louise ;

Institutrices de 6^e classe :

Du 1^{er} février 1951, avec 8 ans 1 mois 4 jours d'ancienneté : M^{me} Dupont Renée ;

Du 1^{er} avril 1951 :

Avec 2 ans 5 mois 5 jours d'ancienneté : M^{me} Jobert Francine ;

Avec 1 an 3 mois d'ancienneté : M^{me} Lafon Henriette ;

Maitre de travaux manuels de 2^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1950, avec 2 ans 1 mois d'ancienneté, et rangé *maitre de travaux manuels de 2^e classe (cadre normal, 1^{re} catégorie)* du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1948 : M. Durand André ;

Maitre de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1951, avec 1 an 8 mois 4 jours d'ancienneté : M. Fassier Léon ;

Maitresses et maitres de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1950 :

Avec 2 ans 3 mois d'ancienneté, et promue à la 5^e classe de son grade du 1^{er} juillet 1951 : M^{me} Fayaud Huguette ;

Avec 1 an d'ancienneté : M^{me} Duquesne Colette ;

Avec 3 ans 9 mois d'ancienneté, et promu à la 5^e classe de son grade du 1^{er} octobre 1950, avec 2 mois d'ancienneté : M. Deve Roger.

Avec 3 ans 8 mois 6 jours d'ancienneté : M. Garitey Pierre ;

Maitresse et maitres de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1951 :

Avec 5 ans d'ancienneté, et promue à la 5^e classe de son grade du 1^{er} octobre 1951, avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M^{lle} Merelle Yvette ;

Avec 4 ans 8 mois 26 jours d'ancienneté : M. Costa Michel ;

Avec 1 an 10 mois 3 jours d'ancienneté : M. Bedolla Plinio.

(Arrêtés directoriaux des 15, 17, 21, 26, 28 et 30 janvier 1953.)

Est remis à la disposition de son administration d'origine et rayé des cadres de la direction de l'instruction publique du 6 avril 1952 : M. Kammoun Jacques, *instituteur de 2^e classe*. (Arrêté directorial du 10 décembre 1952.)

Est pérennisé dans ses fonctions et prend le titre de *professeur de cours complémentaire* du 1^{er} janvier 1953 : M. Mondoloni Vincent. (Arrêté directorial du 4 février 1953.)

Est rapporté l'arrêté directorial du 21 juillet 1952 portant nomination, à compter du 1^{er} octobre 1952, de M. Huart Jules, en qualité d'*instituteur stagiaire* du cadre particulier. (Arrêté directorial du 26 janvier 1953.)

*
*
*

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Sont reclassés :

Médecins divisionnaires de 1^{re} classe (indice 630 N.H.) du 1^{er} janvier 1952 :

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1945 : M. Lhez Joseph ;

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1945 : M. Le Mitouard René ;

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1949 : M. Palaska Rodolphe ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1949 : M. Mornas Pierre ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1950 : M^{lle} Langlais Marianne ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1950 : M. Higue René ;

Avec ancienneté du 1^{er} décembre 1950 : M. Merlin-Lemas Marie-Armand ;

Avec ancienneté du 1^{er} décembre 1951 : M. Lummeau Jean, *médecins divisionnaires de classe exceptionnelle (indice 630 A.H.)* ;

Médecins divisionnaires de 2^e classe (indice 600 N.H.) du 1^{er} janvier 1952 :

Avec ancienneté du 1^{er} août 1946 : M. Corcuff Charles ;

Sans ancienneté : M. Charbonneau Pierre.

médecins divisionnaires (indice 600 A.H.).

(Arrêtés directoriaux du 13 janvier 1953.)

Est placée dans la position de disponibilité, pour convenances personnelles, du 1^{er} mars 1953 : M^{me} Sénéca Marcelle, *assistante sociale de 4^e classe*. (Arrêté directorial du 29 janvier 1953.)

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Sont nommés, après concours, *agents d'exploitation stagiaires* :
Du 1^{er} avril 1951 : M. Amblard René ;

Du 6 octobre 1952 :

MM. Chekkali Mohamed, Martinez Marcel, Bonillo Jacques, Azencot Jacques, Lucchesi Laurent, Bolon Yves, Thillier Michel et Lafont Christian ;

M^{mes} Danos Josette, Carcelès Emilie, Baldovini Marie-Thérèse, Bonin Elisabeth, Goirand Huguette, Leclère Marguerite, Médioni Fortunée et Le Garzic Marie ;

M^{lles} Pellas Reine, Maurice Lucie, Marion Marie-Louise, de Siles Huguette, Bensadoun Solange, Aubin Jacqueline, Davalan Aline, Lacaze Yvonne, Boutagnon Marie-Jane, Allam Marcelle, Daures Jacqueline, Touali Gilberte, Barre Irène et Hicher Jacqueline.

Est nommé *sous-agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} juillet 1950 et promu au 2^e échelon du 1^{er} mai 1951 : M. Ajoukane ben Saïd, distributeur rural cavalier.

(Arrêtés directoriaux des 30 et 31 décembre 1952, 2, 5, 6, 8, 12 et 13 janvier 1953.)

Sont promus :

Receveurs de 2^e classe (1^{er} échelon) du 1^{er} juillet 1952 : MM. Lévi Michel et Landry Marcel ;

Receveur de 3^e classe (2^e échelon) du 1^{er} décembre 1952 : M. Roy Victor.

(Arrêtés directoriaux des 21 et 23 janvier 1953.)

Sont titularisés et nommés :

Contrôleur, 1^{er} échelon du 16 janvier 1953 : M. Diégo de Alcala Ernest ;

Contrôleurs des I.E.M., 1^{er} échelon du 26 décembre 1952 : MM. Blanca Ernest, Lussac Jean, Sicre Paul, Guillard Régis, Antoine Lucien, Baudet Gérard, Berrod Georges, Oliver Jean-Pierre, François Pierre, Béal Joseph et Teboul Maurice ;

Agents d'exploitation :

1^{er} échelon du 1^{er} avril 1952 : M. Amblard René ;

5^e échelon du 1^{er} janvier 1953 : M^{lle} Aherfi Suzanne.

(Arrêtés directoriaux des 13, 16, 22 et 23 janvier 1953.)

Sont titularisés et reclassés *contrôleurs* :

2^e échelon du 16 janvier 1953 : M. Poulain Robert ;

1^{er} échelon du 16 janvier 1953 : MM. Chiron Robert, Ducou Jacques et Robert Pierre.

(Arrêtés directoriaux des 15 et 16 janvier 1953.)

Est reclassée *contrôleur principal, 4^e échelon* du 12 janvier 1953 : M^{me} Toussaint Jeanne. (Arrêté directorial du 15 janvier 1953.)

Est réintégré *agent d'exploitation, 4^e échelon* du 16 janvier 1953 : M^{me} Lévy Valency. (Arrêté directorial du 22 janvier 1953.)

Sont nommés :

Sous-agents publics de 1^{re} catégorie :

2^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et promu au 3^e échelon du 1^{er} juin 1950 : M. Abdelkadèr ben Hamani, surveillant des lignes ;

2^e échelon du 1^{er} avril 1950 et promu au 3^e échelon du 1^{er} janvier 1951 : M. Meguader Maali, demi-ouvrier monteur ;

1^{er} échelon du 1^{er} août 1950 et promu au 2^e échelon du 1^{er} décembre 1950 : M. Lahssèn ben Hammou, ouvrier des lignes ;

4^e échelon du 1^{er} janvier 1951 : M. Aomar ben Mohamed, surveillant des lignes ;

Sous-agents publics de 3^e catégorie :

1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1949 et promu au 2^e échelon du 1^{er} février 1952 : M. Larbi ben Mohamed, manutentionnaire ;

4^e échelon du 1^{er} janvier 1951 : M. Ahmed ben Mohamed ben Hamou, homme de service.

(Arrêtés directoriaux des 16, 18 et 20 septembre 1952.)

Sont promus :

Ouvrier d'État de 3^e catégorie, 7^e échelon du 16 décembre 1952 : M. Treuillet Pierre ;

Agent des lignes conducteur d'automobiles, 4^e échelon du 21 décembre 1952 : M. Zuppardo Joseph ;

Agent des lignes, 7^e échelon du 1^{er} janvier 1952 : M. Laroche Daniel.

(Arrêtés directoriaux des 5, 6 et 20 janvier 1953.)

Sont titularisés et reclassés :

Agents des installations :

8^e échelon du 1^{er} août 1952 : M. Leïte Serge ;

9^e échelon du 1^{er} juillet 1952 et promu au 8^e échelon du 16 août 1952 : M. La Carbona Nicolas ;

10^e échelon du 1^{er} août 1952 et promu au 9^e échelon du 6 octobre 1952 : M. Fabby Pierre ;

Agents des lignes :

4^e échelon du 1^{er} février 1952 et promu au 3^e échelon du 6 novembre 1952 : M. Drame Jean ;

5^e échelon du 1^{er} février 1952 et promu au 4^e échelon du 11 janvier 1953 : M. Deharo Marcel ;

7^e échelon du 1^{er} février 1952 et promu au 6^e échelon du 26 mai 1952 : M. Hadzi Grégoire-Bernard ;

7^e échelon du 1^{er} février 1952 : M. Martinez Francis.

(Arrêtés directoriaux des 13, 23, 30 et 31 décembre 1952 et du 2 janvier 1953.)

Est réintégré *agent des lignes, 6^e échelon* du 1^{er} décembre 1952 : M. Santoni Jean, en disponibilité. (Arrêté directorial du 12 décembre 1952.)

Est nommé, après concours, *facteur stagiaire* du 1^{er} avril 1952 : M. El Houssine ben Ali ben Chrif. (Arrêté directorial du 18 septembre 1952.)

Est réintégré *facteur, 7^e échelon* du 4 décembre 1952 : M. Benyounés Ouaddoudi. (Arrêté directorial du 12 décembre 1952.)

Honorariat.

Est nommé *contrôleur principal honoraire* de l'enregistrement et du timbre : M. Condomine Paul, contrôleur principal de classe exceptionnelle, en retraite. (Arrêté résidentiel du 16 février 1953.)

Admission à la retraite.

MM. Ayache Israël, agent public de 4^e catégorie, 9^e échelon, et Martinez Joseph, agent public de 4^e catégorie, 5^e échelon, de la direction de l'intérieur, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite et rayés des cadres du 1^{er} mars 1953. (Arrêtés directoriaux du 30 janvier 1953.)

M. Bonfili Edouard, inspecteur, 1^{er} échelon, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de l'Office des P.T.T. du 1^{er} mars 1953. (Arrêté directorial du 17 décembre 1952.)

M^{me} veuve Dutrievoz Louise, contrôleur principal, 4^e échelon, est admise, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite et rayée des cadres de l'Office des P.T.T. du 1^{er} mars 1953. (Arrêté directorial du 5 janvier 1953.)

M. Lamur Clovis, facteur, 1^{er} échelon, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de l'Office des P.T.T. du 1^{er} avril 1953. (Arrêté directorial du 5 janvier 1953.)

M. Bouille Henri, facteur, 1^{er} échelon, est admis, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de l'Office des P.T.T. du 1^{er} avril 1953. (Arrêté directorial du 5 janvier 1953.)

M^{me} Evieux Jeanne, commis principal de classe exceptionnelle (après 3 ans), de la direction de l'intérieur, est admise à faire valoir ses droits à la retraite et rayée des cadres du 1^{er} octobre 1952. (Arrêté directorial du 13 février 1953 modifiant l'arrêté directorial du 11 septembre 1952.)

M. Abbès Belkaïd, ouvrier conducteur imprimeur-minerviste du cadre secondaire du personnel d'atelier de l'Imprimerie officielle, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} mars 1953. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 17 février 1953.)

Résultats de concours et d'examens.

Concours pour l'emploi de secrétaire administratif de municipalité de la direction de l'intérieur des 2 et 3 décembre 1952 et 15 janvier 1953.

Candidats admis (ordre de mérite) : M^{me} Mech Annie et Durand-Souffland, M. Canavaggio Robert, M^{me} Bora Marie-Louise, MM. Sy Boubakar, Vietti Edmond, Barnes Alfred, Stabenu Alfred, Paronau Georges et Vissière Marcel.

Examen de fin de stage des interprètes stagiaires des domaines des 11 et 12 février 1953.

Candidat admis : M. Marty Jacques.

Concours pour l'emploi de mécanicien-dépanneur de l'Office chérifien des P.T.T. des 12 novembre 1952, 20, 21, 22 et 23 janvier 1953.

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Sarrola Jean-Camille, Botella Manuel et Lorenzo René.

Concours pour l'emploi d'agent d'exploitation de l'Office chérifien des P.T.T. des 14 et 15 décembre 1952.

Candidats admis (ordre de mérite) :

A. — Candidats masculins.

MM. Clédât Lucien (1), Halbutier Robert (1), Lefèvre Bernard, Carrion Antoine, Sayag Elie (2) ; ex æquo : Cohen Raphaël (2) et Ouadahi M'Barek ; Macheret Jacques, Salmon Roger, Bastien Pierre, Nonguiet Jacky ; ex æquo : Cœur Jean-Marie (1) et Francaviglia Angelo ; Puig Christian, Darmon Jacques ; ex æquo : Lopez André et Seitschek Walter ;

B. — Candidats féminins.

M^{me} ou M^{les} Klimoff Véra, Landini Josette, Guastalli Noëlle, Albertini Marie, Nouvel de la Flèche Annick, Gasterey Jeanine ; ex æquo : Finot Yvette, Cucchi Jacqueline et Imbeau Anne-Marie ; Asplet Jeanine, Loubaton Odette, Tuiller Renée, Pahaut Monique, Malet Monique, Olivier Annie, Lafitte Monique ; ex æquo : Courat Nicole et Rimbaud Jeanine ; Mathieu Jacqueline ; ex æquo : Marzat Michelle et Antomarchi Félicie ; Ruffie Jeanne, Baësa Claude ; ex æquo : Bègue Yvette et Lonca Georgette ; Ilhac André, Morineau Jeanine, Angelini Marie-Jeanne, Versini Marie-Anna, Florès Marie-Antoinette, Prina Graziella, Garcia Claire, Pinaud Micheline et Morre Evelyn.

(1) Candidats bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951.

(2) Candidats bénéficiaires du dahir du 14 mars 1939.

Concours pour l'emploi d'inspecteur-élève de l'Office chérifien des P.T.T.

A. — Sélection sur titres réservée aux candidats bénéficiaires du dahir du 14 mars 1939 et du dahir du 8 mai 1948.

Candidats retenus (ordre alphabétique) : MM. Ali ben Kacem, Cohen Aaron-Roger, Djillali ben el Haj Mohamed « Loudiyi » et Elalouf Henri.

B. — Concours sur épreuves des 27, 28 et 29 décembre 1952.

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Wyngaard Pierre, Guillard Régis, Meyneng Bernard, Benbarouk Prosper, Battail Henri, Béal Joseph, Arseguel Jean, Mélisson Pierre, Bergis Jacques, Robert Pierre, Moll Vincent ; ex æquo : Berrod Georges et Viala Fernand.

Concession de pensions, allocations et rentes viagères.

Par arrêté viziriel du 14 février 1953 sont concédées et inscrites au grand livre des pensions civiles chérifiennes les pensions énoncées au tableau ci-après :

NOM ET PRÉNOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMERO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants %	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	EFFET
			Princip.	Compl.			
M ^{me} Amoyelle, née Seban Haloua-Lucie.	Agent public de 3 ^e catégorie, 8 ^e échelon (instruction publique) (indice 210).	14286	76	33		1 enfant (1 ^{er} rang).	1 ^{er} octobre 1952.
Jean Adrienne, veuve Arnou Ernest.	Le mari, ex-brigadier de 1 ^{re} classe (sécurité publique) (indice 260).	14287	58/50	33			1 ^{er} novembre 1952.
Orphelins (2) Arnou Ernest.	Le père, ex-brigadier de 1 ^{re} classe (sécurité publique) (indice 260).	14287 (1 et 2)	58/20	33			1 ^{er} novembre 1952.
MM. Beaufile Louis-Lucien-Octave.	Chef comptable, échelle 4, de 2 ^e classe (R.E.I.P.) (indice 335).	14288	42	33			1 ^{er} décembre 1951.
Bey Brahim-Senouci.	Commis principal de classe exceptionnelle (S.G.P.) (indice 240).	14289	63			2 enfants (1 ^{er} et 2 ^e rangs).	1 ^{er} octobre 1952.
Bouffard Charles-Édouard.	Chauffeur, 6 ^e échelon (R.E.I.P.) (indice 185 à compter du 10 septembre 1951).	14290	43	33			1 ^{er} janvier 1951.
M ^{me} Querlier Justine, veuve Canton Joseph.	Le mari, ex-agent principal de constatation et d'assiette, 1 ^{er} échelon (intérieur) (indice 202).	14291	11/50	33			1 ^{er} novembre 1950.
Orphelins (2) Canton Joseph.	Le père, ex-agent principal de constatation et d'assiette, 1 ^{er} échelon (intérieur) (indice 202).	14291 (1 et 2)	11/20	33			1 ^{er} novembre 1950.
MM. Condomine Paul-Gabriel.	Contrôleur principal de classe exceptionnelle, 2 ^e échelon (finances, enregistrement) (indice 360).	14292	80	33			1 ^{er} novembre 1952.
Coubes André-Mathieu.	Agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice 240).	14293	80	33		1 enfant (3 ^e rang).	1 ^{er} juillet 1952.
M ^{lle} Desgeorge Marie-Josèphe-Alphonse-Suzanne.	Adjointe principale de santé de 1 ^{re} classe (santé publique) (indice 315).	14294	63	33			1 ^{er} novembre 1952.
MM. Dessommes Jean-Louis-Georges.	Contremaître (C.U.), 8 ^e échelon (instruction publique) (indice 400).	14295	70	33		1 enfant (3 ^e rang).	1 ^{er} octobre 1952.
Enguidanos Alexandre-François.	Commis principal hors classe (justice française) (indice 210).	14296	52	33			1 ^{er} août 1952.
Jacquemin Charles-Émile.	Brigadier (chef de district) de 1 ^{re} classe (eaux et forêts) (indice 250).	14297	67			2 enfants (2 ^e et 3 ^e rangs).	1 ^{er} octobre 1952.
M ^{me} Legay, née Riès Léonie.	Surveillante, bénéficiant du traitement de contrôleur principal de classe exceptionnelle, 2 ^e échelon (P.T.T.) (indice 360).	14298	80	33	10		1 ^{er} août 1952.
Le Gouil, née Mas-Pons Joséfa-Maria.	Agent public de 4 ^e catégorie, 6 ^e échelon (finances, douanes) (indice 145).	14299	46	33			1 ^{er} juillet 1952.
M. Lestrade Auguste-André.	Commis principal de classe exceptionnelle (intérieur) (indice 240).	14300	68	33			1 ^{er} décembre 1952.
M ^{me} Llinarès, née Borrély Louise-Félicie.	Contrôleur principal de classe exceptionnelle, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 340).	14301	78	33			1 ^{er} septembre 1952.
M. Malaplate Polycarpe-Valentin-Venant.	Commis principal de classe exceptionnelle (intérieur) (indice 240).	14302	58	33		1 enfant (1 ^{er} rang).	1 ^{er} juin 1952.
M ^{me} Maraval, née Gudin Suzanne-Philomène-Adèle.	Commis principal de classe exceptionnelle, 2 ^e échelon (commerce et marine marchande) (indice 230).	14303	76	33			1 ^{er} août 1952.

NOM ET PRENOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMÉRO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	EFFET
			Princp.	Compl.			
M ^{mes} Brisset Francine - Eugénie, veuve Masson Albert- Charles.	Le mari, ex-inspecteur sous-chef, 2 ^e échelon (sécurité publique) (indice 290).	14304	77/50	33	%		1 ^{er} novembre 1952.
Rquia bent Mohamed Ta- dlaoui, première veuve Mohamed ben Larbi Soussi.	Le mari, ex-caïd méchouar (affai- res chérifiennes).	14305	38/25				18 septembre 1950.
Orphelin (1) Mohamed ben Larbi Soussi.	Le père, ex-caïd méchouar (affai- res chérifiennes).	14305 (1)	38/10				18 septembre 1950.
Zid el Kheïr bent Moha- med el Amine Soussi deuxième veuve Moha- med ben Larbi Soussi.	Le mari, ex-caïd méchouar (affai- res chérifiennes).	14306	38/25				18 septembre 1950.
MM. Moracchini Camille.	Employé public de 4 ^e catégorie, 6 ^e échelon (travaux publics) (indice 145).	14307	39	33	10		1 ^{er} septembre 1952.
Mouly Vincent-Nessim.	Agent public de 4 ^e catégorie, 5 ^e échelon (intérieur) (indice 138).	14308	57	33			1 ^{er} août 1952.
M ^{mes} Roeder Marcelle-Georgette, veuve Négrier Joseph- Louis-Honoré.	Le mari, ex-inspecteur hors classe (sécurité publique) (indice 238).	14309	36/50	33			1 ^{er} avril 1952.
Orphelins (3) Négrier Jo- seph-Louis-Honoré.	Le père, ex-inspecteur hors classe (sécurité publique) (indice 238).	14309 (1 à 3)	36/30	33			1 ^{er} avril 1952.
Roeder Marcelle-Georgette, veuve Négrier Joseph- Louis-Honoré.	Le mari, ex-inspecteur hors classe (sécurité publique).	14309 R.I.	80/50				1 ^{er} avril 1952.
Orphelins (3) Négrier Jo- seph-Louis-Honoré.	Le père, ex-inspecteur hors classe (sécurité publique).	14309 (1 à 3) R.I.	80/30				1 ^{er} avril 1952.
Ortoli, née Gervais Eugé- nie.	Commis chef de groupe de 2 ^e clas- se (intérieur) (indice 246).	14310	80	33	25	2 enfants (8 ^e et 9 ^e rangs).	1 ^{er} octobre 1952.
Garcia Carmen, veuve Pen- nacchioni Ange.	Le mari, ex-inspecteur adjoint, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 315).	14311	76/50	33			1 ^{er} novembre 1952.
Orphelins (2) Pennacchio- ni Ange.	Le père, ex-inspecteur adjoint, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 315).	14311 (1 et 2)	76/20	33			1 ^{er} novembre 1952.
Peyraud, née Vaquer-Fer- rer Anna-Françisca.	Adjointe de santé (D.É.) de 1 ^{re} classe (santé publique) (in- dice 260).	14312	49	33			1 ^{er} octobre 1952.
MM. Peyri André-Numa.	Agent public de 3 ^e catégorie, 7 ^e échelon (intérieur) (indice 200).	14313	29	33			1 ^{er} mai 1952.
Piccot Joseph-François.	Brigadier de 1 ^{re} classe (sécurité publique) (indice 260).	14314	80	33			1 ^{er} novembre 1952.
Pittilloni Pascal-Marius.	Agent principal de poursuites de classe exceptionnelle après 3 ans (finances, perception) (indice 360).	14315	59	33			1 ^{er} novembre 1952.
Prud'homme Henri- Alexandre.	Commis comptable principal de classe exceptionnelle (caisse fédé- rale) (indice 240).	14316	75	33		1 enfant (3 ^e rang).	1 ^{er} novembre 1952.
M ^{me} Bougouin Marie, veuve Ro- che François.	Le mari, ex-inspecteur-chef prin- cipal de 2 ^e classe (sécurité pu- blique) (indice 372).	14317	59/50	33			1 ^{er} août 1952.
MM. Salge Antoine.	Brigadier hors classe (finances, douanes) (indice 230).	14318	80	33		1 enfant (3 ^e rang).	1 ^{er} novembre 1952.
Sejournant Victor-Arthur.	Chef de section principal hors classe (R.E.I.P.) (indice 328 à compter du 10 septembre 1951).	14319	80	33			1 ^{er} juillet 1949.
Selves Emmanuel.	Contrôleur principal de comp- tabilité, échelon exceptionnel (finances) (indice 460).	14320	80	33			1 ^{er} avril 1952.

NOM ET PRÉNOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMERO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	EFFET
			Princip.	Compl.			
M ^{me} Aubry Augustine, veuve Simonetti Dominique.	Le mari, ex-agent principal de constatation et d'assiette, 4 ^e éche- lon (intérieur) (indice 178).	14321	50/50	33	%		1 ^{er} décembre 1952.
M. Surdon Paul-Alfred-Jo- seph.	Adjoint de contrôle principal hors classe, 3 ^e échelon (intérieur) (in- dice 500).	14322	80	33			1 ^{er} novembre 1952
M ^{me} Thurian Marie-Adèle.	Agent public de 4 ^e catégorie, 9 ^e échelon (finances, douanes) (indice 170).	14323	58	33			1 ^{er} juillet 1952.
MM. Vagnier Henri-Raymond.	Chef de centre de 1 ^{re} classe, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 480).	14324	80	33			1 ^{er} décembre 1952.
Vicente Henri.	Agent des lignes, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 185).	14325	80	33			1 ^{er} juillet 1952.
Winter Alexandre-Fer- nand.	Agent technique principal de 2 ^e classe (travaux publics) (in- dice 233).	14326	57	33			1 ^{er} juillet 1952.
<i>Pensions concédées au titre du dahir du 27 février 1952.</i>							
M ^{me} Banghala, née Nicolaï Ma- rie-Madeleine.	Contrôleur principal, 2 ^e échelon (P.T.T.) (indice 290).	14327	33				1 ^{er} août 1952.
M ^{lle} Barbier Jeanne-Louise-Ma- rie.	Surveillante, 4 ^e échelon (P.T.T.) (indice 340).	14328	51				1 ^{er} novembre 1952.
M. Batut Paul-Joseph-Marie.	Médecin principal de 1 ^{re} classe (santé publique) (indice 580).	14329	80	33	10		1 ^{er} septembre 1952.
M ^{mes} Marseguerra Antoinette, veuve Cannamela An- dré.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle après 3 ans (travaux publics) (indice 230).	14330	65/50	33	15		1 ^{er} juin 1952.
Kislig Louise-Marie, veuve Thomas Georges-Arthur- Désiré.	Le mari, ex-inspecteur-chef prin- cipal de 1 ^{re} classe (sécurité pu- blique) (indice 390).	14331	45/50	33			1 ^{er} août 1952.
<i>Pensions déjà concédées et faisant l'objet d'une révision dans le pourcentage ou dans l'indice.</i>							
M ^{me} Autard, née Sebbah Ghé- mara.	Agent public de 3 ^e catégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 220).	11037	71	33			1 ^{er} janvier 1949.
MM. Béjuis Fernand-Auguste.	Agent public de 3 ^e catégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 220).	10831	75	33	10		1 ^{er} juillet 1949.
Berteaud Abel.	Agent public de 3 ^e catégorie, 8 ^e échelon (intérieur) (indice 210).	10085	80	33			1 ^{er} juillet 1949.
Bertrand Justin.	Agent public de 3 ^e catégorie, 8 ^e échelon (intérieur) (indice 210).	10832	66	33			1 ^{er} juillet 1949.
M ^{me} Lesclide Marie-Pauline- Hermance, veuve Ber- trand Justin.	Le mari, ex-agent public de 3 ^e catégorie, 8 ^e échelon (inté- rieur) (indice 210).	12654	66/50	33			1 ^{er} janvier 1951.
MM. Delaune Adrien-Albert- Philippe.	Agent public de 3 ^e catégorie, 8 ^e échelon (intérieur) (indice 210).	10405	40	33			1 ^{er} juillet 1949.
Esposito François.	Agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 240).	10243	80	33	10		1 ^{er} juillet 1949.
Lledo Antoine-Mathias.	Agent public de 3 ^e catégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 220).	10273	71	33	20		1 ^{er} juillet 1949.
M ^{me} Aura Antonia, veuve Lledo Antoine-Mathias.	Le mari, ex-agent public de 3 ^e ca- tégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 220).	13711	71/50	33	20		1 ^{er} décembre 1951.

NOM ET PRÉNOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMÉRO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	EFFET
			Princ. ip.	Compl.			
MM. Niddam Abraham.	Agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 240).	12671	77	33	8		1 ^{er} août 1950.
Noyez Maurice.	Agent public de 3 ^e catégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 220).	10418	64	33			1 ^{er} juillet 1949.
Pastor Francisco-Juan-Ré- mundo.	Agent public de 3 ^e catégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 220).	13468	80	33	10		1 ^{er} mai 1950.
Roussel Georges - Marius - Alphonse.	Agent public de 3 ^e catégorie, 7 ^e échelon (intérieur) (indice 200).	10551	75	33			1 ^{er} juillet 1949.
Sauviat Charles-Jean.	Agent public de 3 ^e catégorie, 8 ^e échelon (intérieur) (indice 210).	11058	63	33	10	1 enfant (3 ^e rang).	1 ^{er} octobre 1949.
Serrano Joseph-François.	Agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 240).	13510	80	33	15		1 ^{er} décembre 1950.
Simon Jean.	Agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (intérieur) (indice 240).	11111	80	33			1 ^{er} décembre 1949.

AVIS ET COMMUNICATIONS

DIRECTION DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 25 FÉVRIER 1953. — *Supplément à l'impôt des patentes* : contre d'Inezgane, rôle spécial 1 de 1953 ; Agadir, rôle spécial 3 de 1953 ; Casablanca-Centre, rôle spécial 5 de 1953 ; Casablanca-Nord, rôle spécial 7 de 1953 ; Casablanca-Ouest, rôle spécial 2 de 1953 ; Khouribga, rôle 4 de 1951 ; circonscription d'Oujda, rôle spécial 1 de 1953 ; Martakch-Médina, rôles spéciaux 4, 5 et 6 de 1953 ; Moulay-Bouazza, rôle spécial 1 de 1953 ; Rabat-Nord, rôles spéciaux 3 et 4 de 1953 ; Rabat-Sud, rôles spéciaux 2 et 3 de 1953.

LE 28 FÉVRIER 1953. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Casablanca-Centre, rôle 3 de 1952 (5 bis) ; Agadir, rôle 2 de 1952.

Taxe de compensation familiale. — Fès-Ville nouvelle, 3^e émission 1952.

LE 5 MARS 1953. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Fès-Ville nouvelle, rôle 3 de 1952 (1) ; Casablanca-Mâarif, rôle 2 de 1952 (8).

Taxe de compensation familiale : El-Borouj, 2^e émission 1952 ; territoire de Fès-Banlieue, 2^e émission 1952 ; Sefrou-Banlieue, 2^e émission 1952 ; Sefrou, 2^e émission 1952.

Tertib et prestations des Européens 1952.

LE 5 MARS 1953. — Région de Casablanca, circonscriptions de Boulhaut, de Sattat-Banlieue, des Beni-Moussa, d'El-Borouj, de Benahmed, de Boucheron, de Fedala-Ville, de Casablanca-Ville ;

région de Fès, circonscription de Tafranant ; région de Marrakech, circonscription de Chichaoua ; région de Meknès, circonscription de Moulay-Idriss ; région d'Oujda, circonscriptions de Touissit-Boukkèr et d'Oujda-Banlieue ; région de Rabat, circonscription de Marchend.

Le chef du service des perceptions,

M. Boissy.

Avis de concours pour le recrutement
de sténodactylographes de la direction de l'intérieur.

Un concours pour le recrutement de sténodactylographes de la direction de l'intérieur (contrôle civil, affaires indigènes et municipalités), réservé aux personnels en fonction dans les services de cette direction, aura lieu à partir du 22 avril 1953.

Nombre d'emplois mis au concours : quatorze dont cinq réservés aux bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 sur les emplois réservés (pensionnés de guerre, victimes de la guerre, orphelins de guerre, ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, etc.) (B.O. du 2 mars 1951, p. 314).

Centres des épreuves : Rabat et Casablanca (le même jour).

Conditions d'admission au concours :

1^o Être dactylographe titulaire, d'une part, ou sténodactylographe quel que soit le mode de rétribution, percevant l'indemnité ou la prime de technicité de sténographie, d'autre part ;

2^o Être en fonction dans les services de la direction de l'intérieur au 1^{er} juin 1951 et réunir un an de service effectif dans l'administration marocaine à la date du concours.

Limite d'âge : quarante ans au plus à la date du 1^{er} juin 1951. Cette limite d'âge peut être prorogée d'une durée égale à celle des services militaires et civils antérieurs, valables pour la retraite, sans qu'elle puisse dépasser quarante-cinq ans.

Aucune limite d'âge n'est opposable aux agents recrutés dans une administration publique marocaine antérieurement au 1^{er} mai 1946.

Emplois réservés au titre du dahir du 23 janvier 1951 :

1^o Bénéficiaires de l'article premier du dahir : pas de limite d'âge maximum ;

2^o Bénéficiaires de l'article 4 du dahir : compter quinze ans de services civils valables pour la retraite à cinquante-cinq ans d'âge.

Les candidates se réclamant des dispositions de ce dahir devront l'indiquer expressément sur leur demande de participation au concours.

Justifications à produire par les bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 : la ou les pièces (selon le cas) prévues à la circulaire de M. le secrétaire général du Protectorat, n° 83 S.P., du 12 décembre 1951 (circulaire notifiée aux autorités régionales le 21 décembre 1951, sous le numéro 8631 D.I./C.P.).

Programme des épreuves. — Référence : arrêté du secrétaire général du Protectorat du 28 janvier 1952 (B.O. n° 2049, du 1^{er} février 1952, p. 186).

Demandes de participation au concours : les demandes doivent être établies à l'adresse du directeur de l'intérieur (section du personnel administratif, D.I./C.P.), à Rabat.

Délai de clôture des inscriptions au concours : 1^{er} avril 1953.

Il ne sera tenu aucun compte des demandes parvenues à cette direction après cette date.

Avis de concours pour le recrutement de dames employées de la direction de l'intérieur.

Un concours pour le recrutement de dames employées de la direction de l'intérieur (contrôles civils, affaires indigènes et municipalités), réservé aux personnels en fonction dans les services de cette direction, aura lieu à partir du 21 avril 1953.

Nombre d'emplois mis au concours : vingt-deux au minimum (deux au titre du budget général et vingt au titre des budgets municipaux), dont sept réservés aux bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 sur les emplois réservés (pensionnés de guerre, victimes de la guerre, orphelins de guerre, ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, etc.) (B.O. du 2 mars 1951, p. 314).

Centres des épreuves : les épreuves de ce concours se dérouleront simultanément à Rabat, Casablanca, Oujda, Fès, Meknès, Marrakech et Agadir.

Conditions d'admission au concours : pourront être admis à prendre part à ce concours les agents, quel que soit leur mode de rémunération, qui étaient en fonction dans les services de la direction de l'intérieur le 1^{er} juin 1951 et réuniront au moins un an de service effectif dans l'administration marocaine à la date du concours.

Limite d'âge : quarante ans au plus à la date du 1^{er} juin 1951. Cette limite d'âge peut être prorogée d'une durée égale à celle des services militaires et civils antérieurs, valables pour la retraite, sans qu'elle puisse dépasser quarante-cinq ans.

Aucune limite d'âge n'est opposable aux agents recrutés dans une administration publique marocaine antérieurement au 1^{er} mai 1946.

Emplois réservés au titre du dahir du 23 janvier 1951 :

1^o Bénéficiaires de l'article premier du dahir : pas de limite d'âge maximum ;

2^o Bénéficiaires de l'article 4 du dahir : compter quinze ans de services civils valables pour la retraite à cinquante-cinq ans d'âge.

Les candidates se réclamant des dispositions de ce dahir devront l'indiquer expressément sur leur demande de participation au concours.

Justifications à produire par les bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 : la ou les pièces (selon le cas) prévues à la circulaire de

M. le secrétaire général du Protectorat, n° 83 S.P., du 12 décembre 1951 (circulaire notifiée aux autorités régionales le 21 décembre 1951, sous le numéro 8631 D.I./C.P.).

Programme des épreuves. — Référence : arrêté du secrétaire général du Protectorat du 28 janvier 1952 (B.O. n° 2049, du 1^{er} février 1952, p. 186).

Demandes de participation au concours : les demandes doivent être établies à l'adresse du directeur de l'intérieur (section du personnel administratif, D.I./C.P.), à Rabat.

Délai de clôture des inscriptions au concours : 1^{er} avril 1953.

Il ne sera tenu aucun compte des demandes parvenues à cette direction après cette date.

Avis de concours pour le recrutement de dactylographes de la direction de l'intérieur.

Un concours pour le recrutement de dactylographes de la direction de l'intérieur (contrôles civils, affaires indigènes et municipalités), réservé aux personnels en fonction dans les services de cette direction, aura lieu à partir du 21 avril 1953.

Nombre d'emplois mis au concours : soixante-cinq au minimum, dont vingt-deux réservés aux bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 sur les emplois réservés (pensionnés de guerre, victimes civiles de la guerre, orphelins de guerre, ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, etc.) (B.O. du 2 mars 1951, p. 314).

Centres des épreuves : les épreuves de ce concours se dérouleront simultanément à Rabat, Casablanca, Oujda, Fès, Meknès, Marrakech et Agadir.

Conditions d'admission au concours : pourront être admis à prendre part à ce concours les agents, quel que soit leur mode de rémunération, qui étaient en fonction dans les services de la direction de l'intérieur le 1^{er} juin 1951 et réuniront au moins un an de service effectif dans l'administration marocaine à la date du concours.

Limite d'âge : quarante ans au plus à la date du 1^{er} juin 1951. Cette limite d'âge peut être prorogée d'une durée égale à celle des services militaires et civils antérieurs, valables pour la retraite, sans qu'elle puisse dépasser quarante-cinq ans.

Aucune limite d'âge n'est opposable aux agents recrutés dans une administration publique marocaine antérieurement au 1^{er} mai 1946.

Emplois réservés au titre du dahir du 23 janvier 1951 :

1^o Bénéficiaires de l'article premier du dahir : pas de limite d'âge maximum ;

2^o Bénéficiaires de l'article 4 du dahir : compter quinze ans de services civils valables pour la retraite à cinquante-cinq ans d'âge.

Les candidates se réclamant des dispositions de ce dahir devront l'indiquer expressément sur leur demande de participation au concours.

Justifications à produire par les bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 : la ou les pièces (selon le cas) prévues à la circulaire de M. le secrétaire général du Protectorat, n° 83 S.P., du 12 décembre 1951 (circulaire notifiée aux autorités régionales le 21 décembre 1951, sous le numéro 8631 D.I./C.P.).

Programme des épreuves. — Référence : arrêté du secrétaire général du Protectorat du 28 janvier 1952 (B.O. n° 2049, du 1^{er} février 1952, p. 186).

Demandes de participation au concours : les demandes doivent être établies à l'adresse du directeur de l'intérieur (section du personnel administratif, D.I./C.P.), à Rabat.

Délai de clôture des inscriptions au concours : 1^{er} avril 1953.

Il ne sera tenu aucun compte des demandes parvenues à cette direction après cette date.

Importations en provenance de la zone sterling.

Au titre de l'année 1953 il a été mis à la disposition du Maroc un crédit de 4.342.000 livres sterling, réparti comme suit :

NUMÉRO code E.C.A.	PRODUITS ET MATÉRIELS	CONTINGENTS en 1.000 livres		SERVICES responsables
		Année 1953	1 ^{er} semestre 1953	
	I. — Approvisionnements.			
120	Graines de semences diverses	8	6	P.A.
122	Pommes de terre de semence	40	10	id.
140	Café vert	25	12,5	Bureau Alimentation.
145	Thé noir	150	75	id.
160	Tabacs	20	10	Régie des tabacs.
190	Fibres de coco (200 t.)	25	12,5	Industrie de transformation.
	Fibres de sisal (300 t.)	30	15	id.
	Sacs de jute (limitation en valeurs et en tonnage)	116 (1.160 t.)	58 (580 t.)	id.
380	Produits tannants végétaux	20	10	id.
390	Matières plastiques	30	15	D.P.I.M.
	Pigments spéciaux pour émaux	10	5	id.
	Goudrons et bitumes	120	60	id.
470	Cuirs et peaux et cuirs artificiels et synthétiques	50	25	Industrie de transformation.
610	Charbon	(1)	(1)	D.P.I.M.
620	Produits pétroliers	(2)	(2)	id.
640	Minerais (amiante, kaolin et rutile)	100	50	id.
680	Produits manufacturés divers en fer et en acier	45	22,5	D.P.I.M. et C.M.M.
695	Demi-produits en nickel ou alliage de nickel	2	2	D.P.I.M.
966	Étain	50	25	id.
	Divers général (équipement et approvisionnement)	200	100	C.M.M.
	TOTAL.....	1.041	513,5	
	II. — Équipement et rechanges.			
710-20	Matériel électrique	200	100	C.M.M. - T.P. - D.P.I.M. - P.T.T.
730	Moteurs et turbines	375	190	C.M.M. - P.A. - D.P.I.M. - T.P.
740	Matériel de mines et manipulation	580	300	id.
750	Machines-outils	40	20	C.M.M. - D.P.I.M.
770	Équipement agricole sauf tracteurs	280	200	P.A.
771	Pièces de rechange matériel agricole	156	76	P.A. - T.P.
780	Matériel industriel	650	325	C.M.M. - T.P. - Indus. Transformation - D.P.I.M.
820	Véhicules à plusieurs essieux, moteurs, camions et pièces de rechan- ges de véhicules à moteurs	240	120	C.M.M. - D.P.I.M.
830	Tracteurs à chenilles — de 50 CV.	180	90	P.A. - T.P.
831	Tracteurs à chenilles + de 50 CV.	80	40	id.
832	Tracteurs à roues	375	190	P.A.
840	Matériel d'aviation	80	40	T.P.
850	Matériel ferroviaire roulant	5	3	id.
858	Matériel naval et pièces de rechange	20	10	M.M.
880	Matériel médico-chirurgical (y compris radiologie et électricité médi- cale)	20	10	D.P.I.M. - S.H.P.
890	Matériel industriel divers	20	10	C.M.M. - D.P.I.M.
	TOTAL.....	3.301	1.724	
	TOTAL GÉNÉRAL.....	4.342	2.237,5	

(1) Les crédits nécessaires à l'importation de charbon en A.F.N. seront ouverts à l'Office des changes à Paris pour le compte de l'« Atic ».

(2) Crédits, 1^{er} semestre 1953, ouverts à l'Office des changes à Paris (en livres sterling) :

Soutes	1.500.000
Butane et produits divers	26.000
Paraffine (écaille et microcristalline)	24.000
Essence avion	69.000

TOTAL..... 1.619.000

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2102, du 6 février 1953,
page 196.

Tableau des experts agréés près la cour d'appel et les tribunaux du Maroc, pour l'année 1953, en vertu des dispositions des articles 45 et 46 du dahir du 12 août 1913 sur la procédure civile et du dahir du 17 octobre 1923 (délibération de l'assemblée générale de la cour d'appel du 9 décembre 1952).

Page 196, sous la rubrique : *Automobile (mécanique et carrosserie)*, à la 10^e ligne :

Au lieu de :

« Portalis Georges, directeur de la Compagnie des T.A.C. en retraite, 53, boulevard de la Marne » ;

Lire :

« Portalis Georges, directeur de la Compagnie des T.A.C. en retraite, 53, boulevard de la Marne. »

Avis de l'Office marocain des changes n° 607 relatif au régime de certains des investissements étrangers nouveaux dans la zone franc.

Référence : circulaire aux intermédiaires agréés n° 190/O.M.C., du 2 décembre 1949 (B.O. n° 1949, du 13 janvier 1950).

Compte tenu de la position actuelle de la France au sein de l'Union européenne de paiements, l'Office marocain des changes est disposé, pour l'application de la circulaire n° 190/O.M.C., à assimiler, aux monnaies visées par cette circulaire, les devises des pays membres de l'Union européenne de paiements.

En conséquence, à compter de la date de diffusion du présent avis, le bénéfice du régime particulier de la circulaire n° 190/O.M.C. pourra être accordé, sur décision spéciale de l'Office marocain des changes, aux investissements étrangers nouveaux dans la zone fran-

caise du Maroc réalisés par des personnes qui résident dans un pays étranger participant à l'Union européenne de paiements (1), au moyen :

Soit d'une cession de la devise du pays de résidence de la personne qui effectue l'investissement ;

Soit de l'utilisation d'avoirs en francs existant au crédit d'un compte étranger en francs de la nationalité du pays de résidence de la personne qui effectue l'investissement.

Rabat, le 3 février 1953.

Le directeur de l'Office marocain des changes,
BROSSARD.

(1) L'Union européenne de paiements réunit les pays ci-après, y compris les zones monétaires associées : République fédérale d'Allemagne, République d'Autriche, Royaume de Belgique, Royaume de Danemark, République française, Royaume de Grèce, République d'Irlande, République d'Islande, République italienne, Grand-Duché de Luxembourg, Royaume de Norvège, Royaume des Pays-Bas, République portugaise, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume de Suède, Confédération suisse, République turque, Zone anglo-américaine du territoire libre de Trieste

Tableau des indices devant servir à la détermination des valeurs de constructions à prendre en considération lors des constats de valorisation afférents aux lots domaniaux urbains.

Indices pour le 1^{er} semestre 1953.

REGIONS ADMINISTRATIVES	INDICES
Région d'Oujda	2,6
Région de Fès	2,3
Région de Meknès	2
Région de Rabat	2,6
Territoire de Port-Lyautey	2,6
Région de Casablanca	2,4
Territoire de Mazagan	1,9
Région de Marrakech	2,1
Territoire de Safi	2,4
Région d'Agadir	1,8

Pour vos BATIMENTS...
vos VOITURES et CAMIONS...
votre MATÉRIEL AGRICOLE...

“ MATTEFEU ”

L'Extincteur qui tue le feu

G. GODEFIN, constructeur

Boulevard Gouraud - RABAT

Téléphone 32-41 et 62-45

Tout le matériel contre l'incendie : Moto-Pompes, Tuyaux, Robinetterie, Équipement S.P.